GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro : 50 F — Numéro double — Bimestriel n° 63-64 — Mai-Août



GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 63-64
Mai-août 1992

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
Dépôt : 41, rue de la Harpe
Tél. : 32.33.22.33

Directeur gérant :
Georges PELLETIER
Directeur de la publication :
Georges POTVIN
Secrétaire de rédaction :
Françoise BERANGER
Avec la collaboration
pour ce numéro de
P.-A. AGARD
A. BOULANGER
A. DENIS
J.-J. LEDOS
T. MARICOURT
J. PAPP
G. PELLETIER
G. POTVIN
G. RAGACHE
C. REYNAUD-PALIGOT
J. SAUSSAYE
J. SIGOT
B. SOUBOUROU

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
14, rue de Nanteuil
75015 Paris - Tél. 45.32.06.23

Imprimé en France

Maquette et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

EDITORIAL

Vinicius Garic, fils d'affranchi d'origine arverne, cabaretier et marchand de bois dans la ville de Pompéi, s'affaire fébrilement dans un coin de sa petite taverne. Sur une table rustique, il range dans un coffret de bois gainé de cuir les bourses de peau contenant ses économies, sans prendre le temps de trier deniers, sesterces et as, de la menue monnaie, semis et quadrans, pourboires laissés par les légionnaires, ou les artisans et ouvriers qui forment la presque totalité de la population : seize ans plus tôt, en effet, (en ce qui sera appelé plus tard l'an 63), un tremblement de terre a ravagé la jolie et prospère cité, villégiature des riches romains, et les habitants évacués ne regagnent la ville qu'à mesure de sa reconstruction.

Non loin de Vinicius, sa femme rassemble en hâte tout ce qui peut avoir du prix dans la maison ainsi que les objets et vêtements les plus indispensables.

L'atmosphère est irrespirable : le Vésuve proche crache fumée, gaz et cendres depuis quelques jours. Il faut fuir !

Soudain, le ciel s'obscurcit. Une pluie de cendres brûlantes s'abat d'un coup sur la ville, pénètre partout, étouffe, ensevelit tous ceux qui, comme Vinicius et sa femme, guidés par leur devoir, leur travail ou l'appât du gain, n'ont pas assez craint la colère du terrible volcan. Tandis que Pompéi à peine renaissante disparaît sous la cendre, les bombes et la lave, le Vésuve enterre sous un fleuve de boue de trente mètres de haut la ville voisine d'Herculanum, asphyxiant au passage le courageux Pline, amiral de la flotte de Misène, naturaliste, savant et écrivain, accouru pour essayer de sauver les riverains...

Pendant dix-huit siècles, les deux villes et leurs fantômes reposèrent tranquilles. Mais en 1748, des hommes recherchèrent leur site, à partir d'écrits anciens, et commencèrent des fouilles. On fit, dans les cités surprises par la mort, à la fois détruites et protégées par les couches profondes vomies par le volcan, de singulières, de bouleversantes découvertes. D'abord, et pendant deux siècles, à Pompéi, moins profondément enfouie; puis à partir de 1927, à Herculanum, disparue sous l'épaisse couche de boue séchée et durcie. Corps surpris en plein mouvement, objets intacts, maisons parfaitement tracées sur le sol, riches peintures ou humbles objets quotidiens, sculptures admirables ou animaux familiers; tout cela étonnamment conservé comme on l'a si souvent souligné.

Ainsi, ce drame historique, connu par les récits du temps, était-il passé des mains des historiens à celle des archéologues. Sans les écrits des premiers, les seconds n'auraient pas su où chercher; en "feed back", les découvertes des seconds enrichissaient les connaissances des historiens et les aidaient à décrire la vie quotidienne dans les villes romaines.

On l'a compris, notre propos, si laborieusement amené, est de souligner l'imbrication, les échanges, pour ne pas dire les transfusions qui font qu'archéologie et histoire, nourris du même lait, sont deux soeurs non pas jumelles, mais siamoises. Nous souhaitons aussi crier haro sur ceux qui rabaissent au rang de servante l'une des deux soeurs - les hommes de "terrain" méprisant les "rats de bibliothèque" et réciproquement.

Devraient-ils pas plutôt conjuguer toujours leurs efforts, puisque leur but en fait est le même : nous faire toujours mieux connaître la vie de ceux qui, avant nous, peuplaient la terre ?

Ce souci de moraliste m'est venu en apprenant que récemment des fouilles continuées après deux siècles et demi ont mis à jour la taverne de Vinicius (ou de tel autre nom que l'on voudra), et y ont retrouvé les squelettes du pauvre homme et de sa femme et autour d'eux des objets rassemblés et des pièces de monnaie...

On imagine l'émotion des chercheurs devant ce tableau tragique découvert centimètre après centimètre. On peut lui comparer l'émotion de l'historien trouvant dans de vieilles archives quelque grimoire éclairant d'un jour nouveau tel point de l'Histoire.

Georges Potvin

1940-1944 en France

L'ENFERMEMENT DES COMMUNISTES

Le 30 septembre 1938, à Munich, les Anglais et les Français cèdent devant les exigences d'Hitler au sujet de la Tchécoslovaquie. Le lendemain, la Chambre des députés approuve les accords signés à Munich par 331 voix contre 78 dont les 76 voix communistes. Dès lors, le parti communiste, considéré comme le parti de la guerre, est rejeté; son mot d'ordre est d'affronter le gouvernement. Le 27 novembre, les occupations d'usines commencent pour protester contre les décrets-lois qui avaient, peu de temps auparavant, aboli les 40 heures et une grève générale est fixée pour le 30. Mais les syndicats sont divisés et la grève échoue : le Front Populaire a vécu. Le gouvernement en sort renforcé et s'efforce de développer une campagne en vue de dissoudre le parti communiste, lequel, de son côté espère encore l'accord des puissances occidentales avec l'Union soviétique contre Hitler...

Soudain, le 23 août, la nouvelle éclate : l'accord germano-soviétique est signé. Le gouvernement n'est pas surpris d'une décision à laquelle il s'attendait, mais dans le parti c'est la consternation. Il faut deux jours à la presse communiste pour justifier l'accord. La répression du Gouvernement est immédiate, *Ce Soir* et *L'Humanité* sont saisis. Le parti est unanimement condamné et les premiers députés communistes démissionnent. Les militants sont désemparés. Le 1er septembre, l'Allemagne envahit la Pologne. Le 2, les parlementaires communistes applaudissent le patriotique discours de Daladier et votent les crédits de guerre réclamés. Le 3, la guerre est déclarée à l'Allemagne et Maurice Thorez, ainsi que la majorité des dirigeants communistes revêtent l'uniforme. Tout semble s'arranger.

C'est alors que le parti est rappelé à l'ordre par le gouvernement soviétique qui lui précise qu'en tant que section française de la IIIe Internationale, il ne devait pas ignorer que cette guerre avait un caractère impérialiste qu'il fallait dénoncer. Mais le 17 septembre, nouveau coup de théâtre, l'armée rouge envahit la Pologne.

Le changement de cap est difficile à prendre. Même les militants crient à la trahison. Quant au gouvernement, il profite de la situation et dissout "de plein droit le parti communiste" qui n'a plus d'existence légale.

Notre ami Jacques Sigot, nous avait révélé en son temps l'internement des civils allemands en France (Gavroche 53), il nous explique dans cet article comment les communistes furent inquiétés, puis internés dans des camps français. C'est ainsi que l'on peut suivre le parcours de Robespierre Hénault, maire communiste de Saint-Pierre-des-Corps ...

Robespierre Hénault avait été élu pour la première fois maire de la commune de Saint-Pierre-des-Corps, connue pour sa gare de triage sur la ligne Paris-Bordeaux, reliée à Tours par une navette. La commune, née en 1792, prit pendant la Révolution le nom de *La Clarté Républicaine*. Ville de cheminots, elle était plus que toute autre appelée à devenir une municipalité communiste. Le maire avait déjà été arrêté et condamné à six mois de prison le 25 mai 1925 pour propagande anti-militariste lors de la répression des troubles nationalistes au Maroc.

Réélu maire de la commune aux élections de mai 1935, il est arrêté pour la seconde fois le 24 juin 1941. Ses nouveaux malheurs avaient commencé le 21 octobre 1939, quand fut signé par D. Sarraut, ministre de l'Intérieur, le décret le destituant de sa fonction de maire.

Le 24 juin 1941 donc, il est envoyé en résidence surveillée à Beaumont-la-Ronce, petite commune située à une vingtaine de kilomètres au nord de Tours. Il retrouve là d'autres internés, tous interpellés sur l'ordre de la Préfecture.

Les arrestations, qui avaient commencé le 12 avril en Indre-et-Loire (neuf ce jour-là) s'échelonneront jusqu'au 15 novembre 1941. Vingt-quatre le sont pour raison de propagande : "Se livre à une propagande occulte en faveur de la doctrine communiste", est-il le plus souvent précisé.

Un négociant grossiste, accusé de s'être adonné au marché noir et un marchand de porcs coupable de majorations illicites des prix et de nombreuses infractions annexes rejoignent aussi les militants communistes.

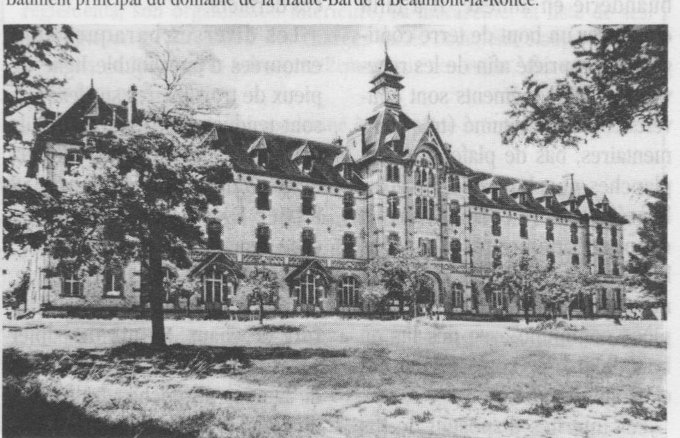
Internés à Beaumont-la-Ronce

Robespierre Hénault et ses compagnons, à Beaumont-la-Ronce, occupent, au domaine de la Haute Barde, un petit pavillon isolé qui avait appartenu à "l'Avenir du Prolétariat" (sic) et qui, abandonné depuis des années, est à demi saccagé.

Le centre fonctionnait déjà en mars 1941 (1), comme l'indique une lettre adressée le 3 au ministre de l'Intérieur par le Préfet d'Indre-et-Loire :

"Aux 5 administratifs du début sont venus se joindre depuis lors

Bâtiment principal du domaine de la Haute-Barde à Beaumont-la-Ronce.

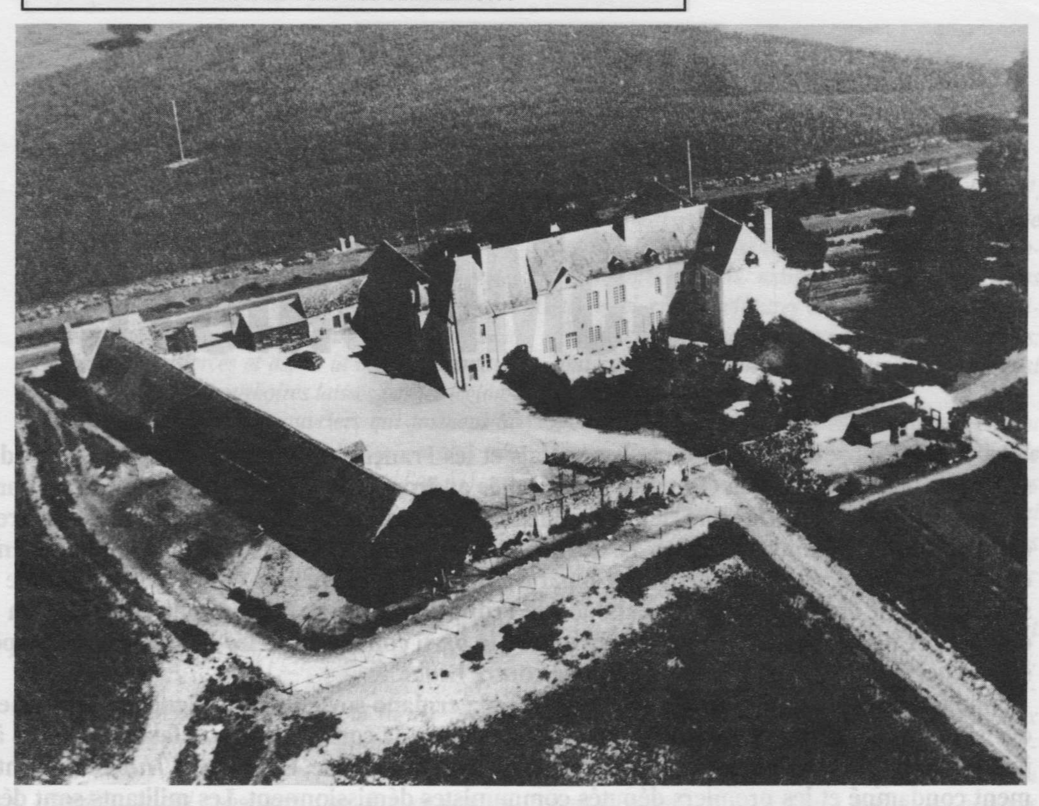


8 autres communistes du Loir-et-Cher, et j'envisage avec mon collègue de Nevers un échange et le transfèrement à brève échéance de 16 militants de l'ex-parti communiste de la Nièvre.

"Cette méthode aurait pour effet de réduire dans la mesure du possible les graves inconvénients résultant de l'internement d'individus à peu de distance de leur propre domicile et des tentations toujours possibles d'évasion grâce à des complicités venant du dehors.

"La surveillance est actuellement assurée par 4 gendarmes qu'il va être nécessaire de renforcer."

En juillet 1941, de nouvelles arrestations étant effectuées, les locaux deviennent trop exigus. Aussi le préfet demande-t-il le transfert de Robespierre Hénault et de ses compagnons dans le camp de La Morellerie, commune d'Avrillé-les-Ponceaux, à l'ouest du département.



La seigneurie de la Morellerie vue d'avion. Le camp se trouvait à droite du château.

Dans le camp de La Morellerie

Un rapport de la section de Gendarmerie de Chinon, en date du 13 mars 1942, précise que le camp de La Morellerie a été créé le 30 novembre 1940, implanté dans la cour d'une belle demeure seigneuriale à l'écart du bourg d'Avrillé, canton de Langeais, dans un essart de bois de la Gâtine tourangelle. Il a d'abord servi pour l'internement des Tsiganes (2).

Le camp proprement dit se compose de quatre grands baraquements et de deux plus petits comprenant une école, une infirmerie, des cuisines avec une buanderie en annexe. Il a fallu empierrer un bout de terre contigu à la propriété afin de les recevoir. Les baraquements sont couverts en carton bitumé (très rudimentaires, bas de plafond et aux planches non bouvetées, précise le préfet d'Indre-et-Loire dans un rapport), démontés dans des localités voisines. Chaque bâtiment n'offre qu'une seule grande pièce commune avec des lits en bois de chaque côté, le long des cloisons latérales.

Les internés disposent de lits garnis de paille et de trois couvertures par couche. Le chauffage est assuré, en principe, par trois poêles par baraquement.

L'électricité est installée courant 1941 et, la nuit, huit lampes éclairent la superficie totale du camp; ceci, pour éviter d'éventuelles évasions.

Les toilettes sont cachées au regard par une rangée de feuillages tout autour. Une cloison sépare les hommes des femmes. Des bassins, ainsi qu'un puits, fournissent l'eau nécessaire.

Les waters sont construits de bois divers et couverts de papier goudronné. Des trous dans la terre reçoivent toutes sortes de récipients, principalement des bidons d'huile coupés. Quand ils sont pleins, ils sont vidés dans les champs, ce qui permet de fumer ces derniers.

Les diverses baraques sont entourées d'une double ligne de pieux de trois mètres sur lesquels sont tendues huit rangées de fils de fer barbelés, avec des chevaux de frise dans l'intervalle. Le 18 février 1941, avait été envoyée cette demande de matériel :

"1000 mètres de fil électrique, 300 kg de pointes, 50 kg de chlorure de chaux, 80 m2 de papier vitrex, 20 m2 de vitres, 20 piles de lampes de poche, de la gaze, du coton et des bandes."

L'encadrement

Le personnel est recruté à titre provisoire et peut être licencié à tout moment avec préavis de 15 jours s'il est là depuis plus de 6 mois; sinon, préavis de 8 jours.

Le directeur : il s'agit de Jean Renard, de Continvoir :

"Jean Renard était le patron du camp, il s'occupait de la gestion. J'étais cuisinier, et quand j'avais quelque chose à demander, c'est à lui que je m'adressais. Il était le fils du chef-cantonnier de Continvoir et avait été auparavant cuisinier à Paris" dit Emile Cottereau, ancien cuisinier dans le camp.

Jean Renard accompagnera les internés Tsiganes, quand ceux-ci y seront transférés fin 1941, dans le camp de Montreuil-Bellay (3) où il occupera le poste de sous-directeur. Pour avoir participé à des actes de résistance dans cette dernière ville, il sera arrêté par la Gestapo en octobre 1943 et disparaîtra dans un camp allemand.

Un service sanitaire est assuré pendant la journée par le docteur de Gizeux et une infirmière visiteuse.

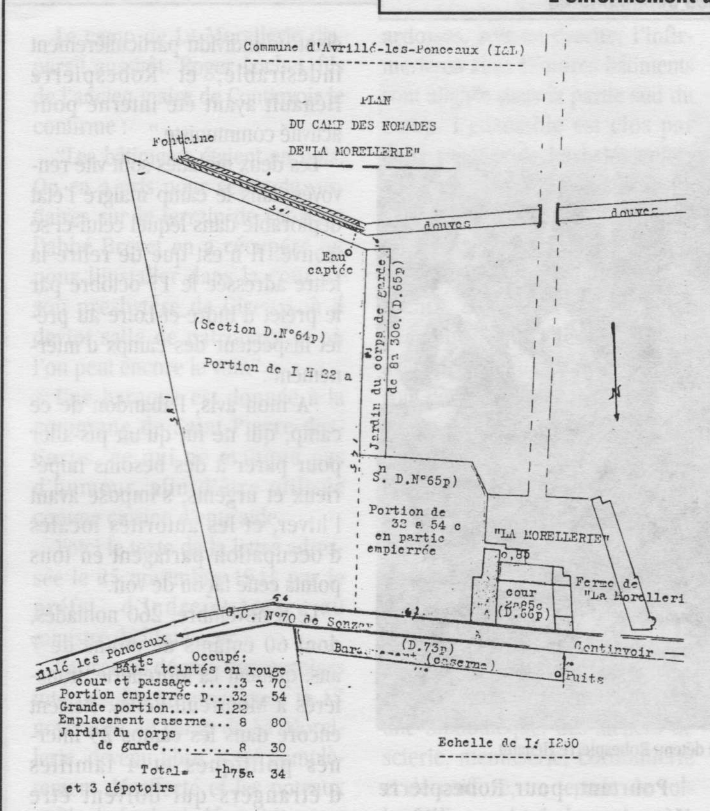
Emile Cottereau est chef-cuisinier jusqu'au 3 septembre 1941, date à laquelle il démissionne. Il se rappelle :

"La cuisine n'était qu'un appentis en bois adossé au mur du pignon est de la propriété. Nous préparions les repas dans de gros chaudrons en fonte. Tout juste le minimum vital : 225 g de pain par jour. Je faisais la pesée avec un poids de 200 g et, pour avoir l'appoint, j'utilisais cinq pièces de 5 centimes. Le pain venait d'Avrillé-les-Ponceaux, la viande de Gizeux deux fois par semaine. Je demandais du boeuf avec un peu de gras pour récupérer quelques matières grasses. Le tout était payé par la Préfecture."

Le coût journalier d'un interné est évalué à 11 francs 50.

La surveillance

Au 7 janvier 1941 : 11 gendarmes, 1 gradé, armés de 2 pistolets de 7 m/m et 18 cartouches, 6 mousquetons et 60 cartouches, *ce qui est notoirement insuffisant si l'on tient compte de ce que ces individus sont pour la plupart de dangereux repris de justice. Déjà des mouvements de rébellion se sont produits,* précise un rapport du chef d'escadron au Préfet. Au 16 octobre 1941, l'effectif est augmenté : un chef, un chef-adjoint et 21 gendarmes.



Plan de la Morellerie pendant le camp (Arch. départ. 37).

Les gendarmes sont d'abord installés dans la demeure de La Morellerie, puis dans un local terminé le 18 septembre :

"En face de l'enceinte du camp, j'ai fait construire un baraquement pouvant loger 40 gendarmes et où se trouve en ce moment le poste de garde avec appareil téléphonique"

écrit le sous-préfet le 16 octobre 1941.

La garde est assurée par une permanence de 2 sentinelles en armes de jour comme de nuit. La sentinelle à la porte d'entrée contrôle les entrées et les sorties du camp. Selon Emile Cottereau, les gendarmes n'entrent à l'intérieur de l'enceinte que pour mettre de l'ordre quand cela est nécessaire.

Six civils, requis par la Préfecture et payés par le département sont employés, sous la surveillance des gendarmes, jusqu'au 23 avril 1941. Mais les Allemands, ne voyant pas d'un bon oeil des civils armés, demandent leur suppression. Le 10 octobre, le préfet en réclame de nouveau une dizaine, pour les factions d'hiver :

"J'ai dû prévoir éventuellement à cet effet un crédit, mais j'ignore si les autorités d'occupation accepteront de rétablir cette garde civile armée dont ils avaient déjà ordonné la dissolution au début de l'année."

Les horaires dans le camp sont les suivants : Réveil à 6 h 30. Déjeuner à midi. Dîner à 19 heures. Les appels se font à 7 heures et 21 heures.

L'emploi des armes est permis uniquement en cas de légitime défense. De nuit seulement, il est tiré sans avertissement sur tout individu qui tente de s'enfuir en franchissant la clôture du camp.

Un rapport du préfet d'Indre-et-Loire au préfet-inspecteur des camps d'internement, daté du 17 octobre 1941, rappelle le transfert des internés politiques de Beaumont à La Morellerie et les conditions de leur séjour. Il reprend ce qu'il avait déjà dit sur la nécessité d'éloigner le plus possible les communistes de leur région d'origine :

"... l'obligation dans laquelle je me suis également trouvé, faute de place ailleurs, de loger, en raison de leur nombre, depuis le 1er juillet dernier, dans un baraquement de La Morellerie, les internés administratifs (communistes) tant d'Indre-et-Loire que du Loir-et-Cher, qui étaient primitivement installés domaine de la Haute Barde, commune de Beaumont-la-Ronce.

"Or, leur installation ne répond que très imparfaitement aux conditions d'hygiène, d'isolement et de sécurité que doit, il me semble, présenter un camp de cette nature, et aucun immeuble disponible ne correspond, à ma connaissance, dans le département, à l'organisation d'un tel camp.

"C'est pourquoi, à diverses reprises, j'ai préconisé le transfèrement dans un camp spécialisé, des vingt-cinq communistes d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher actuellement internés, considérant d'autre part qu'il n'y aurait que des avantages à (interner ces individus ailleurs que dans leur propre département et autant que possible) leur affecter une résidence (assez) aussi éloignée (que possible) de leur domicile." (les mots entre parenthèses sont rayés dans la lettre manuscrite).

Ces internés bénéficient de l'organisation générale du camp, mais pour éviter tout contact avec les nomades (4), une cuisine spéciale a été aménagée, et c'est l'un des internés qui, à la demande de tous, se charge de la cuisson des aliments.

Régime spécial pour les communistes

Un rapport du sous-préfet de Chinon (Avrillé-les-Ponceaux faisant partie de cet arrondissement) à son préfet, en date du 8 juillet, trahit une certaine compassion :

"... je me suis rendu au camp des nomades de La Morellerie où j'ai eu un long entretien avec les nouveaux arrivés, internés administrativement.

"J'ai pu me rendre compte de leur installation et j'ai décidé d'apporter quelques améliorations.

"Les personnes dont il s'agit sont au nombre de 26. Il y en a là de l'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher.

"Le cantonnement dans lequel ils vivent est assez bien tenu et assez propre. J'ai décidé de mettre à leur disposition une petite cuisine dans laquelle ils trouveront tous les ustensiles nécessaires pour cuire les aliments que je leur ferai distribuer

Recrutement des surveillants de camps

Dans les archives figure un texte relatif au recrutement de personnel de surveillance pour camps d'indésirables, communiqué destiné à être publié dans la presse.

Sont intéressés les anciens sous-officiers de carrière, les réservistes de tous grades démobilisés ou en instance de démobilisation et les réfugiés qui ne peuvent encore rejoindre leur foyer.

Les candidats ne doivent pas être âgés de plus de 45 ans et doivent jouir d'une santé robuste qui leur permette un service actif.

Ces gardiens, à titre civil, recevront un traitement mensuel de 930 F.

Ne peuvent faire acte de candidature, les membres de toute association, tout groupement de fait dont l'activité s'exerce, même partiellement, de façon clandestine ou secrète ; dont les affiliés s'imposent, d'une manière quelconque, l'obligation de cacher à l'autorité publique, même partiellement, les manifestations de leur activité ; qui refuse, ou néglige de faire connaître à l'autorité publique, après en avoir été requis, ses statuts ou règlements, son organisation intérieure, sa hiérarchie, la liste de ses membres avec l'indication des charges qu'ils occupent, l'objet de ses réunions ou qui fournit intentionnellement sur ces sujets, des renseignements faux ou incomplets.

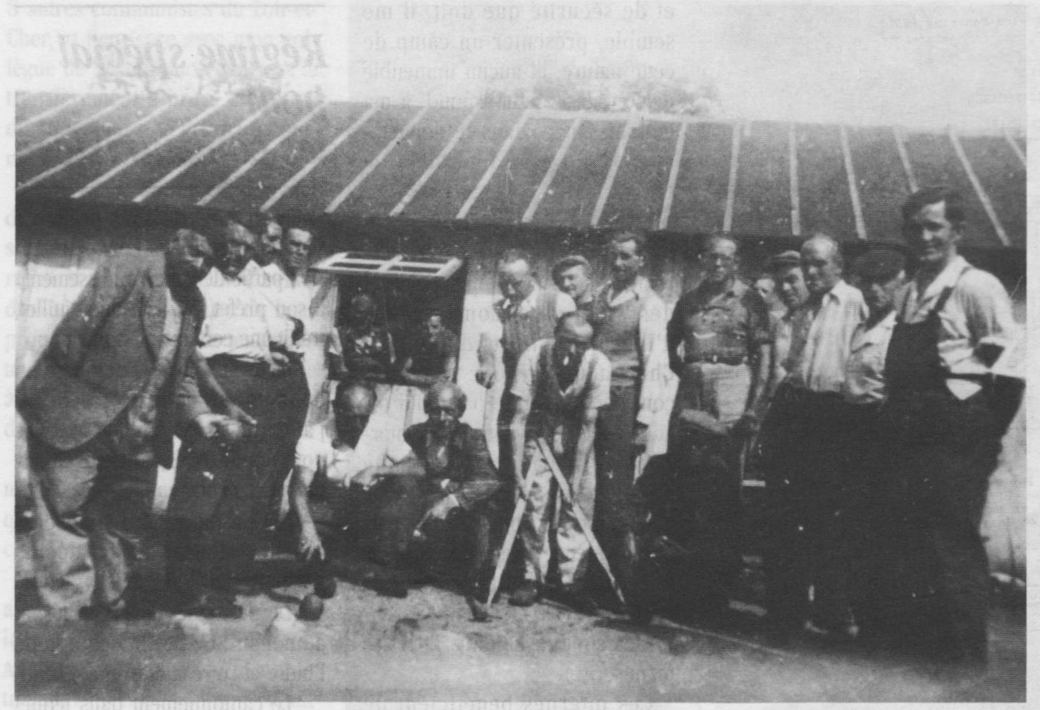
Il faut n'avoir jamais été condamné à une peine criminelle ou correctionnelle ;

ne pas être issu de trois grands-parents ou plus, de race juive ;

ne pas être issu de deux grands-parents de race juive, mais marié à une juive ;

donc, ne pas être susceptible de recevoir application des dispositions de la loi du 3 octobre 1940 portant statut des juifs.

Ce recrutement doit avoir lieu dans le cadre des instructions de la Direction Générale de la Sûreté Nationale annexées au Règlement des Centres de Séjour Surveillé pour les indésirables français, du 29 décembre 1940.



Les internés communistes à La Morellerie jouent aux boules. A l'extrême gauche, penché, le détenu Robespierre Hénault.

selon les cartes d'alimentation actuellement en vigueur. Par ailleurs, ils m'ont demandé s'ils pouvaient recevoir une ou deux fois par semaine leur famille. J'ai pensé qu'il fallait faire preuve d'humanité et leur accorder la faveur de ces visites. Ils m'ont demandé également s'ils pouvaient avoir dans leurs baraquements un poste de TSF ordinaire pour leur permettre de se distraire. A ce sujet, je vous demande si vous ne voyez pas d'inconvénient à ce que satisfaction leur soit accordée.

"Par ces temps de chaleur, j'estime que les intéressés peuvent se rendre au ruisseau très proche pour laver leur linge et se rafraîchir en même temps. Ils sont accompagnés de gendarmes pour les surveiller.

"Certains ont demandé s'ils pouvaient bénéficier des lois d'assistance pour leurs enfants, ne pouvant actuellement travailler en raison de leur internement. J'ai fait relever leur nom ainsi que leur situation de famille et je me permettrai de vous transmettre leurs requêtes pour que les services compétents puissent, le cas échéant, étudier leur situation.

"Dans l'ensemble, les personnes (mot rayé, remplacé à la main par: individus) soumis à cet internement administratif, sont très calmes et ne manifestent nullement un désir de s'évader. Ils se rendent compte des difficultés actuelles de ravitaillement. Ils sont d'ailleurs regroupés autour de leur chef, M. Robespierre Hénault, qui parle en leur nom et qui m'a promis de veiller personnellement à ce que l'ordre règne pendant leur séjour à La Morellerie."

Les "internés administratifs" profitent manifestement d'un régime de détention bien meilleur que celui de leurs voisins Tsiganes. Le droit de visite leur est effectivement accordé comme l'atteste le témoignage d'André Omasson, ancien maire de La Chapelle-sur-Loire, commune distante de vingt kilomètres de La Morellerie :

"Un matin, je vois arriver trois femmes, dont l'épouse de Robespierre Hénault, venues par le train et chargées de paquets. J'ai attelé un poney à ma charrette et j'ai conduit les dames jusqu'au camp pour qu'elles voient leur mari. Elles ont pu les rencontrer facilement et même aller dans les baraquements. L'un des trois maris, André Bourgognon, devait être fusillé par la suite."

Le régime de faveur dont jouissent ces hommes comprend aussi la venue régulière d'un coiffeur. Ainsi se font-ils raser deux fois par semaine et couper les cheveux, une fois par mois, aux frais de l'administration. Le 14 novembre, trois jours avant leur départ de La Morellerie, le professionnel des ciseaux se déplacera pour 28 barbes et 8 coupes.

Pourtant, pour Robespierre Hénault, malade, les conditions de vie dans le camp sont pénibles. A l'entrée de l'automne, avec un compagon de captivité, il sollicite sa libération pour raison de santé. Le 24 octobre, le docteur du camp diagnostique pour l'ancien maire de Saint-Pierre-des-Corps des "troubles gastro-hépatiques à forme hypothénique", "Etat de santé incompatible avec le régime du camp".

Les deux hommes sont envoyés à l'hôpital général Bretonneau de Tours. Le 31 octobre, le préfet alerte l'hôpital :

"Il faudra assurer strictement la surveillance de ces deux internés dont il convient de prévenir toute tentative d'évasion, le nommé B. étant un individu particulièrement indésirable, et Robespierre Hénault ayant été interné pour activité communiste."

Les deux malades sont vite renvoyés dans le camp malgré l'état déplorable dans lequel celui-ci se trouve. Il n'est que de relire la lettre adressée le 17 octobre par le préfet d'Indre-et-Loire au préfet inspecteur des camps d'internement :

"A mon avis, l'abandon de ce camp, qui ne fut qu'un pis-aller pour parer à des besoins impérieux et urgents, s'impose avant l'hiver, et les autorités locales d'occupation partagent en tous points cette façon de voir."

Le 8 novembre, 260 nomades, dont 60 enfants de moins de 7 ans, quittent La Morellerie, transférés à Montreuil-Bellay. Restent encore dans les camps 25 internés politiques et 4 familles d'étrangers qui doivent être conduits à Châteaubriant. Le 17, c'est au tour des politiques de quitter la Touraine pour le camp de Rouillé, en Poitou.

La Dépêche du Centre du 18 novembre donne les 20 noms des communistes ayant été internés à La Morellerie et que l'on vient de transférer, les cinq autres ayant été libérés la veille : Bourgognon André, Commençais Léon, Cottard André, Desvergnes Gaston, Dupas Jules, Duval Charles, Guidoux Joseph, Hénault Robespierre, Heyder Ferdinand, Jeanneau Raymond, Marteau Charles, Melin Emile, Monteil Hippolyte, Papin Louis, Papin Roland, Sachet Abel, Sachet Georges, Tamouski Wladislaw, Thomas Yves.

Un baraquement de La Morellerie remonté dans la cour du presbytère de Gizeux.



Le camp de La Morellerie disparaît aussitôt. Roger Lochet, fils de l'ancien maire de Continvoir le confirme :

"Les bâtiments étaient en bois. On en a pris pour servir de vestiaires sur le terrain de sport, et l'abbé Brevet en a récupéré un pour l'installer dans la cour de son presbytère de Gizeux où il devint salle de patronage et où l'on peut encore le voir."

Une baraque est donnée à la commune de Saint-Pierre-des-Corps, ce qui ne manque pas d'humour, afin d'être utilisée comme cuisine d'entr'aide.

Voici le texte de la lettre adressée le 25 novembre 1941 par le préfet d'Indre-et-Loire au ministre de l'Intérieur :

"Après le départ des derniers internés, les communistes, le 17 novembre, le camp de La Morellerie, devenu libre, a été complètement désaffecté et les poteaux et fils de fer barbelés qui l'entouraient ont été transportés jeudi dernier 20 courant au camp de La Lande à Monts qui, *par ordre des Autorités d'occupation doit être entièrement clôturé* (5). (souligné dans le texte).

"Ce travail assez important est effectué avec célérité par une équipe de cantonniers et sera terminé sous peu de jours.

"Les 27 gendarmes de La Morellerie ont été chargés de la garde du camp de La Lande où ont été ramenés jeudi matin les israélites étrangers qui avaient été autorisés précédemment par la Feldkommandantur 588 à résider dans les environs et qui n'étaient jusqu'alors astreints qu'à un pointage hebdomadaire."

A Rouillé dans la Vienne

Ce nouveau camp (6) dans lequel arrivent les Tourangeaux a été ouvert le 6 septembre précédent, tout à proximité de la gare dont il est séparé par un simple chemin privé formé de barrières mobiles. Le montant des travaux, commencés en avril, s'est élevé à la somme de 250 OOO francs de l'époque.

Il se compose de baraques en bois disposées le long d'une allée centrale, couvertes soit en ardoises, soit en éverite, l'infirmerie en zinc. D'autres bâtiments sont alignés dans la partie sud du camp. L'ensemble est clos par deux rangées de barbelés enfermant un chemin de ronde. Une autre clôture, également en barbelés, isole l'administration, l'infirmerie et la cuisine des logements des internés. Au 16 décembre 1941, deux miradors avec projecteur et mitrailleuse sont demandés avec urgence.

Les dortoirs, sans cloisons, non chauffés, sont pourvus de lavabos à l'une des extrémités. Ils sont de deux types: indiqués A sur le plan, avec un sol cimenté, pour 108 lits; indiqués B, avec plancher pour 104 couches sans draps. Les douches chaudes sont réduites par pénurie de bois.

A la disposition des internés: une bibliothèque, des ateliers de scierie, menuiserie, cordonnerie et de coiffure, un terrain de volley-ball, une piste et un sautoir, deux jeux de ping-pong. Sont programmés des séances d'éducation physique, des conférences et des cours, donnés par des internés à leurs compagnons.

A titre d'exemple, voici les cours programmés pour le lundi :

10 à 11h : allemand (débutants) ou sténographie.

13 à 14h : arithmétique (C.Moy.) ou arithmétique (C.Elem.).

14 à 15h : espagnol (C.Sup.).

15 à 16h : français (C.Moy.) ou français (C.Elem.).

16 à 17h : français (débutants) ou comptabilité.

Le ministre du culte catholique de Rouillé visite régulièrement le camp.

Le médecin et les trois infirmiers sont des internés. Un médecin civil et un chirurgien-dentiste viennent une fois par semaine. Dans un rapport médical non daté on lit:

49 souffrent de diarrhée.

6 d'hémorroïdes.

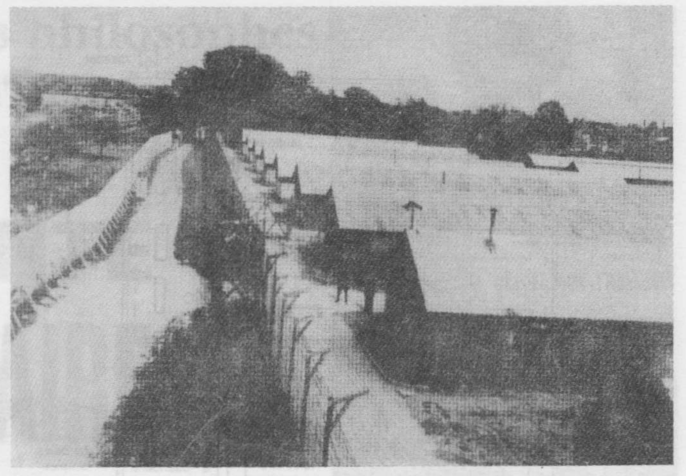
40 de troubles respiratoires divers (y compris malades atteints de tuberculose ancienne, évolutive ou non).

62 de rhino-pharingites, trachéite, laryngites.

51 de névralgies diverses, rhumatismes.

43 d'infections dentaires.

11 du système nerveux dont 2 épileptiques



Le camp de Rouillé, l'entrée principale. Cliché pris par Camille Lombard, résistant, commandant des FTP sous le nom de Charles, pendant l'occupation.

Comme dans tous les camps, les internés souffrent du manque de nourriture. Pour exemple ce menu: soupe au choux, ragoût de pommes de terre et de navets, une pomme, 125g de viande par semaine.

Le personnel est composé de: 1 commandant inspecteur-chef, 2 inspecteurs, 3 secrétaires, 4 agents spéciaux. La sécurité est assurée par 4 brigadiers dont un brigadier-chef: 3 commandent 3 brigades de 14 gardiens, le dernier une brigade de 12 pour les corvées intérieures. Armes: 10 fusils de 86 et 3 pistolets automatiques. 7 sentinelles de jour et de nuit. Appels numériques et nominatifs deux fois par jour (9h et 19h). Extinction des feux à 21 heures.

La capacité maximum du camp est de 840 détenus.

Sont internés à Rouillé les individus dangereux pour la Défense Nationale (décrets des 18.11.1939 et 15.10.1940), ceux coupables de spéculations de nature à nuire au ravitaillement du pays (décret du 24.03.1941). Un ancien interné juif, arrêté comme communiste signale, dans un lettre jointe aux archives, la présence dans le camp d'enfants délinquants.

Le camp prit différentes dénominations au cours des années:

Du 6.9.1941 au 12.6.1944: Centre d'Internement Administratif (politiques, marché noir, droits communs).

De 1944 à mai 1945: Centre de Séjour Surveillé (prévenus devant être traduits en Cour de Justice pour faits de collaboration).

De mai 1945 à septembre 1946: Camp de Prisonniers (Allemands de la poche de La Rochelle après la capitulation).

En 1942 et 1943, des politiques sont parfois transférés dans le camp de Compiègne: 57 le 9 février 1942, 187 le 2 mai 1942, 30 le 12 janvier 1943 et 80 le 6 mai 1943.

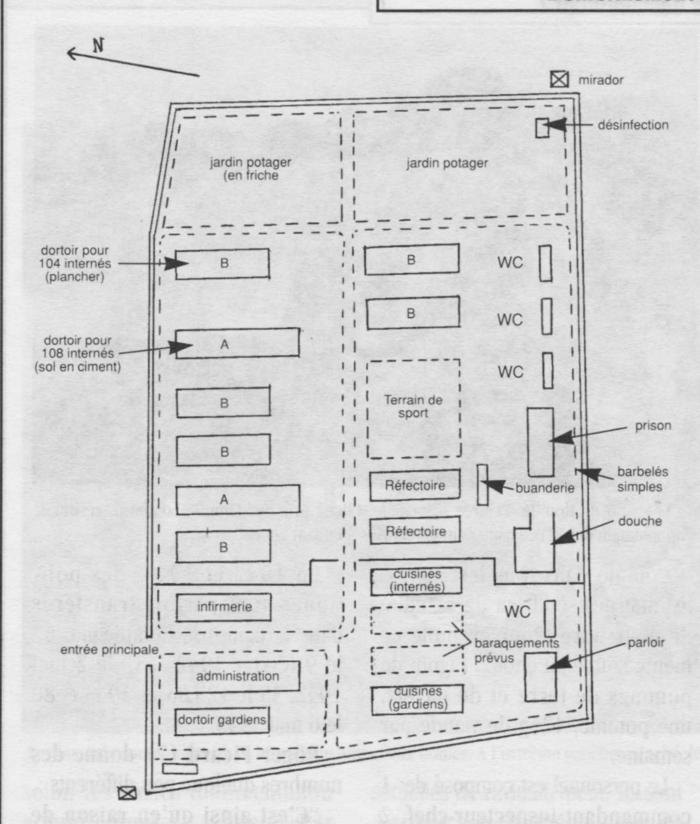
Roger Picard (7) donne des nombres quelque peu différents :

"C'est ainsi qu'en raison de délations, les "meneurs étaient connus" et transférés à Compiègne (52 le 9 février 1942, 13 le 18 mars 1942, 138 le 22 mai 1942) ou ailleurs. Le 7 mars 1942, trois internés de la région parisienne sont emmenés par la Feldgendarmerie du camp de Rouillé à la "Butte de Biard" près de Poitiers. Ils sont fusillés comme otages. Les neufs premiers fusillés de la Vienne sont des communistes internés au camp de Rouillé."

Cent cinq détenus s'engagent le 20 mars 1943 pour travailler en Allemagne dans le cadre du STO. Cent quinze sont incorporés le 10 décembre suivant dans l'Organisation Todt (dans la carrière de Migné, dans la Vienne, ou dans la construction du Mur de l'Atlantique à Royan ou à La Rochelle).

Des rapports dénoncent de nombreuses rixes, des "jeux" de couteau. "Les anciens meneurs communistes sont par contre très corrects et effacés", écrit le 17 novembre 1941 dans l'un d'eux le commandant du camp. Un autre, daté du 7 août 1943,signale le rassemblement par baraques des communistes et la reconstitution des cellules.

"Ces internés partagent leurs vivres. 90% refusent leur élargissement et gardent une attitude militante, se refusant à signer sur l'honneur l'engagement de se ral-



Plan du camp de Rouillé. Dessin de l'auteur à partir d'un plan se trouvant aux Archives nationales.

lier au nouvel ordre social et de respecter l'oeuvre et la personne du chef de l'Etat. Ils assurent avoir été internés sans motif légitime et, de ce fait, ne peuvent accepter cette entrave à leur liberté.

"Les internés politiques subissent naturellement avec rancoeur la sanction administrative dont ils sont l'objet. Il serait opportun d'examiner les cas individuels de façon à libérer ou assigner simplement à résidence ceux dont on n'estimerait pas l'internement indispensable.

"Je dois signaler une cause très sérieuse du mécontentement: le dénuement dans lequel se trouvent les internés qui, depuis onze mois privés de carte de textiles, manquent de vêtements et aussi de chaussures. Il est absolument nécessaire, soit de leur permettre d'acheter ce qui leur manque, soit, pour un quart environ qui sont indigents, de leur fournir l'indispensable."

Dans le même rapport :

"Quinze internés de moins de 20 ans. Ils sont dans le camp à l'école même du communisme, si bien que l'on aggrave le mal contre lequel on tient à réagir."

Au cours de la nuit du 11 au 12 juin 1944, le camp est investi par les F.F.I. qui enlèvent le gestionnaire et délivrent 47 détenus politiques. Certains rejoignent le maquis établi dans la forêt de Saint-Sauvant peu éloignée de Rouillé. Ils tombent sous les balles allemandes et 32 F.F.I. sont capturés par l'ennemi; 18 autres internés avaient par ailleurs réussi à s'évader du camp mais deux ont été aussitôt repris.

Le 12 juin, le camp est en fait temporairement supprimé, les 172 internés administratifs restants étant évacués. Cent d'entre eux sont envoyés à Neuville-en-Poitou dans la Vienne, embrigadés par l'Organisation Todt; les autres sont transférés dans le camp de la route de Limoges à Poitiers.

La disparition du camp de Rouillé est officielle le 28 juin 1944 par note du préfet.

"L'évasion" de Robespierre Hénault

Retrouvons Robespierre Hénault dans le camp de Rouillé où il arrive donc avec ses camarades le 17 novembre 1941. Le témoignage de Madame Violette Guéry, née Hénault, sa nièce, évoque son martyre :

"A Rouillé, Robespierre Hénault, déjà bien malade, n'avait plus droit ni à des visites, ni à des colis. Il fut sous-alimenté et pouvait à peine boire. Seul son médecin, par sa qualité professionnelle, était autorisé à le voir, mais on exigeait que ce ne fût qu'au travers d'une vitre fermée. Mais, même de loin, grâce à son acuité visuelle, il parvenait à surveiller l'état de santé de mon oncle et comprenait combien celui-ci souffrait et dépérissait.

"Ce docteur était un grand ami de la famille. Roumain d'origine mais devenu Français par son service militaire, il avait été accusé d'être juif par les Allemands. Mon oncle, ayant été maire, avait pu lui procurer des papiers qui le protégèrent contre ce danger. Et ce fut alors pour les deux hommes "à la vie, à la mort".

"Le docteur, constatant un jour que son malade était inconscient, alla trouver le frère de Robespierre et lui dit que son état était désespéré. "Tant qu'il est là-bas, je ne peux rien pour lui, puisqu'il m'est interdit de l'approcher. On refuse que je le soigne et il est à toute extrémité. Je suis décidé de tenter le tout pour le tout. Je vais annoncer aux Allemands que je suis certain qu'il n'a plus que quelques heures à vivre et que je désire le ramener pour qu'il soit enterré auprès des siens. S'ils me croient, nous revenons de suite. S'ils se doutent de quelque chose, nous sommes perdus tous les deux. Mais il le faut, car je sais que revenu chez lui je pourrai quand même tout essayer.

"Le docteur réussit le transfert. Il transporta le malade à son domicile et entreprit le sauvetage de son pauvre corps, jour après jour, avec acharnement. Peu à peu, Robespierre Hénault recouvrit la santé. Mais le sort, une nouvelle fois, s'abattit sur lui. Son épouse, qui avait dû subir une opération chirurgicale en mai 1942, décéda en juin 1944 en leur maison de Montrichard où mon oncle s'était retiré pour sa convalescence. Traumatisé par le chagrin, Robespierre Hénault, revenu à son domicile de Saint-Pierre-des-Corps près de ses enfants, décida d'abandonner toute vie politique, même au sein de sa commune, malgré de nombreuses sollicitations de la part de ceux qui l'avaient élu avant la guerre.

"Pour garder néanmoins quelques activités, il se consacra à une autre passion, le compagnonnage. Ancien compagnon charron, il avait été, entre les deux guerres, élu président de la section de Tours.

"Mon oncle décéda brusquement le 24 mai 1963, d'une crise cardiaque et fut inhumé à Montrichard."

Un demi-siècle est passé et rien ne rappelle le souvenir de Robespierre Hénault dans la ville dont il fut maire pendant plus de vingt années. Et pourtant, grâce à lui, "Saint-Pierre-des-Corps fut peut-être une des premières petites villes du département à avoir un dispensaire municipal, m'écrit Violette Guéry sa nièce qui, elle, ne peut oublier, un stade pour tous sports, même le tennis, et une colonie de vacances à la mer".

Si, une plaque porte son nom à l'intérieur de la mairie qu'il inaugura le 4 juin 1922.

Jacques Sigot

Notes :

(1) Un mémoire du 10 juillet 1941 fait état de la livraison le 28 juin, de 500 kg de boulets pour les prisonniers. Le représentant du service des prisonniers de guerre pour l'Indre-et-Loire répond le 30 octobre suivant qu'il n'y a jamais eu de prisonniers à la Haute-Barde et que cette facture ne le concerne pas !

(2) *Le camp d'internement d'Avrillé-les-Ponceaux* par Jacques Sigot, in Le Magazine de la Touraine N°28, Tours, octobre 1988, et Arch. Départ. d'Indre-et-Loire.

(3) *Un camp pour les Tsiganes ... et les autres*, par Jacques Sigot, Editions Wallada, Bordeaux 1983, p. 125.

(4) Nomades : nom généralement donné alors aux Tsiganes dans les archives.

(5) Le 16 octobre 1988, une stèle fut inaugurée sur le site du camp de Monts où furent internés, de 1940 à 1944 de nombreux Juifs, déportés à Auschwitz, en dehors d'une vingtaine de jeunes qui avaient réussi à s'évader; puis des femmes résistantes communistes et syndicalistes, tranférées ensuite au camp de la route de Limoges à Poitiers. Une polémique avait alors dressé l'Association culturelle israélite de Tours contre la municipalité de cette ville qui n'avait pas accepté que fût apposée une plaque spécifique à la mémoire des victimes juives.

(6) Archives Nationales F7 15109. Essentiellement un rapport du préfet au secrétaire d'Etat à l'Intérieur, daté du 16 décembre 1941.

(7) *Les communistes français de Munich à Chateaubriant 1938-1941*, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1987, p 195.

Des principes égalitaires des philosophes au couronnement papal d'un général

LA TOURMENTE RÉVOLUTIONNAIRE



On ne peut dissocier Déclaration des Droits de l'Homme et Histoire de la Révolution française.

L'époque dont nous allons tenter une esquisse est assurément la plus connue de notre histoire. Qu'on n'attende pas de cet article un récit même sommaire d'événements qui sont dans toutes les mémoires et dont la seule énumération prendrait trop de place. On s'efforcera seulement d'énoncer quelques remarques qui situent la part de la Révolution dans une histoire de la civilisation.

Ce qui caractérise aux yeux d'un étranger, cette période de notre histoire, c'est son caractère d'universalité. Stephan Zweig ne s'y est pas trompé, qui met cette soirée du 25 avril 1792, où Rouget de L'Isle composa la Marseillaise, au rang des "heures étoilées de l'humanité". Parlant de Valmy, cent ans plus tôt, Goethe déclarait : "De ce jour et de ce lieu date une ère nouvelle dans l'histoire du monde". Emouvante rencontre de deux écrivains de cette Germanie qui a tant fait contre la Révolution.

Les Droits de l'Homme

La Révolution française est universelle : les idées qui lui ont donné naissance, mûries, développées en France, étaient dans leur forme sommaire et primitive, issues d'Angleterre. Ces idées, nos philosophes les ont rendues populaires dans toutes les classes élevées de l'Europe. Elles consistent moins dans une série de revendications (que les événements se chargeront de dépasser) que dans une méthode dont la valeur est générale : soumettre les normes sociales au crible de la raison. Lorsque les Constituants proclamaient les "Droits de l'Homme et du Citoyen", ils le faisaient à la face des nations et au nom de l'humanité elle-même.

Aussi nul fait historique qui n'ait troublé si vite et si profondément les assises des différents peuples. Beaucoup de peuples ont tressailli d'espérance, pas un roi qui ne se soit senti ému, offensé, menacé. Il n'y a pas de commune mesure entre l'indifférence avec laquelle l'Europe apprit l'exécution de Charles 1er, et cette coalition que provoqua celle de Louis Capet, "tête jetée en défi aux tyrans". Au cours du 19ème siècle, à chaque secousse de Paris correspond un sursaut des éléments avancés à Vienne, à Brest, à Rome, voire à Berlin ou à Francfort. Pendant plus d'un siècle, la France est la terre des révolutions, la terre d'où les révolutions sortent tout armées, parfois avides, insolentes, provoquant des espérances, de touchantes illusions, faisant trembler souverains, princes de l'Eglise, aristocrates, bourgeois et parfois, jusqu'aux plus modestes rentiers.

La déclaration des Droits de l'Homme fut une des plus grandes dates de l'histoire humaine.

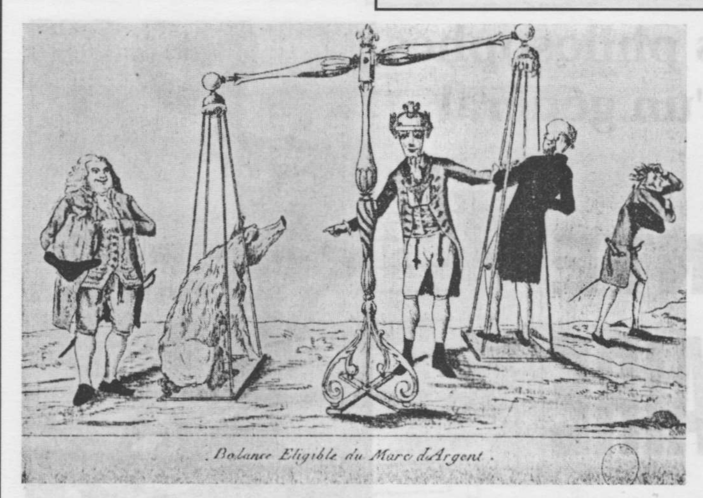
Les philosophes stoïciens, les premiers chrétiens, avaient affirmé l'égalité des hommes aux yeux du Créateur. Pour le reste, ils avaient fort bien admis l'esclavage. L'Eglise avait bien tenté, parfois, d'adoucir la "condition humaine", mais elle ne s'était jamais élevée contre l'esclavage, le servage, la pesante hiérarchie féodale. Sages et clercs avaient constamment enseigné au misérable qu'il lui convenait d'obéir et de se résigner. Et voilà l'égalité proclamée, inscrite dans la loi. "Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits". L'immense majorité des hommes n'était plus asservie à un unique devoir : la soumission. Elle avait le droit -et par conséquent aussi le devoir- de penser librement, d'exprimer cette pensée et même de contribuer par son vote au gouvernement et à l'administration de la cité.

Albert Bayet écrit justement que "l'idéal que les Constituants offrent, non aux Français, mais à tous, c'est un idéal noble et viril, le plus beau qui ait jamais été offert à l'occident".

Il convient de remarquer aussi-



Allégorie sur la destruction des droits féodaux.



Caricature dirigée contre la loi du "Marc d'argent", c'est-à-dire contre le cens d'éligibilité.

tôt que, cet idéal, les Constituants eux-mêmes ne l'ont que partiellement inscrit dans leurs réformes ultérieures.

Sans doute accordent-ils libertés et droits civiques aux non-catholiques : protestants, israélites, suppriment-ils le crime d'hérésie, de sorcellerie, les supplices atroces, la torture préalable. Sans doute établissent-ils l'égalité au sein des familles en supprimant le droit d'aînesse; sans doute s'efforcent-ils de réaliser enfin la justice fiscale. Sans doute n'hésitent-ils pas (pour la première fois en France) à limiter le droit du souverain, à qui ils ne laissent, en matière législative que le veto suspensif. Il est également vrai qu'ils établissent une soigneuse distinction et comme une barrière entre l'Exécutif (partiellement aux mains du roi), le Législatif (aux mains d'une assemblée élue), le pouvoir judiciaire (délégué à des citoyens élus et à des jurys). Il est vrai qu'ils sécularisent les biens du clergé, qu'ils brisent sa dépendance à l'égard du roi et qu'ils souhaitent rapprocher ses prêtres et ses princes de la foule des fidèles - comme dans la primitive Eglise.

Seulement, il est nécessaire de mettre en regard de tant de hardiesses, beaucoup d'illogisme. Le pouvoir royal subsiste (que confère l'hérédité) et aux mains de qui ? Du faible Louis XVI, esprit borné, volonté vacillante, soumis à des fanatiques et à des intrigants. Ils divisent la masse des citoyens en deux catégories : ceux qui justifient d'une certaine fortune, à qui il est permis de s'intéresser à la chose publique, et les autres, pauvres hères à qui on ne demande, une fois de plus, que de travailler et de se soumettre à une loi qu'ils n'ont pas contribué à faire. Pour être législateur ou magistrat, il est nécessaire d'être imposé assez largement, d'appartenir à cette bourgeoisie, nouvelle aristocratie qui se forme : rien de plus contraire aux "Droits de l'Homme".

Les Constituants, théoriquement égalitaires, semblent ne pas redouter que la classe bourgeoise, abritée derrière la propriété "inviolable et sacrée" ne prenne de plus en plus d'importance, qu'elle ne tente de remplacer l'ancienne noblesse, et d'accaparer à son tour, charges lucratives, honneurs, direction du pays. Bien plus, ils ratifient la suppression des corporations, dictée par Turgot, sans accorder aux ouvriers le droit de s'associer pour obtenir des conditions de travail équitables. En interdisant toute coalition et toute grève, ils accablent le salarié, le livrent sans recours au patron tout puissant. Omission d'idéalistes intempérants ? Ou bien calcul de bourgeois qui entendaient bien garder à leurs pareils et à leurs descendants, le principal bénéfice de la Révolution qu'ils accomplissaient ? Reconnaissons aussitôt que l'immense majorité des Français, en 1789, appartient à la terre et en vit; que la grande industrie n'existe pas encore, que la principale question qui se pose est celle de la libération du paysan.

Cette œuvre de la Constituante, pour imparfaite qu'elle fût aux regards de la postérité, a semblé, en son temps, définitive -et à certains- intolérable. Il est fini le temps, où aristocrates, prélats, grands bourgeois, fermiers généraux, se targuaient d'opinions philosophiques. Désormais, trois obstacles se dresseront contre la Révolution : les privilégiés (groupés autour du roi) qui ont enfin clairement compris qu'il ne faut pas jouer trop longtemps avec les idées de subversion et qui ne songent qu'à retourner en arrière -coûte que coûte-, l'Eglise qui va tenter de mobiliser les consciences, les Puissances étrangères. Ajoutons, hélas, les rivalités impitoyables entre les diverses factions, également patriotes, mais inégalement démocrates et s'appuyant sur des classes différentes. Le tout aboutira au premier recul de Thermidor, aux marchandages du Directoire, à l'abdication du 18 Brumaire.

Les privilégiés

Les privilégiés, pour la plupart, émigrèrent et s'en allèrent constituer une armée : l'armée de Coblentz. Le roi tenta également de fuir. Contraint de demeurer, l'opposition qu'il manifesta ne fut guère dangereuse. Suprêmement maladroit, il ne sut agir qu'à contre-temps : pour endiguer le flot révolutionnaire, il eût fallu un Frédéric II. Toute son habileté consista à flatter les partis au pouvoir, en communiquant avec l'étranger, à acheter certains personnages, tels par exemple l'éloquent et vénal Mirabeau, au moment-même où celui-ci perdait tout crédit; à se coiffer d'un bonnet phrygien, ou d'un habit de laquais pour tenter l'équipée de Varennes. Il ne sut, au bout du compte, que mourir avec courage, avec autant de courage que Charles 1er Stuart.

L'Eglise

L'opposition de l'Eglise fut d'une ténacité dont rien ne put venir à bout. C'est elle qui a porté les coups les plus terribles à la Révolution.

La Constitution civile du Clergé, votée par la Constituante, est à l'origine du conflit. Mais auparavant le pape avait pris position. Dans une "allocution consistoriale" il avait condamné avec véhémence les articles de la "Déclaration des Droits" relatifs à la liberté de conscience, à l'égalité de tous (catholiques et incroyants) devant la loi.

L'assemblée, fidèle à la politique religieuse la plus constante, de la monarchie elle-même, instaure une église nationale, une église gallicane. Remarquons aussitôt, que rien dans la réforme envisagée, n'apportait de menace à la tradition spirituelle, ni aux dogmes. La Constituante ne réformait guère qu'en un seul point : les archevêques, évêques et curés, au lieu d'être nommés par le roi, étaient désormais élus. Voilà qui a scandalisé beaucoup

Les Aristocrates désespérés du 14 juillet 1790. Gravure populaire de l'époque.





Caricature contre le bref de Pie VI.

de contemporains et qui, de nos jours, continue d'être un objet de scandale pour beaucoup d'historiens. Il semble facile d'objecter que, dans la primitive église, les évêques étaient élus par la masse des fidèles (pendant de longs siècles, les papes ne furent pas nommés différemment). Et si l'on trouve à redire au fait que les électeurs n'étaient pas forcément de bons catholiques, est-il plus défendable que le soin de nommer les évêques ait été dévolu à un Louis XV qui n'a pas précisément donné l'exemple des vertus chrétiennes ? D'autre part, il n'est pas interdit de supposer que la sécularisation des biens du clergé, que la déposition de soixante évêques (les évêques étaient au nombre de cent quarante-trois en 1789: la Constitution n'en prévoyait qu'un par département, soit quatre-vingt trois) ait été à l'origine de bien des protestations.

Cette Constitution devait provoquer une opposition qui allait se muer en révolte. La plupart des évêques, la moitié des prêtres refusèrent le serment de fidélité à la nation. D'autre part, Rome après un assez long silence, malgré les négociations entreprises par quelques évêques favorables à l'Eglise nationale se prononce : la Constitution était condamnée. Des troubles religieux n'allaient pas tarder à s'ensuivre, une véritable guerre : celle de la Vendée qui ne devait être totalement liquidée qu'en 1815. Longtemps auparavant, la Révolution devait abandonner son projet d'établissement d'une Eglise nationale.

La guerre

Pouvait-on éviter cette interminable suite de guerres qui, commencée en 1792 a duré vingt-trois années ? Question passionnante que n'ont pas manqué de se poser de nombreux historiens. Lorsque l'Assemblée législative, suivant son gouvernement (composé de Girondins) déclare la guerre au "Roi de Bohême et de Hongrie" il s'est au moins trouvé un Robespierre pour mettre en garde, prophétiser avec une justesse admirable."Déclarer la guerre, disait-il du haut de la tribune des Jacobins, c'était vouer à l'échec ce gouvernement démocratique que l'on instaurait". La défaite entraînait une réaction sanglante, la victoire réclamait des sacrifices immenses, un pouvoir dictatorial, et donnait tant de chances à quelque général vainqueur, à quelque prétorien ambitieux et avide que la "Vie des hommes illustres" empêchait de dormir. Sans doute, on ne pouvait, avec plus de lucidité, dérouler la chaîne fatale des événements déplorables. Mais pouvait-on espérer une paix avec les cours étrangères ? Pouvait-on supposer que les émigrés se groupaient à Trèves et à Coblentz dans un but pacifique ?

Il est certain que cette guerre (outre les souffrances et le sang qu'elle a provoqués) fut une des plus grandes calamités de la Révolution. Elle a fait peser sur les assemblées délibérantes une sorte de terreur. Les coalitions qui groupaient contre la France seule et divisée la presque totalité de l'Europe, avaient d'énormes chances de victoire. Les révolutionnaires ne doutaient pas du sort qui les attendait, qui attendait tous ceux qui les suivaient, qui avaient bénéficié des réformes, et qui attendait la patrie elle-même, si les rois triomphaient. Ces rois n'auraient pas manqué de faire, de ce peuple criminel et révolté, de ce peuple "parricide", le plus épouvantable exemple : un exemple propre à décourager à jamais toute velléité de révolte. Les membres des assemblées délibérantes qui se sont succédé : Législative, Convention, Directoire, les chefs des organes exécutifs avaient toujours cette éventualité présente : ils étaient parfaitement sincères quand ils disaient "il faut vaincre ou mourir". Si le temps était par trop mesuré aux principes révolutionnaires, s'ils ne pouvaient germer, donner leurs premiers fruits, si les rois parvenaient à écraser l'expérience révolutionnaire avant qu'elle ait pu, au moins, créer un précédent, jamais, jamais aucun peuple n'aurait assez de cœur pour se lever, secouer le joug et la reprendre à son compte. Pour les meilleurs d'entre eux, les purs, les incorruptibles (et quoi qu'en aient écrit les Taine, les Le Nôtre et ceux de leur espèce, ils n'ont pas manqué à notre première république, ces robins austères et héroïques), il ne s'agissait pas d'eux seulement ni même de la France; c'était le sort du monde qui se jouait. Aussi point de pitié pour les traîtres, les lâches et même les indifférents. La guerre a rendu nécessaire la Terreur.

Les rivalités entre patriotes

Enfin, la guerre entre les factions révolutionnaires ne fut pas

La Révolution et l'Europe. Minerve montrant aux rois, à la lanterne magique, le triomphe de la France sur les ennemis de la Liberté.





Caricature sur les Jacobins.

la moindre plaie au flanc de la République naissante. Les deux principales factions sont la Gironde et la Montagne. Les deux partis sont également "patriotes". Seulement les Girondins sont des bourgeois, et ils répugnent à la violence. Ils forment l'aile gauche de l'Assemblée législative (ils sont 135 sur près de 750 membres); ils constituent l'aile droite de la Convention (165 membres sur 728), c'est dire qu'ils sont vite "dépassés" par les événements. Les Montagnards (c'est-à-dire ceux qui siègent sur les bancs élevés de la Convention) ne sont que cent treize, le bloc le plus puissant est le groupe des hésitants, des sans-parti, qui volent au secours de la Victoire, acclament Vergniaud aujourd'hui, demain Danton et ensuite Robespierre et ensuite... le Marais. Les Montagnards comptent dans leurs rangs les républicains les plus divers; les partisans de Danton et de Robespierre qui s'opposent farouchement. Un seul point commun : ils représentent les intérêts des classes modestes, populaires (surtout les Jacobins, parti des artisans et des petits-bourgeois). Ils dédaignent le formalisme légal derrière lequel les Girondins voudraient abriter la Révolution. Ils s'appuient sur les masses et sur la Commune de Paris dont le substitut du Procureur (ou second magistrat) était Hébert, rédacteur du *Père Duchesne* aux tendances socialistes.

Les Montagnards, forts de l'appui des Clubs : Cordeliers et surtout Jacobins, de l'appui de la commune de Paris et de sa troupe, l'armée de Paris, contraignent la Convention à lui livrer vingt-neuf des Girondins les plus influents qui sont mis en jugement le 2 juin 1793.

Le triomphe de la Montagne est acheté très cher. Bordeaux, Lyon, le Sud-Ouest, la Normandie sont bientôt soulevés contre Paris. Si l'on ajoute que les Vendéens, fanatisés par les prêtres réfractaires menacent Nantes, prennent Cholet, que les royalistes livrent Toulon aux Anglais, que Mayence est aux mains de l'ennemi, Landau assiégé par les Prussiens, l'Alsace envahie par les Autrichiens, que les Anglais, les Hollandais, les Autrichiens pénètrent dans le Nord, on conçoit la gravité de ce juillet 93 où la France était presque partout envahie, et aux trois quarts en révolte.

Et cependant, le gouvernement, passé tout entier aux mains des Montagnards, finit par se rendre maître de la situation.

Ce gouvernement utilisa trois organes : le Comité de Salut Public (organe exécutif), le Comité de Sureté Générale et le Tribunal Révolutionnaire (organes destinés à l'épuration de la France). De juillet 93 à juillet 94, Maximilien Robespierre, l'Incorruptible, le disciple de Jean-Jacques Rousseau, l'orateur le plus influent des Jacobins, gouverne la France. Il n'est pas exact, comme on l'a trop souvent écrit, qu'il ait exercé une véritable dictature, car au sein du Comité de Salut Public, les adversaires ne manquent pas et le Comité de Sureté Générale s'opposera, à la fin, à sa politique. Enfin, les Représentants en mission exercent souvent des pouvoirs discrétionnaires, tyranniques (Fouché à Lyon, Carrière à Nantes, Tallien à Bordeaux, etc...).

La Terreur

La Terreur est à l'ordre du jour. Marie-Antoinette, royalistes suspects, agioteurs, montent à l'échafaud. Et bientôt, le "rasoir national" fait rouler les têtes républicaines : Vergniaud, Brissot, Bailly, Barnave, Madame Rolland : "la République dévore ses enfants". A ce moment, la Montagne inaugure une œuvre immense : elle prétend entrer en lutte contre l'inégalité foncière, celle des revenus. Elle décrète de punir de mort les accapareurs, elle crée une Commission chargée de contrôler la production. Assurément ce n'est pas là du socialisme puisque la propriété et l'héritage demeurent considérés comme inviolables; mais on s'efforce de multiplier les propriétaires en vendant les biens nationaux par petites parcelles. Une nouvelle "Déclaration des Droits" est rédigée, où on lit : "La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'existence à ceux qui sont hors d'état de travailler". Le juvénile et profond Saint-Just, déclare que la Révolution ne s'accomplira que le jour où "on donne des terres à tous les malheureux". Les riches sont frappés d'un impôt exceptionnel de un milliard; les biens des ennemis de la République sont distribués gratuitement aux prolétaires.

La Convention ne veut pas seulement égaliser les fortunes : elle veut que l'instruction soit à la portée de tous les enfants. Le principe de l'enseignement gratuit et obligatoire est décrété, de même, la gratuité de l'enseignement secondaire et supérieur. La société nouvelle sera fondée sur le seul mérite.

Cependant une double opposition se fait jour : celle des Hébertistes (ou Enragés) qui, réclamant des réformes sociales plus hardies aussi hostiles au nouveau clergé qu'à l'ancien, multiplient les "mascarades anti-religieuses", rèvent de "déchristianniser" la France; celle des Dantonistes (ou Indulgents) qui réclament une atténuation de la Terreur. Les uns et les autres sont abattus, mis en jugement, exécutés. Beaucoup d'agioteurs, d'affairistes, de "fripons" s'étaient rangés sous la bannière des Indulgents, tel le charmant poète Fabre d'Eglantine. Danton lui-même n'était pas si pur.

Robespierre, maître de la situation, prétend apaiser une bonne fois les dissensions religieuses. Comme un bon disciple de Jean-Jacques, il est déiste. Il institue la Fête de l'Etre Suprême (8 juin 1794). Erreur fatale : les "centristes" du Marais, les Girondins camouflés s'allient à des proconsuls qui ont fait régner une terreur abjecte (tels que Tallien, que Fouché). Le mot d'ordre est "à bas le nouveau Cromwell", à bas celui qui "non content de régner veut encore se faire adorer". Une aggravation des lois terroristes, un discours maladroit de Robespierre, précipitent les choses : le 27 juillet, Robespierre, Saint-Just et Couthon sont mis hors la loi.

Au soir du 28 juillet, Robespierre (ainsi que 22 de ses partisans) qui n'avait su ou daigné provoquer une insurrection du peuple contre la Convention, fut mené à l'échafaud.

Beaucoup de terroristes qui s'étaient d'abord réjouis de la chute du "tyran" partagèrent son sort. Les mesures démocratiques, la tentative de niveler les fortunes étaient arrêtées. La réaction thermidorienne commençait.

La politique de l'Argent

Beaucoup d'historiens, et un parmi les plus illustres d'entre eux, Lamartine, dans son *Histoire des Girondins*, ne vont pas plus avant que le 10 Thermidor dans l'Histoire de la Révolution. Quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur Robespierre, il est acquis que, lui et ses amis exécutés, le ressort qui avait bandé les caractères se détend; la République cesse d'innover. Elle est close, l'ère des Révolutionnaires incorruptibles, fanatiques. L'ère des politiciens avides, des affairistes, des "nantis" va lui succéder.

De juillet 1794 à novembre 1799, Convention finissante et Directoire ne pratiquent pas d'autre politique que celle de la bascule. Tantôt le gouvernement s'oppose aux progrès des royalistes; tantôt, il s'efforce de barrer la route aux Jacobins.

Un fait social détermine ces différentes crises : la constitution d'une nouvelle aristocratie, celle de l'argent. Enrichie par l'achat des "biens nationaux", par la spéculation, le commerce (le frein du maximum, imposé aux denrées par la Convention, avant Thermidor, étant aboli, pour le plus grand bonheur du "mercanti"), la fourniture aux armées; la bourgeoisie prétend détenir les "leviers de commande". Elle hait les Jacobins égalitaires, s'épouvante de la menace communiste. Gracchus Babeuf, le premier théoricien français du socialisme, pour fonder la "République des Egaux" réclame la suppression de la propriété foncière, la "communauté des biens". Il proclame que la "terre n'est à personne et que ses fruits sont à tous". Allié aux Jacobins, il conspire pour abattre le Directoire. Il échoue et paie de sa tête. La bourgeoisie n'en est pas moins terrorisée par ce mouvement populaire que justifie le contraste tous les jours plus criant entre le luxe inoui des parvenus, Incroyables, Merveilleuses, et la misère de plus en plus profonde du peuple que les lois ne protègent plus, que le chômage affame. La désastreuse politique monétaire aboutit à faire perdre toute valeur à l'assignat. Quand la Convention se sépare, l'assignat de cent francs n'en valait guère plus qu'un. En octobre 1795, le pain coûtait vingt francs la livre, un brochet mille francs, une brioche cinq cents francs. Les royalistes marquent des points, mais le bourgeois, acquéreur de biens nationaux ne tient pas à voir revenir les anciens propriétaires des biens achetés : "ni réaction, ni nouvelle révolution", tel pourrait être son mot d'ordre, c'est la position adoptée par la bourgeoisie française et qu'elle conservera -en gros- jusqu'à la fin du 19ème siècle. Un coup d'état mate les plus hardis.

Le peuple sceptique, indifférent et d'ailleurs écarté de la vie politique par le régime censitaire, laisse les coups d'état succéder aux coups d'état, sans presque intervenir. D'ailleurs la lutte contre l'Europe, presque toujours victorieuse et toujours recommencée, prélève les éléments les plus énergiques et les plus courageux de la Nation. La France est avant tout une nation en guerre, conquérante, et depuis de longues années déjà, la guerre de conquête, de rapines, de pillages systématiques a remplacé la levée en masse contre les tyrans.

L'EXPIRANTE TARGINETTE

L'expirante Targinette, caricature contre-révolutionnaire : La Constitution mourante est couchée sur un lit d'assignats. Les personnages 1 et 2. Bailly et sa femme 3.Target 5.Camus 6.L'abbé Fauchet 7.Le clergé.

Le terrain est prêt. Un général plus ambitieux que les autres, peut-être doué du plus grand talent militaire qui se soit jamais rencontré, sollicité par quelques politiciens avides et aveugles, n'a qu'à paraître, escorté de sa jeune gloire et de ses prétoriens, et la République n'existe plus que de nom et pour quelques années. En 1804, le pape vient couronner à Notre-Dame le nouvel "oint du Seigneur". La Révolution est finie.

"Par cette voie, écrit douloureusement Michelet, à la fin de son *Histoire de la Révolution*, nous allâmes au grand tombeau où la France a enclos cinq millions d'hommes".

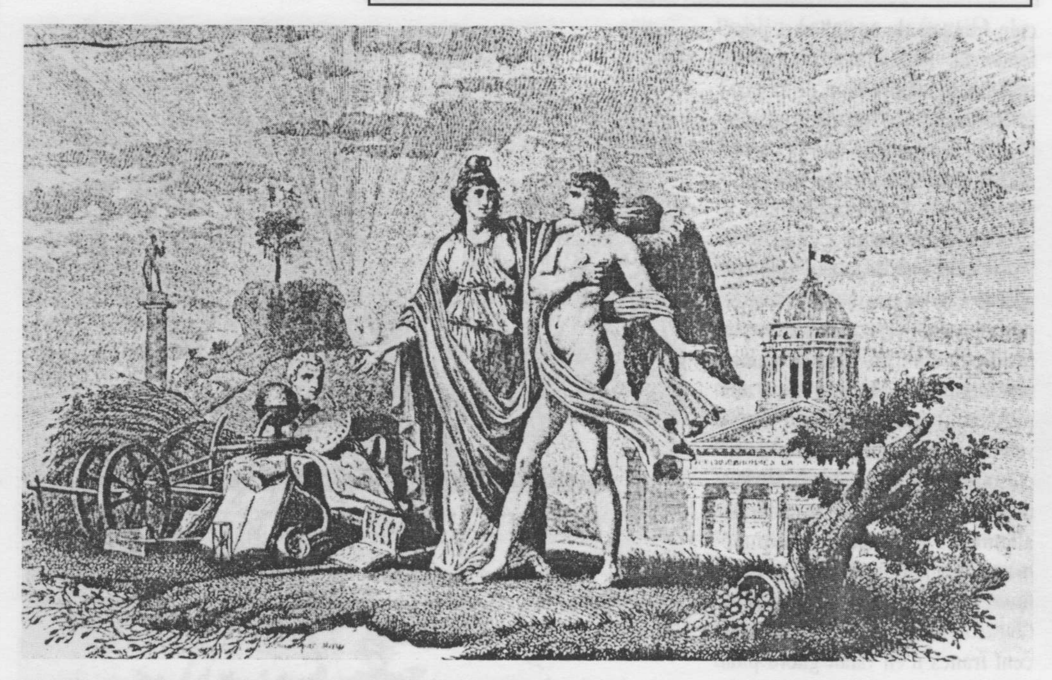
Une œuvre inachevée

Mais la Révolution avait eu le temps de réaliser beaucoup. La Convention, modifiant le système fiscal inauguré par la première assemblée révolutionnaire, votait le principe de "l'impôt progressif sur le luxe et les richesses, tant foncières que mobilières". Emprunt appliqué sous la dictature montagnarde, sous la forme d'un emprunt forcé d'un milliard sur les riches.

La Révolution a augmenté la classe des paysans propriétaires. Le 4 août 1789 n'avait pas définitivement résolu la question des droits féodaux. Seuls les droits tels que les dîmes, les corvées, le droit de justice et de chasse étaient abolis; les autres droits tels que les banalités et les redevances diverses étaient seulement déclarés rachetables. Il restait à fixer le montant des indemnités, et d'ailleurs les paysans s'attendaient à une réforme plus complète. Cette insatisfaction amenait des troubles. Après le 10 août 1792, la Législative se décidait d'y pallier en supprimant sans indemnité la plupart des droits subsistants. La Convention franchissait le dernier



Adoration des Patriotes, caricature faisant allusion à la dépréciation de l'assignat et à la crise économique de l'époque thermidorienne.


Allégorie sur le décret relatif à l'Instruction Publique.

pas : elle abolissait les droits féodaux sans exception; tous les titres devaient en être déposés dans les mairies, les municipalités avaient ordre de les brûler publiquement.

La Révolution a donné aux paysans cette propriété de leurs terres, ce que, dans les autres pays d'Europe, de tardifs réformateurs ne devaient leur accorder, au cours du 19ème siècle, que d'une façon partielle et contre de lourdes indemnités.

D'autre part, la Révolution s'efforça d'augmenter le nombre des propriétaires, en partageant les biens communaux, en vendant par petits lots, les biens nationaux : biens ecclésiastiques, biens de la couronne, biens d'émigrés, c'est-à-dire des ennemis avoués de la République et de la Nation. Sans doute des bourgeois (surtout dans l'ouest où le paysan hésitait, se défiait de la République) réussirent-ils de fructueux achats et se constituèrent-ils à vil prix d'importants domaines. Le partage des biens communaux ne fut pas toujours une opération heureuse. On ne donna pas suite, après Thermidor, au projet de Robespierre et de Saint-Just qui souhaitaient une distribution gratuite des terres à tous les paysans pauvres. Néanmoins, il résulte de toute enquête impartiale, que le nombre des propriétaires ruraux, en 1800 était infiniment plus élevé en France que nulle part ailleurs.

La Révolution a eu l'honneur d'abolir l'esclavage dans les colonies, abolition qui demeura lettre morte. Il fallut attendre 1848 pour qu'une seconde abolition fut enfin appliquée.

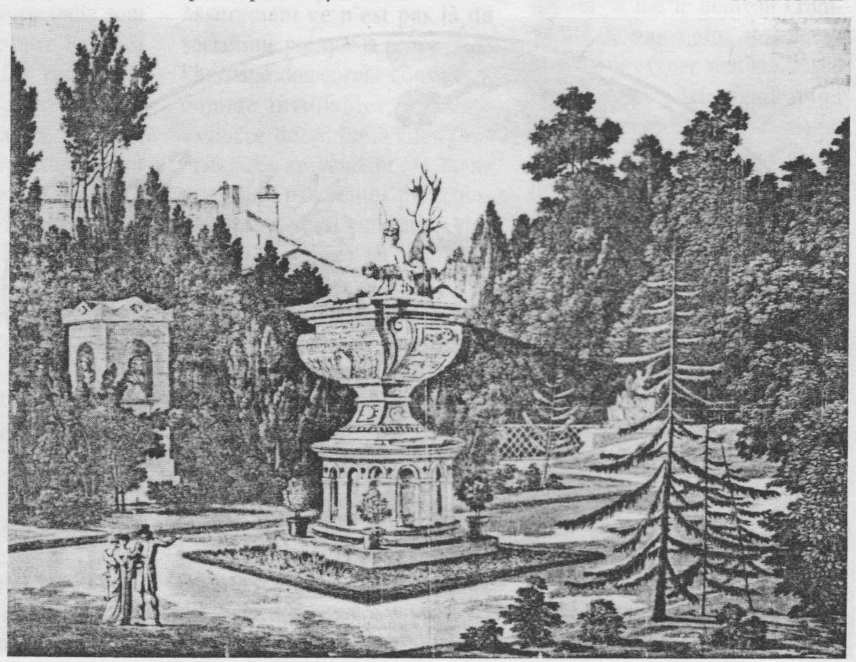
En matière d'éducation, Thermidor marqua aussi un recul sur le vaste projet auquel avaient collaboré certains des esprits les plus généreux de la Convention. Le mathématicien Condorcet, marquis, illustre géomètre, un des premiers, en 1791 à se rallier à l'idée républicaine. Il s'était solidarisé avec les Girondins, il fut décrété d'arrestation en juillet 1793, et se suicida dans sa prison en mars 1794. De juillet à mars, il eut le courage de composer son *Essai sur le progrès de l'Esprit humain*. Le représentant le plus illustre en 1789 du "parti des philosophes", le mathématicien Romme, condamné en 1795, lors de l'émeute ouvrière avec qui il avait pactisé, l'évêque contitutionnel Grégoire et un ancien père de la doctrine chrétienne, Lakanal. Ils prévoyaient un enseignement populaire, gratuit laïc obligatoire; des écoles secondaires gratuites dont les élèves seraient recrutés au concours. La réaction thermidorienne passe et il ne reste pas grand chose de tous ces projets : seulement des écoles centrales payantes, à raison d'une par département, que le Consulat devait remplacer par des lycées.

Au contraire, l'enseignement supérieur fut organisé de façon durable. Si la Révolution supprima les Universités (qui groupaient les facultés de théologie, de Droit et de médecine), quantité d'écoles spéciales, d'institutions scientifiques et artistiques furent créées.

Ainsi l'Ecole Polytechnique, l'Ecole des Mines, l'Ecole de Mars (ébauche de Saint-Cyr), les Ecoles de Médecine, le Conservatoire de Musique et de Déclamation, le Conservatoire des Arts et Métiers, l'Ecole des Langues Orientales, le Muséum d'Histoire Naturelle, les Archives Nationales, le Musée du Louvre. On sut faire appel aux savants les plus illustres : au Muséum enseignèrent Daubenton, Lamark, de Jussieu, Cuvier et Lacépède. A Polytechnique : La Grange, Monge, Chaptal. L'enseignement littéraire ne fut pas négligé : au Collège Royal devenu Collège de France, La Harpe enseigna la littérature, Bernardin de Saint-Pierre la mo-rale.

Enfin, la Révolution fonda à Paris, dans le cloître des Petits-Augustins, un musée des monuments français. Avec un zèle pieux, l'érudit Lenoir le dirigeait, et il s'appliquait à sauver de la destruction barbare les débris des sanctuaires gothiques et des palais de la Renaissance. Michelet, adolescent y connut des heures enivrantes : "C'est là, devait-il dire plus tard, nulle autre part, que j'ai reçu d'abord la vive impression de l'Histoire".

P.-A.AGARD


Le jardin élysée du Musée des Monuments français supprimé en 1815.

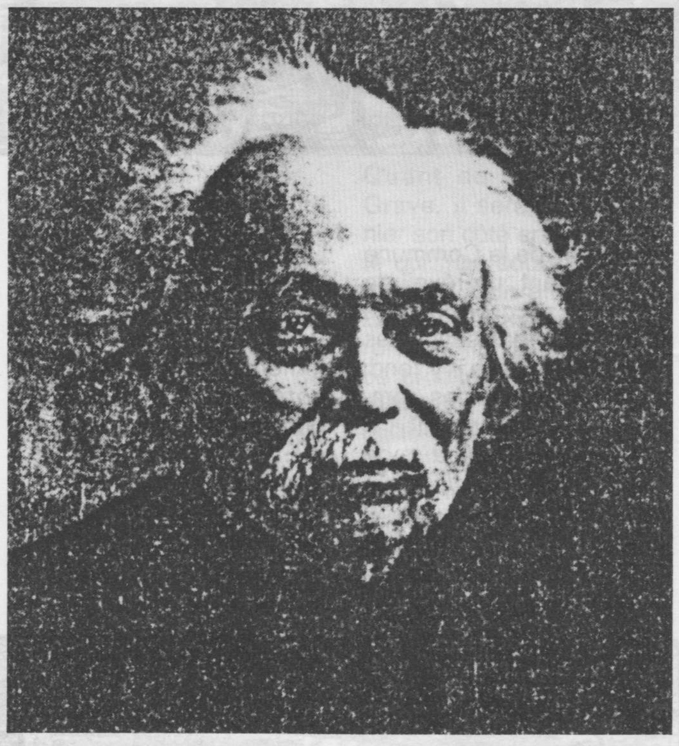
Son hebdomadaire anarchiste a tenu 30 ans !

PORTRAIT ET ITINÉRAIRE DE JEAN GRAVE

(1854-1939)

Au bas de la rue Mouffetard, face à l'Eglise Saint-Médard, une haute maison, à façade enfumée, crevassée, sordide. Un escalier obscur, dont les marches périlleuses branlent sous le pied qui s'y pose, mène à une mansarde où se rédige le *Révolté* (...). Dans le fond de la mansarde sous l'angle surbaissé du toit, un lit de fer aux couvertures en désordre. Près de la fenêtre, étroite à petits carreaux, une large table en bois blanc, posée sur des tréteaux et couverte de paperasses. Trois ou quatre chaises de paille. Sur le mur des gravures révolutionnaires dont l'une montre accrochés à des potences, le président Carnot, Léon XIII, le Tsar et Rotschild. En monceaux poussiéreux, dans les coins les brouillons du journal. (...) C'est là que vit Jean Grave. (...) C'est un petit homme trapu aux épaules massives, doté d'un ventre qui se permet de bedonner. Sa tête toute ronde grisonne. Une moustache en brosse coupe sa face débonnaire.

Voici la description que donne l'écrivain Adolphe Retté (1) de Jean Grave, qui fut, pendant près de trente-cinq ans, le responsable d'un hebdomadaire anarchiste des plus importants au tournant du siècle.



Un dernier portrait de Jean Grave.

Jean Grave est né le 16 octobre 1854 à Breuil, commune de l'arrondissement d'Issoire, dans le Puy-de-Dôme. Son père, ayant été tour à tour mais sans succès meunier puis cultivateur, part, comme tant d'autres Auvergnats, tenter sa chance à Paris. Sa mère le suit et confie ses enfants à leurs grands-parents : Jean Grave garde peu de souvenirs de sa petite enfance en Auvergne, sinon que ses grands-parents austères et sévères étaient bonapartistes...

En 1860, il gagne Paris et ses parents l'envoient à l'école des Frères dans le Vème arrondissement, seule école à accueillir les enfants de son milieu. Déjà, il se décrit comme sensible à l'injustice, sentiment "plus inné qu'on ne le pense chez les enfants" et affublé d'une "stupide timidité" (2) que les moqueries et réprimandes de son père ne font qu'aviver.

A onze ans et demi, "le petit bout d'homme - haut comme trois pommes - maigriot à plaisir" (2) termine sa scolarité : il est temps qu'il apprenne un métier. Il est tout d'abord placé comme apprenti chez un mécanicien, mais l'expérience n'étant pas concluante, il abandonne la mécanique pour la chaussure. Son père décide de s'établir cordonnier en le prenant avec lui : l'expérience familiale se solde par un échec, car Jean Grave supporte mal l'autoritarisme paternel. En dehors de son apprentissage de cordonnier, le jeune Grave connaît une véritable boulimie de lectures : il dévore pêle-mêle romans d'aventures, publications à bon marché qu'il se procure avec son argent de poche...



N° 12. — 2e Série. LIBERTÉ — SOLIDARITÉ — JUSTICE 7 Avril 1880.

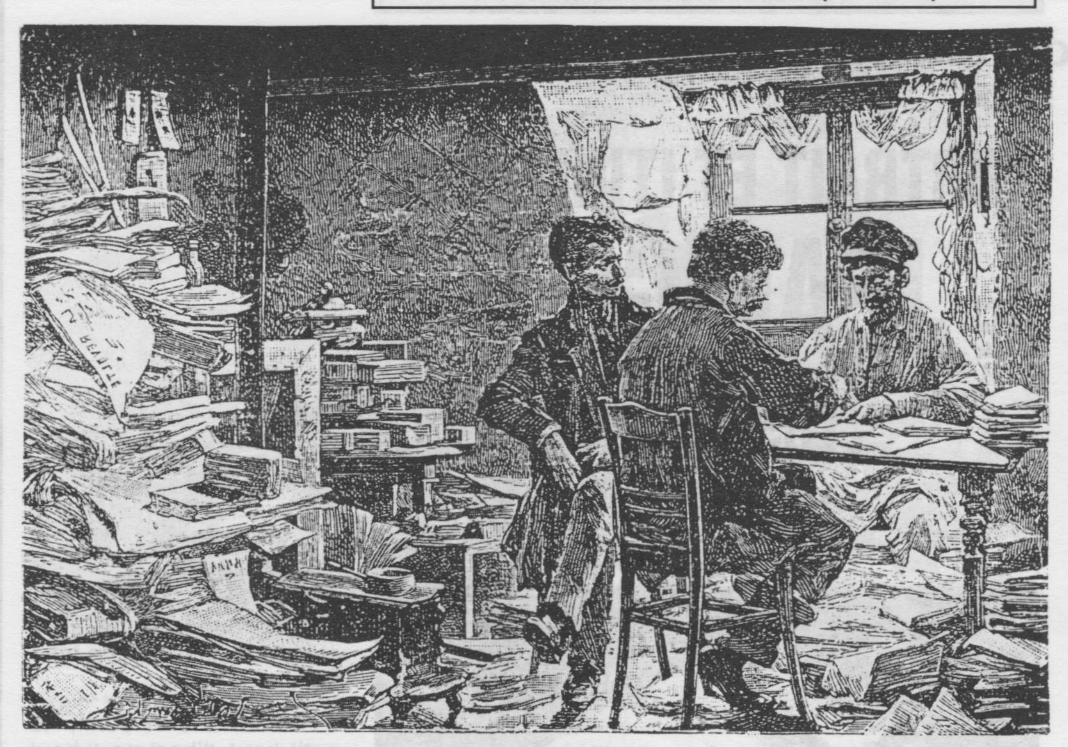
L'ÉGALITÉ

ORGANE COLLECTIVISTE RÉVOLUTIONNAIRE

PARAISSANT LE MERCREDI

ABONNEMENTS	BUREAUX : 28, RUE ROYALE	PRIX DU NUMÉRO
1 an 6 fr. | 6 mois, 3 fr. | 3 mois 1 fr. 50	A SAINT-CLOUD	15 centimes
1 mois, 60 cent.		

CLÉRICALISME ET BOURGEOISISME


La salle de rédaction de "La Révolte".

Cafiéro, Malatesta, Tcherkesoff, avant leur expulsion. Il devient secrétaire du groupe et se charge de la correspondance.

Jusqu'en 1880, la distinction n'est pas établie entre anarchistes et guesdistes. Ce n'est qu'après la rencontre entre Guesde et Marx à Londres que les divergences apparaissent : le "programme minimum" que publie *L'Egalité* se prononce en faveur de l'action parlementaire. Jean Grave refuse cette volte-face et démissionne du conseil d'administration du journal. Cette divergence entre partisans de l'action parlementaire et partisans des moyens révolutionnaires se transforme en scission lors du Congrès du Centre tenu à Paris en juillet 1880. Jean Grave y participe en tant que délégué du Groupe des Vème et XIIIème arrondissements. Il prononce un discours remarqué où il s'oppose fermement à toute action parlementaire et déclare préférer "la dynamite au bulletin de vote !". L'intervention de Grave ne se renouvellera pas : ses camarades lui proposent de participer aux

L'épisode de la Commune va contribuer à la formation du futur militant. L'exemple de son père, républicain et patriote fervent, va éveiller la conscience politique de l'adolescent. Son père participe à une section blanquiste dès la fin de l'Empire, et lors de la reddition de Sedan, il s'engage dans la Garde nationale. Jean Grave, alors âgé de seize ans, lui emboîte le pas, mais on refuse de l'enrôler en raison de son aspect malingre et chétif. Il se contente alors d'assister aux réunions blanquistes et d'être le témoin impuissant de ces événements dont pourtant il se sent déjà un ardent partisan. Peu après, il assiste à la dislocation de sa famille : sa mère, atteinte de tuberculose, décède; puis c'est le tour de sa soeur atteinte de phtisie qui meurt dans ses bras. En 1875, arrive sa feuille de route. Il rejoint le deuxième régiment d'infanterie à Brest. Un troisième drame familial écourte son service militaire : le décès de son père. Il reprend alors son métier de cordonnier et simultanément commence sa "carrière" de militant.

La répression qui suivit les années de la Commune s'affaiblissant, un réveil de l'opinion se produit, des réunions s'organisent : dès 1877, Jean Grave s'y rend, accompagné par des compagnons de travail. Il s'abonne au *Prolétaire* de Paul Brousse et à *L'Egalité* de Jules Guesde. Le 30 janvier 1879, il rejoint le Parti Ouvrier, du même Guesde et fait partie du conseil d'administration de son journal, dont il s'occupe de l'expédition. Parallèlement à son activité aux côtés de Guesde, Jean Grave rejoint le "Groupe d'Etudes sociales des Vème et XIIIème arrondissements". Il y côtoie des guesdistes mais aussi des anarchistes de renom :

Jean Grave aux "Temps Nouveaux".



PREMIÈRE ANNÉE, N° 1 — DIX CENTIMES — DU 4 AU 10 MAI 1895

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE		
Un An	Fr.	6 »
Six mois	—	3 »
Trois Mois	—	1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR		
Un An	Fr.	8 »
Six Mois	—	4 »
Trois Mois	—	2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Au Lecteur

Par ces temps de tripotages financiers, de réclame sans vergogne, la presse est devenue la servante de la banque et du commerce. Il est admis, aujourd'hui, qu'un journal ne peut vivre sans bulletin financier et qu'en abandonnant sa quatrième page aux petites correspondances amoureuses, aux marchands de « curiosités », aux charlatans de la « spécialité ».

Sans capitaux et sans avance, nous lançons notre journal, ne comptant que sur l'appui du public intellectuel et la bonne volonté de ceux qui nous connaissent.

Nous n'insérerons ni bulletin financier, ni réclame payée, ni annonces commerciales, n'espérant pour faire vivre notre journal qu'en la seule vente de ses numéros.

sont chargés de l'appliquer. Voilà pourquoi lorsque l'antagonisme entre les aspirations nouvelles et les lois politiques prétendues immuables a atteint son plus haut degré, la porte s'ouvre toute grande aux bouleversements et aux révolutions.

Et pourtant, les institutions humaines, une fois établies, résistent aux changements de forme, tandis que l'évolution de l'individu, si lente soit-elle, se fait continuellement. Mais, pour que cette évolution s'accomplisse en toute son intégrité, il faut que l'autonomie de l'individu soit complète, que ses aspirations se fassent jour librement, qu'il puisse les développer dans toute leur expansion, que rien n'entrave sa libre

féliciter de son concours, puisqu'elle lui permettra d'économiser du temps et des forces. Qu'elle lui est funeste aujourd'hui, comme appartenant à des particuliers qui en tirent tout le profit, mais que, rendue à l'initiative des producteurs, elle sera le moteur le plus actif de leur affranchissement et les arrachera à la fatalité naturelle qui condamnait l'homme au travail forcé. L'ennemi n'est pas la machine, mais le maître qui l'exploite à son profit.

***

Nous demanderons aux artistes, aux littérateurs, s'ils ne souffrent pas aussi du présent

deux congrès suivants (au Havre en 1880, à Londres en juillet 1881) mais se sentant incapable de parler en public, il décline l'offre. D'une timidité maladive qui le fait bafouiller devant un auditoire, il préfère se tourner vers l'écrit. Dès novembre 1881, il est chargé de la publication du *Bulletin des groupes anarchistes*, mensuel émanant, comme le nom l'indique, de différents groupes.

Les écrits de Jean Grave se multiplient et s'affirment entre 1881-1885. Ils paraissent dans la presse anarchiste lyonnaise, premier foyer actif de propagande. *Le Droit Social* qui naît à Lyon en février 1882 insère ses premiers articles. Ses premières brochures paraissent l'année suivante sous le pseudonyme de Jehan Le Vagre... Enhardi par le succès de ses écrits, il envoie des articles au *Révolté* dont s'occupe Kropotkine à Genève, ce dernier les publie et les deux hommes se lient très vite d'une solide amitié. En 1883, Elisée Reclus rend visite à Jean Grave pour lui demander d'aller à Genève s'occuper du *Révolté*. N'ayant aucune expérience, il accepte de s'engager uniquement pour six mois. Les six mois prévus se prolongeront en fait en trente et une années. On comprend dès lors que le nom de Grave soit étroitement lié à ceux du *Révolté, de La Révolte* et des *Temps nouveaux.*

Le jeune militant se lance alors avec passion dans sa nouvelle fonction. La diffusion du journal augmente rapidement grâce à son dévouement, sa ténacité et à la qualité des rédacteurs. Le journal par son sérieux et sa gravité, s'oppose au style, à la verve imagée et argotique du *Père Peinard* d'Emile Pouget. Jean Grave et son équipe ont voulu faire un journal "vierge de toute personnalité, pur de tous cancans (...), consacré à la seule idée" (3). Le titre devenant le passage obligé de la propagande de l'époque, suscite envies et jalousies : Grave est surnommé "le Pape de la rue Mouffetard", sa longue blouse grise de typo assimilée à une soutane. L'hebdomadaire est qualifié du *Temps* ou du *Journal officiel* de l'anarchisme !

Charles Malato dresse ainsi son portrait :

"Il appartenait à l'une des professions manuelles où le travailleur peut le mieux se reconquérir et penser, l'une de celles qui fournit le plus d'anarchistes, la cordonnerie. Effroyable logicien, tenace comme un rocher d'Auvergne, son pays, studieux, acharné (...). La petite phalange de *La Révolte* représentait dans le groupement anarchiste, le noyau immaculé, silencieux et il faut le dire sectaire, à la fois intransigeant en théorie et endormi en action" (4).

L'accusation de sectarisme revient souvent dans les critiques : elle découle d'une part de l'orientation du journal et d'autre part de la personnalité de Jean Grave. L'hebdomadaire n'entendait représenter qu'un courant de l'anarchisme, le communisme libertaire et face à l'individualisme, à la dispersion des tendances (néomalthusianisme, antimilitarisme, coopératisme...) il s'est toujours voulu le gardien vigilant de la "pure" doctrine. Quant au caractère de Grave, il serait difficile de nier son côté entier et entêté qui frise souvent le sectarisme. Son ami Charles Laisant déclare le considérer comme l'un des types de probité les plus respectables, comme un "travailleur infatigable et énergique" mais capable en même temps "d'un entêtement terrible" et de paraître ne pas pouvoir admettre se tromper (5).

Il serait erroné de le décrire comme un personnage austère, à l'image de son journal. Sa description, donnée par la presse, en fait un homme doux et sensible, doté d'une "physionomie calme, éclairée d'yeux très vif" (6), "une tête énergique et douce" (7). Il est salué par tous comme une forte personnalité, au caractère difficile, plein de contrastes : sa brusquerie, son intransigeance s'accompagnent d'une grande sensibilité, d'une extrême générosité. Envers les personnes qui méritent son amitié, il sait faire preuve d'une grande bonté et d'un dévouement total.

Ses plus proches amis lui rendent souvent hommage. Camille Pissaro parle du "bon et brave Grave"; Nadar, le célèbre photographe, lui écrit : "Si vous étiez parfois dans un petit coin à quelques instants trop rares, vous verriez comme c'est bon d'entendre notre si grand Elisée (Reclus) dire son amitié et son estime pour vous !" (8). Des liens profonds l'unissent à la famille de sa première femme, qu'il a perdu avec l'enfant qu'elle allait lui donner en 1885. Dans des lettres qu'il leur écrit en prison, on découvre un autre homme, plein d'humour et de fantaisie. Il déborde d'affection pour ses neveux et sa nièce Alexandrine, qui remplacent dans son coeur les enfants qu'il n'a pas eus. Car Jean Grave sait être gai et faire preuve d'humour : "Et le beau rire, s'écrira Séverine, le large rire silencieux qui, illuminant soudain la mélancolie du visage, y fait rayonner la droiture, la loyauté, la candeur dont déborde cette âme" (9).

Jean Grave, entouré de ses fidèles collaborateurs, a réussi l'exploit de faire paraître pendant plus de trente ans un hebdomadaire anarchiste. Il sut s'entourer de militants précieux : l'infatigable Charles Benoît, le syndicaliste Paul Delesalle, le docteur Pierrot... mais aussi d'artistes et d'écrivains dont certains resteront fidèle à la cause libertaire jusqu'au bout, ne ménageant pas leurs contributions financières ou



La salle de rédaction de l'"Endehors" En haut de g.à d.: Zo d'Axa, Jean Grave, Octave Mirbeau et Bernard Lazare. En bas : Tabarant, A.Hamon, Malato et L.Matha (?).

artistiques : les célèbres lithographies de Maximilien Luce, Paul Signac, Camille Pissaro égayeront souvent les pages austères du journal; il faudrait citer beaucoup d'autres personnalités : Octave Mirbeau, le photographe Nadar, le poète et avocat Ajalbert, l'architecte Francis Jourdain... qui d'une manière ou d'une autre aidèrent Jean Grave dans son entreprise. C'est en grande partie grâce à eux que le journal put survivre, en effet, J. Grave dut souvent faire appel à leur générosité pour boucler les fins de mois difficiles. Dans les situations les plus désespérées, il eut aussi recours aux tombolas, remède miracle à cette maladie commune aux journaux révolutionnaires, à savoir l'incapacité à s'auto-financer. Ces véritables "spectacles" qui alliaient la propagande à l'intérêt financier sauvèrent bien souvent le journal de la catastrophe. La survie du journal fut en tout cas, pour Jean Grave, une lutte constante, et sans son courage et sa terrible obstination le journal n'aurait pas eu si longue vie.

Doté d'une instruction modeste, c'est grâce à une volonté de fer, grâce à toute son ardeur qu'il mit au service de la véritable passion qui l'animait, que le petit cordonnier, fils d'immigré auvergnat, put se hisser aux côtés des deux grands savants : Kropotkine et Reclus. Ses écrits son nombreux : outre ses articles dans la presse, ses brochures et cinq volumes consacrés à la doctrine anarchiste, il s'essaie à des contes pour enfants, à des romans sociaux, à une pièce de théâtre.

Il fut à deux reprises condamné par la justice française, à six mois de prison en juin 1891, en tant que gérant de *La Révolte* pour un article sur les événements de Fourmies. En 1894, il fut impliqué dans deux procès : lors du premier, le 24 février, pour son livre *La Société mourante et l'anarchie*, il est condamné à deux ans de prison; en août à l'issue du "procès des Trente", il est acquitté.

Certes, la guerre de 1914-18, qui verra son ralliement à l'Union sacrée, ternira grandement son image et c'est isolé qu'il finira sa vie. Néanmoins, comme l'a souligné Jean Maitron : "s'il n'a pas été un créateur de système, il n'en reste pas moins un des quatre ou cinq hommes de valeur qu'a compté le mouvement anarchiste français antérieurement à la Grande Guerre" (10).

Carole REYNAUD PALIGOT

(1) Adolphe Retté, *Au pays du lys noir*, Paris, P.Téqui, 1934, 317p.,p.85.

(2) J.Grave, *Quarante ans de propagande anarchiste*, annoté par Mirielle Delfau et préfacé par Jean Maitron, Paris, Flammarion, 1971.

(3) Jean Grave, TN, N°43, 22-28/02/1896.

(4) Charles Malato, *De la Commune à l'Anarchie*, Paris, P.V.Stock, 1894, 296p.,p.265.

(5) Lettre à J.Grave, 11/01/1913, Institut Français d'Histoire Sociale (IFHS).

(6) *L'Eclair*, 13/04/1895.

(7) *Le Matin*, 09/08/1895.

(8) Lettre à J.Grave, s.d., IFHS.

(9) "Un homme", *Le Journal*, 22/08/1896.

(10) Article de J.Maitron dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier.*

Numéro de "Les Hommes du jour" dédié à Jean Grave.



Quand la viande passe de l'étal à l'étalage

BOUCHERIES ET BOUCHERS AU XIXe SIECLE

Quand on évoque le nom de "boucher" dans Gavroche, on pense aussitôt aux hommes cruels et sanguinaires qui se sont succédé dans l'Histoire. Ne donnait-on pas le nom de "Bouchers de Cavaignac" aux gardes mobiles qui avaient combattu l'insurrection de juin 1848 ? On trouverait facilement d'autres exemples où la haine populaire a qualifié de "bouchers" de sinistres individus.

Aujourd'hui, nous vous parlerons de l'histoire des véritables bouchers, de ceux qui fournissent des provisions de bouche ou ceux qui tuaient les boucs, selon l'origine étymologique que l'on préfère. Auguste Brachet, dans son dictionnaire étymologique de la langue française, penche pour la dernière hypothèse car, écrit-il, au Moyen-âge "les bouchers, c'est à dire les marchands de viande de bouc n'avaient point licence pour vendre d'autres viandes" et pour mettre un point final à la polémique, il rappelle que l'italien dit beccaio mot qui dérive précisément de becco (bouc).

Nous évoquerons plus spécialement le marché de la viande à Paris, là où la concentration de la population nécessita à la fois une organisation de la profession et une règlementation et un contrôle plus rigoureux qu'en province.



u Moyen-âge, les bouchers se réunirent en communautés dans la plupart des villes, ils jouirent ainsi d'immunités particulières, l'autorité royale, seule, intervenant pour approuver leurs statuts ou les modifier. Ces corporations de bouchers furent presque partout maintenues sous forme de communautés jusqu'à la Révolution de 1789. Placées sous l'autorité du syndic de la communauté, elles étaient en outre surveillées par les officiers municipaux.

A Paris, la communauté des bouchers était très puissante. Jusqu'à la fin du 16e siècle, le commerce de la boucherie resta du domaine exclusif d'un petit nombre de familles réunies en société et n'admettant à y participer que les fils de maîtres. On se souvient du célèbre *Caboche*, de son vrai nom Simon Lecoustellier, maître-garçon boucher, chef des Cabochiens (voir encadré), qui tint tête au roi Charles VI dans la lutte des Bourguignons contre les Armagnacs. En 1761, le privilège de ces étaux appartenait encore à quatre familles qui n'exerçaient plus le commerce de la boucherie, et tiraient parti de leur privilège en louant les étaux par baux passés devant le lieutenant civil. Ce privilège avait pour justification l'obligation qui lui était imposée d'approvisionner la ville en viande.

Les Cabochiens.

Sous le règne de Charles VI, les Cabochiens étaient la faction populaire du parti bourguignon. Elle devait son nom à son chef, Simon Caboche, ancien écorcheur de bêtes (on les appela aussi les Ecorcheurs). Les Cabochiens prirent la Bastille en 1413, mirent à mort le prévôt de Paris, forcèrent le Dauphin à arborer comme eux le chaperon blanc, insigne du mouvement populaire. L'Ordonnance cabochienne, publiée par le Parlement en mai 1413, était un véritable code administratif en 258 articles supprimant les places de faveur, introduisant un contrôle judicieux dans les dépenses et les recettes publiques. Elle ne fut jamais appliquée et fut supprimée le 5 septembre de la même année. Les Cabochiens furent exterminés en 1414 par les Armagnac. Les chefs se réfugièrent auprès de Jean sans Peur, chez les Bourguignons.

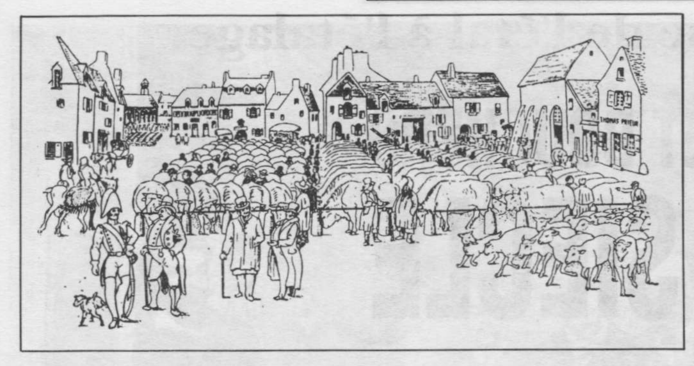
Réglementation ou liberté

La lutte entre les partisans d'une réglementation stricte et ceux de la liberté totale du commerce n'est pas nouvelle, comme nous allons le voir.

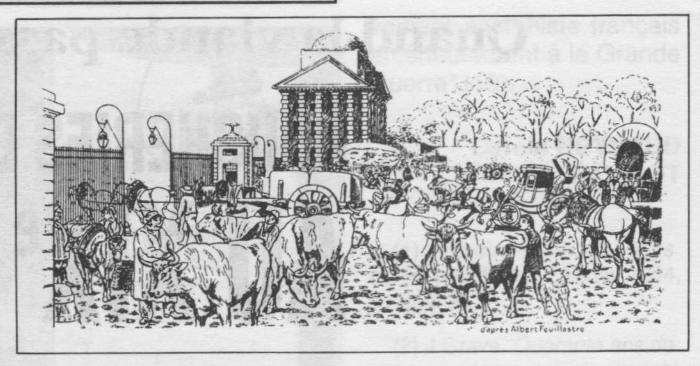
Le commerce de boucherie a certainement été le commerce le plus réglementé de tous. La place nous manquerait pour en rappeler toutes les ordonnances, telle celle datée de 1400 (sous Charles VI) qui interdisait "de tenir tout au long du jour grande foison de chandelles allumées dans les étaux pour faciliter la vente des viandes jaunes".



Un étalier boucher en 1680.



Le marché de Poissy.



Les boeufs d'un troupeau venant de Poissy à la barrière de l'Etoile en 1840.

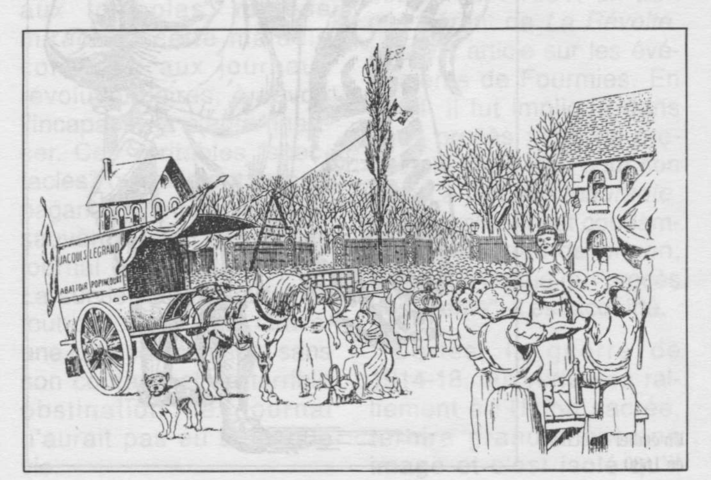
La loi du 2 mars 1791, en abolissant les monopoles et les corporations, en proclamant la liberté de l'industrie, fit disparaître en droit les entraves qui avaient existé jusqu'alors pour le commerce de la boucherie. Toutefois, les lois qui chargeaient les administrations municipales d'inspecter le débit des denrées qui se vendent au poids et la salubrité des comestibles exposés en vente publique et celles qui les autorisaient à taxer la viande de boucherie donnèrent naissance à une foule de règlements qui bloquèrent en fait la liberté de ce commerce.

Après quelques années, le commerce de boucherie cessa d'être prospère et l'approvisionnement des villes, en particulier de la capitale, s'en ressentit. A Paris, le nombre des bouchers passa de 1791 à 1802, de 250 à plus de 1000. En 1802, la corporation des bouchers fut rétablie : on imposa à chacun un cautionnement variant de 1000 à 3000 francs; la plupart d'entre eux ne pouvant fournir cette somme, le nombre des bouchers parisiens fut réduit de 1000 à moins de 500. Le 6 février 1811, un décret de l'Empire créa le Syndicat de la boucherie de Paris et rétablit le monopole en limitant le nombre des "étaux" à 300 : la prospérité du commerce de la viande était revenue.

Les bouchers parisiens avaient la réputation de posséder une grande fortune. Les garçons bouchers, eux, réclamaient la liberté de s'installer. Quant aux herbagers normands (dont certains étaient fermiers de M. de Villèle alors ministre des finances), ils refusaient une augmentation de leur loyer si le commerce de la boucherie n'était pas libéré à Paris. Car, à leurs yeux, cette liberté aurait pour conséquence l'augmentation du nombre des bouchers et donc une concurrence favorable à une hausse sensible du prix du bétail. Bref, M. de Villèle intervint auprès du roi qui prescrivit, par une ordonnance du 12 janvier 1825 que cent nouvelles permissions pourraient être accordées jusqu'au 1er janvier 1828, date à laquelle le nombre des bouchers de Paris cesserait d'être limité.

Ces prescriptions, prises officiellement dans l'intérêt de l'hygiène publique, favorisèrent en conséquence l'établissement d'abattoirs municipaux qui supprimèrent les tueries particulières, rejoignant ainsi la législation adoptée chez nos voisins belges, suisses ou anglais, et déjà expérimentée avec succès dans quelques villes comme Lyon, Lille, Rouen ou Bordeaux.

Les bouchers de l'abattoirs de Popincourt fêtent joyeusement l'Arbre de la liberté en 1848.



Une autre conséquence du décret de 1825 fut le développement du commerce de gros : les nouveaux bouchers établis, soit par défaut de connaissance du bétail sur pied, soit par manque de capitaux nécessaires, s'approvisionnèrent chez leurs confrères. C'est ainsi que, bien que la concurrence soit devenue plus grande, il s'établit une sorte de monopole en faveur d'un petit nombre de bouchers qui, seuls, purent continuer à s'approvisionner sur le marché au détriment des autres.

Une ordonnance du 18 octobre 1829 rétablit le syndicat et interdit le commerce de gros : le nombre des bouchers parisiens revint à 500.

En 1848, sous la deuxième République, de nombreuses boucheries clandestines s'ouvrirent, notamment une "Association fraternelle des garçons bouchers" totalement dans l'esprit du temps. Le syndic de la boucherie en demanda la fermeture et le préfet de police, Caussidière, répondit en augmentant le nombre des marchés ou les ventes furent quotidiennes au lieu des mercredis et samedis comme il était d'usage. Mais cette réglementation souleva un tollé général : les bouchers alléguaient que chaque jour leur monopole était de plus en plus entamé par les forains; les éleveurs se plaignaient du bas prix des bestiaux sur pied comparativement au prix de la viande à l'étal, et le public réclamait contre le prix élevé de la viande au détail. En somme personne n'était content, comme quoi rien n'est changé sous le soleil !

Devant ces doléances, l'administration mit à l'épreuve, pendant trois ans, une taxation qui avait été autorisée par une loi en 1791. On reconnut rapidement que les résultats ne correspondaient pas aux espoirs qu'on en attendait et qu'elle favorisait au contraire l'enrichissement des bouchers qui avaient mis toute la science de leur connaissance du métier au service de leurs profits.

Les boucheries des anciennes barrières de Paris

Les boucheries des anciennes barrières de Paris relèvent d'un régime spécial intéressant à signaler. Elles disparurent avec l'annexion des communes suburbaines, le 1er janvier 1860, qui provoqua la destruction du mur d'enceinte qui entourait la capitale.

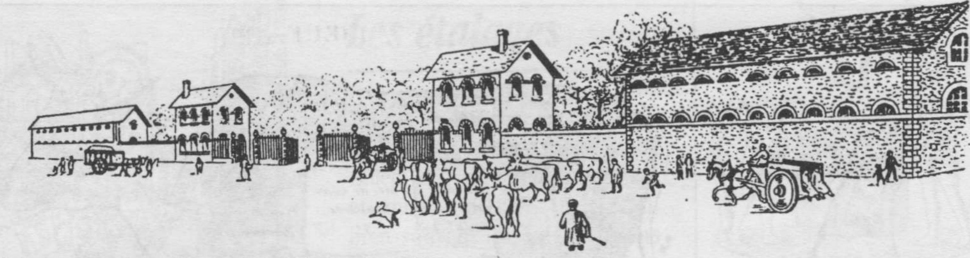
Ce mur, construit sous Louis XVI pour faciliter le service de l'octroi, n'était pas très populaire (rappelez-vous ce qu'en disaient les Parisiens : *Le mur murant Paris rend Paris murmurant*); il est marqué de nos jours par les boulevards extérieurs. Il était percé de 52 portes ou barrières et à toutes ces portes se forma des agglomérations qui prirent le nom général de la barrière (la Villette, Montreuil...). Ces barrières étaient largement pourvues de marchands qui étaient soumis

Les Bouillons Duval

En 1841, le Hollandais van Coppenaal demanda à la Préfecture de police de Paris d'ouvrir une boucherie, il s'engageait à ouvrir dans les différents quartiers de Paris des établissements de bouillon destinés à remplacer les établissements malsains où l'on dînait pour vingt sous.

Le gouvernement, voyant dans le projet une oeuvre qui correspondait à un besoin, appuya sa demande auprès du syndicat de la boucherie qui refusa. La permission fut toutefois donnée et van Coppenaal ouvrit un étal de boucherie place du Marché à la verdure et un grand nombre d'établissements sous le nom de Bouillon Hollandais où l'on consommait peu sur place, mais où l'on pratiquait la "vente à emporter". Peu à peu tous ces établissements disparurent.

Duval en reprit l'idée et créa douze établissements où l'on mangeait sur place qui prirent le nom de Bouillons Duval. Au début on ne servait que du bouillon et du boeuf, puis bientôt figurèrent au menu, à des prix accessibles, rôtis, ragoûts, légumes et poissons. Ces restaurants populaires connurent un grand succès auprès de tous les gens "de petite bourse" dans la capitale.



L'abattoir de Popincourt inauguré en 1818, démoli en 1869.

à l'octroi de Paris notamment en ce qui concerne le vin et la viande.

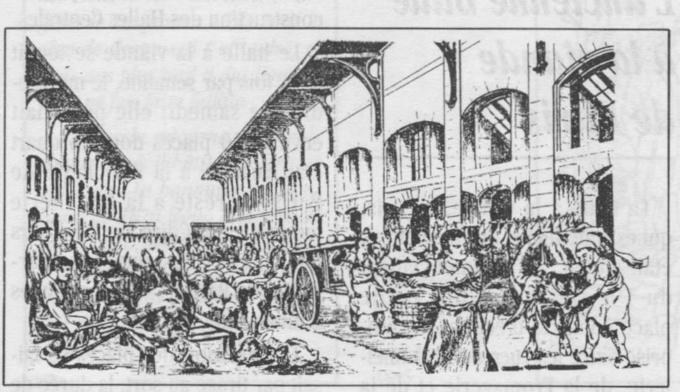
Les boucheries des anciennes barrières tenaient à la fois de la boucherie régulière, de la boucherie foraine et de la boucherie en gros; elles possédaient abattoir, bouveries, bergeries et il s'y faisait un commerce considérable car la population de Paris venait s'y fournir profitant de la tolérance de l'octroi pour l'entrée des viandes dites "à la main". Tous les bouchers de la grande et petite banlieue venaient également s'y approvisionner et de plus, elles alimentaient la Halle à la viande et les marchés de Paris.

Chaque barrière possédait un grand nombre de marchands de vins traiteurs qu'on appelait "vignerons d'Argenteuil". Les ouvriers des ateliers ou usines à proximité "montaient" à la barrière prendre leur repas qu'ils arrosaient de vin d'Argenteuil vendu à prix modique puisque ne supportant pas le droit d'entrée dans la capitale. Certains traiteurs, comme le célèbre Ramponneau (barrières du Maine et Rochechouart) ou Cambillard (barrière Montreuil), débitaient chacun une vingtaine de veaux le dimanche et le lundi, coupés en morceaux et rôtis. Les familles d'ouvriers montaient à la barrière, la ménagère choisissait son morceau de rôti, en débattait le prix et on consommait le tout sur place.

Pour leur approvisionnement les patrons, accompagnés des garçons bouchers, fréquentaient les marchés de Nangis, Arpajon, Longjumeau. On voyageait de nuit pour arriver au petit matin à l'ouverture du marché, puis on rentrait tard le soir; on abattait alors aussitôt les animaux.

A l'inauguration des abattoirs généraux de la Villette en 1869, les bouchers des barrières avaient pratiquement disparu.

Les abattoirs de la Villette. A gauche on procède au "bouffage du boeuf", à droite on abat un boeuf au merlin.



Les abattages des animaux de boucherie

Avant la création des abattoirs au début du 19e siècle, chaque boucher avait son abattoir chez soi, presque toujours attenant à son étal. On conduisait les bestiaux dans les rues étroites des villes; Boileau en relate les inconvénients dans sa satire : *Les embarras de Paris.* Comme les égoûts n'existaient pas encore, lors de l'abattage, le sang coulait sur la chaussée et les odeurs résultant de ce travail empestaient tout le quartier.

Autrefois l'abattage des grands animaux de boucherie se faisait au moyen d'un merlin ordinaire. Avec ce système il fallait parfois frapper un grand nombre de fois pour que l'animal tombe enfin après des beuglements effroyables, la cervelle réduite en bouillie. Ce procédé inhumain fut remplacé par le merlin anglais qui ne nécessitait qu'un seul coup pour que le bœuf tombe foudroyé. Le bœuf saigné, foulé, mis sur le dos, les quatre pieds étaient coupés par les garçons bouchers : les patins étaient destinés à la fabrique de colle et les pieds à la fabrique d'huile jusqu'à ce qu'ils soient considérés comestibles.

Puis on "brochait" le bœuf en faisant trois incisions dans le cuir à des endroits bien précis; on introduisait une tige de fer courbée (broche) dans les incisions en l'enfonçant en tous sens entre cuir et chair pour faciliter le "bouffage". Le bouffage consistait à gonfler l'animal à l'aide d'un soufflet appelé "bouffoir" qu'on introduisait dans les incisions dans le but de détacher le cuir de la chair, "le gonflement complet de la queue" indiquait la fin de l'opération.

Cette pratique permettait de récupérer le maximum de suif (graisse de bœuf) qui, encore au milieu du 19e siècle, valait plus cher que la viande. Elle fut abandonnée à la suite de l'effondrement des cours du suif.

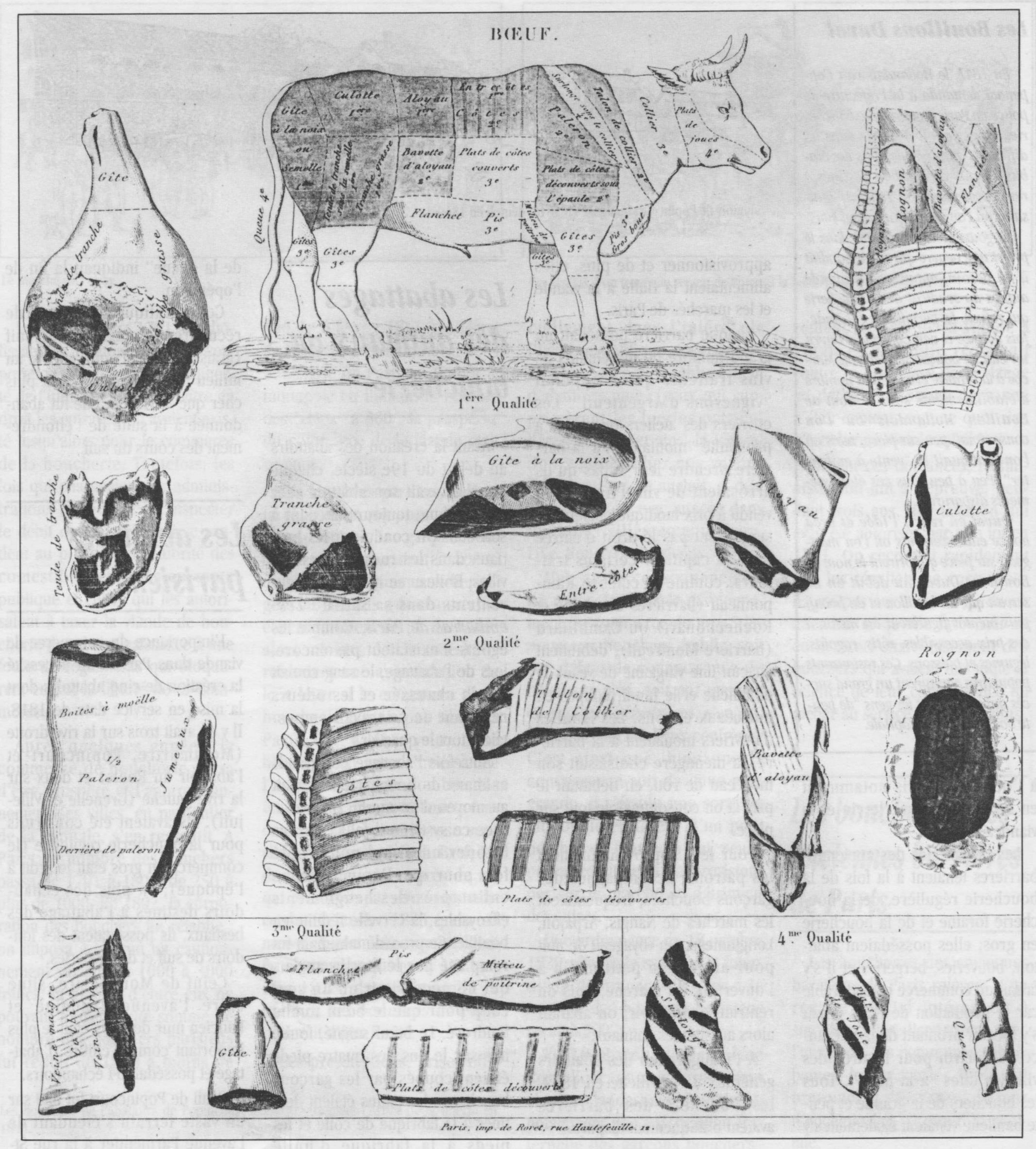
Les abattoirs parisiens

L'importance du commerce de viande dans Paris avait nécessité la création de cinq abattoirs dont la mise en service date de 1818. Il y en avait trois sur la rive droite (Montmartre, Popincourt et l'abattoir du Roule) et deux sur la rive gauche (Grenelle et Villejuif). Ils avaient été construits pour la boucherie régulière (le commerce en gros était interdit à l'époque); en plus des échaudoirs destinés à l'abattage des bestiaux, ils possédaient des fondoirs de suif et des triperies.

Celui de Montmartre, situé entre l'avenue Trudaine et l'ancien mur de Paris était le plus important comme chiffre d'abattage et possédait 64 échaudoirs.

Celui de Popincourt fut bâti sur un vaste terrain s'étendant de l'avenue Parmentier à la rue St-Maur et de la rue du Chemin-Vert à la rue St-Amboise. Moins important en chiffre que le précédent, il disposait de plus de place et possédait 64 échaudoirs, 4 fondoirs, une bergerie et une triperie.

L'abattoir du Roule, construit sur un terrain carré à l'extrémité de l'avenue du Roule, possédait 32 échaudoirs. C'était l'abattoir des quartiers "aristocratiques", la Madeleine, faubourg St-Honoré, Champs-Elysés, Chaillot. Ce fut presque toujours le point de départ du cortège du "Bœuf gras".



L'abattoir de Grenelle, construit près de la carrière de Sèvres, possédait 48 échaudoirs, tous occupés par les bouchers du Faubourg St-Germain et de Passy (1).

L'abattoir de Villejuif fut construit sur le boulevard de l'Hôpital près de la barrière d'Italie. Il possédait 32 échaudoirs et ravitaillait les quartiers des Gobelins et de la Salpétrière. Une partie de cet abattoir était affectée à la boucherie centrale des hôpitaux et les fournisseurs, adjudicataires des viandes à l'administration de l'Assistance publique étaient tenus d'y faire les abattages.

Ces cinq abattoirs ont fonctionné pendant cinquante ans; ils furent successivement désaffectés et remplacés par l'abattoir général de la Villette, ouvert le 1er janvier 1867.

(1) C'est dans l'intérieur de cet abattoir que se trouvait la source du célèbre puits artésien du serrurier Mulot d'Epinay. Commencé en 1833, l'eau a jailli en 1841. Le tube en débitait 1 millions de litres à l'heure.

L'ancienne halle à la viande de Paris

La halle à la viande, à Paris, qui existait depuis fort longtemps, était située, au commencement du 19e siècle, sur une petite place couverte d'échoppes comprise entre les rues de la Tonnellerie, de la Fromagerie et de la Cordonnerie. Elle fut transférée rue des Prouvaires jusqu'à la construction des Halles Centrales.

Le halle à la viande se tenait deux fois par semaine, le mercredi et le samedi; elle possédait environ 80 places dont un quart était réservé à la Boucherie de Paris, le reste à la boucherie foraine, c'est-à-dire aux bouchers qui venaient des anciennes barrières de Paris et des communes limitrophes.

L'occupation des places se faisait par tirage au sort; la durée de


Les anciennes Halles centrales de Paris.

La fabuleuse histoire de Cernuschi

En Février 1848, Milan se souleva contre la domination autrichienne. Cernuschi est alors un chef du mouvement. Il se joint à ceux qui, à Rome, proclament la République. Mais la République romaine succombe. Garibaldi est chassé et Cernuschi est arrêté, réclamé par l'autorité militaire française, traduit devant un conseil de guerre puis acquitté.

Ruiné, il est autorisé à venir habiter Paris où il entre comme petit employé au Crédit Mobilier. En 1858, alors que la liberté de la boucherie vient d'être proclamée et que l'expérience des "Sociétés alimentaires" vont bon train, Cernuschi considérant que la boucherie "est un métier très bête et devant donner des bénéfices énormes et faciles" devient le précurseur des "boucheries coopératives". Il voulait faire profiter le public des bénéfices en distribuant, chaque mois, des dividendes sur les profits. Il entraîna dans son entreprise un compatriote, le marquis Ponzoni, qui lui remis 500 000 francs pour mettre ses projets à exécution.

Il acheta l'étal de Giguey-Leroy, rue du Jour, en face Saint-Eustache, puis ouvrit deux étaux, sous le nom de Entreprise des Boucheries Nouvelles, inaugurés le 1er janvier 1859. Mais le rêve de Cernuschi s'effondra, et trois ans plus tard il dut liquider pour ne pas faire faillite.

Cernuschi retourna au monde financier où il bâtit une fortune colossale. Le banquier millionnaire de 1870 légua à la ville de Paris une multitude d'objets d'art réunie par ses soins dans un musée qui porte son nom et qui fut inauguré le 26 octobre 1898.

l'occupation était d'un mois pour les bouchers de Paris et de six mois pour les bouchers forains. Ceux-ci vendaient dans leurs étaux plus de basse boucherie que de morceaux de choix.

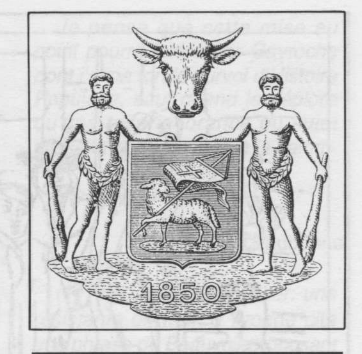
La réputation des dames de la Halle, dont le langage pittoresque fut qualifié de "Poissarde" serait dûe à une brochure qui prétendait répertorier les expressions de ces dames et qui s'intitulait : *Cathéchisme Poissard.*

Lorsque la création des Halles Centrales fut décidée, un premier projet d'un pavillon en pierres de taille eut un commencement d'exécution. Il ressemblait à une citadelle et le bon sens public le baptisa : *Le Fort de la Halle.* C'est le second projet qui finalement l'emporta, et l'on fit disparaître le *Fort de la Halle* au profit de celui proposé par l'architecte Victor Baltard.

Les étalages

Jusqu'à la création des abattoirs, les boucheries en général étaient exiguës, sombres, sordides et souvent infectes. On abattait bien souvent les animaux dans l'arrière-cour et parfois même dans l'étal, une fois la vente terminée. Le spectacle des panses béantes, vidées au ruisseau rougi de sang, des cuirs pliés et fumants étalés sur la margelle, du boucher brandissant hache ou massue, était chose commune à l'époque. En Messidor an VIII (1800), un premier décret prohiba les étalages ou accrochages pouvant gèner ou salir les passants. Puis les boucheries s'organisèrent peu à peu et s'embellirent avec leurs vives couleurs réhaussées de glaces et de dorures. La marchandise fut mise à l'abri des intempéries et le boucher ne présenta plus au consommateur que de la viande fraîche disponible au fur et à mesure de ses besoins.

C'est vers 1845 qu'apparaissent les premiers étalages, sur l'initiative de M. Gosset boucher de la rue Saint-Denis à Paris. Dans la seconde partie du siècle, ces étalages furent très en faveur, notamment lors du carnaval, du Vendredi-Saint ou de Pâques au point de constituer une véritable attraction pour la population.



Les syndicats de boucherie à Paris

Un décret, en 1811 sous l'Empire, créa le Syndicat de la Boucherie de Paris et rétablit le monopole qui avait été supprimé sous la Révolution. Ce syndicat, faisant partie intégrante du monopole, fut supprimé à chaque fois que la liberté du commerce des viandes fut décidée. Choisis par 30 marchands bouchers (sur 360) désignés par le préfet de police, sept membres composaient ce syndicat. Celui-ci était chargé de la police des marchés aux bestiaux, il réglait les litiges entre marchands et donnait son avis pour délivrer les permissions d'exercer. C'est lui qui fut chargé de l'administration des cinq abattoirs de la capitale ouverts le 1er juillet 1818. Supprimé par


Le premier étalage de la boucherie Gosset, rue Saint-Denis en 1845.



Distribution de livrets d'ouvriers.

Les livrets d'ouvriers

Les livrets d'ouvriers étaient autrefois obligatoires dans toutes les professions, nul ne pouvait exercer un métier s'il n'était porteur d'un livret. Le premier livret était remis à l'ouvrier sur la présentation de son acquit d'apprentissage, indiquant qu'il était libre de tout engagement.

A l'avènement de la IIIe République, une polémique s'engagea à leur sujet : les uns disaient que c'était "le titre de noblesse de l'ouvrier", les autres affirmaient que les livrets plaçaient les ouvriers sous la surveillance de la police, ce qui était intolérable. Finalement, les livrets furent purement et simplement supprimés.

l'ordonnance de 1825 rétablissant la liberté du commerce, le Syndicat ressucita le 8 octobre 1828 jusqu'en 1858 ou la liberté de la boucherie de nouveau proclamée provoqua sa suppression.

La force légendaire des garçons bouchers.



Les garçons bouchers

Dans la Gaule, les garçons bouchers avaient leur place marquée dans les fêtes et les cortèges. Ils étaient au premier rang pendant les sacrifices et portaient la blouse qui est encore en usage de nos jours.

Au Moyen-Age, quand on tuait le veau gras pour fêter le retour de l'enfant prodigue, le garçon boucher présidait à cette fête.

Au début du 19e siècle, les garçons bouchers qui exerçaient dans les tueries particulières se retrouvèrent bientôt réunis dans les abattoirs municipaux. Là s'établit entre eux des relations plus intimes. En 1819, ils fondèrent la Société de secours mutuels "Les vrais Amis".

Avant que la loi sur le travail des enfants ne l'interdise, les apprentis garçons bouchers dans les abattoirs, qu'on appelait les gratte-ratis, se livraient à des travaux pénibles. Agés de 13 à 15 ans, ils étaient employés à dégraisser le "ratis" (d'où leur nom) qui est la partie graisseuse de l'intérieur des bêtes. Après les abattages, l'après midi, les apprentis se chargeaient de "l'épluchage des canards" (tête de bœuf), de la dépouille des "gosselins sans poils" (veau mort-né) et de faire sécher les peaux qui servaient à la fabrication des tambours.

Les garçons bouchers étaliers étaient réputés courageux, sérieux, honnêtes et propres. En effet, leur travail particulièrement harassant ne laissait pas grand place aux loisirs. Tôt le matin, il fallait nettoyer l'étal dont l'ouverture se faisait vers sept heures. Il était souvent chargé de prendre les commandes chez les clients et d'en assurer la livraison. Lorsque ces livraisons étaient assurées par une voiture à cheval, le garçon boucher était chargé de panser l'animal et de lui donner sa nourriture et de nettoyer harnais et voiture dans un état de propreté "qui fasse honneur à la maison". Il doit également assurer la propreté et le rangement de la chambre que lui fournit son patron.

Les gratte-ratis.



Les exploits des garçons bouchers

Les prouesses en force et en adresse des garçons bouchers ne sont pas forcément des légendes. Les "vieux" racontaient que les maîtres garçons "faisaient" les bœufs en escarpins, culotte courte et bas de soie, sans avoir la moindre tache ni souillure. Les garçons bouchers allaient chercher les veaux à "la place aux veaux" qu'ils portaient à deux sur l'épaule : A l'époque le veau était courbé, c'est à dire qu'il était attaché les quatre pieds ensembles, les garçons l'enfilaient dans le "tinet" à bœufs qu'ils avaient apporté, et le portaient sur leur épaule. On racontait que le nommé Baptiste de Poissy avait fait le tour du marché de Poissy avec "une roue de six pouces, embattue à neuf, que douze hommes avaient eu de la peine à lui charger sur la tête" !

Alain BOULANGER

COURRIER DES LECTEURS

Une si douce occupation

Françoise d'Eaubonne est un écrivain que nos lecteurs connaissent peut-être, car elle est l'auteur d'une quarantaine d'ouvrages (15 traduits à l'étranger nous précise-t-elle) dont le premier, *Colonnes de l'Ame* fut publié en 1942. Françoise d'Eaubonne donc, nous a adressé une lettre pour exprimer son mécontentement au sujet de la critique du livre de Gilbert Joseph, *Une si douce occupation*, parue dans nos colonnes sous la signature de Thierry Maricourt (Voir Gavroche N°61). Voici le texte de cette lettre adressée plus spécialement à l'auteur de la critique :

Monsieur,

C'est avec abassourdissement que je viens de lire sur Gavroche votre éloge d'un ouvrage qui est une mauvaise action unanimement décriée dans la presse des divers horizons, y compris les plus hostiles à Sartre et à sa philosophie ou son œuvre.

Mauvaise action qui dépasse largement la "question Sartre" et tente d'éclabousser tout ce qui, de près ou de loin, commet le crime d'être plus connu que M. Gilbert Joseph. C'est pourquoi on peut rester pantois de voir Gavroche approuver ce que condamne même le Figaro !...

Ma réponse portera sur trois points précis: Ignorance totale des faits - Haine et jalousie en guise de documentation - Sectarisme absurde à l'égard des œuvres publiées pendant la guerre. (Voici la panoplie de cet auteur).

1 - L'ignorance. M.Joseph ignore ou feint d'ignorer les faits réels du vécu de Sartre et Beauvoir pendant l'occupation. Il suffit de se référer au Sartre d'Annie Cohen-Solal (N.R.F.), ou au Simone de Beauvoir paru chez Laffont en même temps que le livre du dit Joseph (traduit de l'américain, fruit de 11 ans de recherches. Exhaustif), et, je me permets d'ajouter le mien, Une femme nommée Castor, (Encre, 1987) pour voir démenties les fielleuses calomnies d'un auteur jaloux de la gloire de ses aînés.

Vous trouverez dans ces trois ouvrages la réaffirmation des témoignages déjà fournis, il y a plusieurs années déjà, par Desanti, Pouillon, etc. sur la sincérité et l'action résistante de Sartre-Beauvoir.

Vous y découvrirez les noms de ceux qui ont accompagné Sartre dans sa tentative de fonder un réseau (Socialisme et Liberté) dont une militante fut déportée et n'est jamais revenue.

Vous y verrez retracer l'équipée quelque peu naïve et comique, mais parfaitement authentique du couple pas encore illustre, traversant la France à bicyclette, affamé et crevé, pour tenter de soulever chez les écrivains vivant en province quelque indignation patriotique (avec un échec total, y compris chez Malraux qui ne s'engagea que deux ans plus tard).

Et vous apprendrez comment les communistes firent barrage à Sartre dont ils se méfiaient, (il avait traduit et commenté Hegel !!!) jusque vers la fin où ils finirent par admettre sa sincère motivation; ce qui permit à Sartre de projeter avec des résistants du P.C. l'attentat contre certaines écluses, qui ne fut pas réalisé.

Toujours vivante, Dominique Desanti qui fit le maquis, mitraillette au poing, est encore disposée à témoigner de ces faits.

Tous les détails sont fournis par les trois ouvrages que je vous cite. (1)

Appartenant moi-même à cette époque où mon jeune âge me permit une toute petite participation à la Résistance et un engagement passionné dans le cours de l'histoire, je puis estimer mon témoignage, appuyé sur tant d'autres (et sur ma longue amitié avec Beauvoir) un peu plus valable qu'un tas de ragots.

2/ Haine et jalousie. Le livre qui "occupa si doucement" M.Joseph à satisfaire sa haine est écrit de façon si excessive, pétri d'un tel fiel et d'une telle rancœur que le lecteur, même tout à fait ignorant, ne peut que se méfier d'un ton si dépourvu de la moindre objectivité. C'est ce qui a le plus frappé les critiques littéraires, unanimes à s'indigner de voir un éditeur comme Albin Michel accueillir une telle "pauvreté", je cite... j'aurais plutôt dit: un tel pot de fiel !

Bien au-delà de Sartre et son Castor, qu'il s'agisse de Camus ou autre, la rage ou la méchanceté de l'auteur caricature, grossit le trait, déforme. (Je vous renvoie à la page où, au cours des pauvres réjouissances saluant la Libération, la femme de Raymond Queneau "aboie comme une chienne !" (!!!))

Il ne peut dire du bien de quelqu'un que s'il s'agit d'un parfait inconnu ou d'un ennemi de Sartre. (Cela aussi a été cent fois souligné.)

Et quand vous prétendez que Sartre et Beauvoir n'ont pas connu la faim et la pauvreté à cette époque, monsieur, c'est une contre-vérité absolue; Pouillon se souvient bien de Beauvoir mise comme une pauvresse et si affamée qu'elle a gardé toute sa vie gratitude pour Violette Leduc qui l'invitait au restaurant où elle mangeait comme quatre, compensant une semaine de disette. A un niveau plus relevé, elle et Sartre firent vivre pendant deux ans un jeune Juif qui se cachait, grâce à leurs émoluments personnels, (ainsi que plusieurs autres personnes, comme leurs jeunes amies russes). Et la mort de l'Israëlite Bourla (dont elle fera un personnage des Mandarins) plongea Beauvoir dans un tel désespoir (cf. La force de l'âge: "Le ciel se couvrit de suie"), qu'elle connut la première des crises de dépression qui devaient l'affliger toute sa vie, et dont j'ai été témoin. Voilà la réponse à l'ineptie de M.Joseph prétendant que le Castor était fort indifférente au problème de la tragédie juive (rappelons que Bourla n'était qu'un ami, pas un amant).

3/ Le sectarisme absurde. Derrière ces griefs inventés, gonflés, accumulés se cache la question sectaire que le C.N.E. mit au goût du jour: un écrivain avait-il le droit de publier sous l'occupation ?

Sans doute que ceux qui disent "Non" mettent Aragon et Eluard sur le même plan que Céline.

Le message de résistance qui passe si clairement à travers Les Mouches, n'en déplaise à M.Joseph, fut la cause du massacre unanime de cette pièce par la presse collabo.

Jamais je ne serai assez reconnaissante à Aragon, quelle que soit la servilité stalinienne dont il fera preuve, et à Supervielle, et à Pierre Emmanuel, et à Patrice La Tour du Pin, pour nous avoir permis de résister à la famine et au désespoir grâce à la beauté de leurs œuvres.

J'ai publié mon premier livre, Colonnes de l'Ame en 1942, avec trois poèmes: Révolte, que la censure de Vichy voulait supprimer mais qui furent publiés, recueil qui fut vendu jusque dans les stalags. (Et c'est Joé Bousquet l'infirme, victime de la guerre de 14, qui le préfaça.) Je reste fière de cette publication en pleine occupation, ainsi que d'autres textes inclus dans la revue Résurrection dont le rédacteur en chef dut échapper à la Gestapo en catastrophe pour se réfugier au maquis.

Il vit encore et vient en 1991 de reprendre cette revue au cours d'une rencontre "Poésie" à Rodez où notre Résurrection fit salle comble avec les vieux résistants et les jeunes poètes enthousiastes de l'évocation apportée.

Voilà, Monsieur, comment publier sous l'occupation pouvait être acte de résistance, et surtout apporter aux démunis, menacés, désespérés, une nourriture spirituelle qui compensa parfois l'horrible pénurie alimentaire de ces années noires.

Je pense que cette mise au point pourra intéresser Gavroche dont j'aime fort le survol d'Histoire Populaire, sauf quand je déplore qu'une telle ignorance du sujet laisse la porte ouverte à la calomnie.

Bien Sincèrement,

F. d'Eaubonne

(1) Avec une seule erreur: une résistante du nom d'Yvonne cite une phrase de Beauvoir proposant de descendre Brasillach; Beauvoir a démenti après la parution du livre de Cohen-Solal. J'avais, par erreur, reproduit cette réplique.

Loin de nous l'idée de polémiquer avec cette dame, dont nous respectons la pensée, et dont nous comprenons fort bien les sentiments irrémédiablement marqués du courant d'idées des lendemains de la dernière guerre.

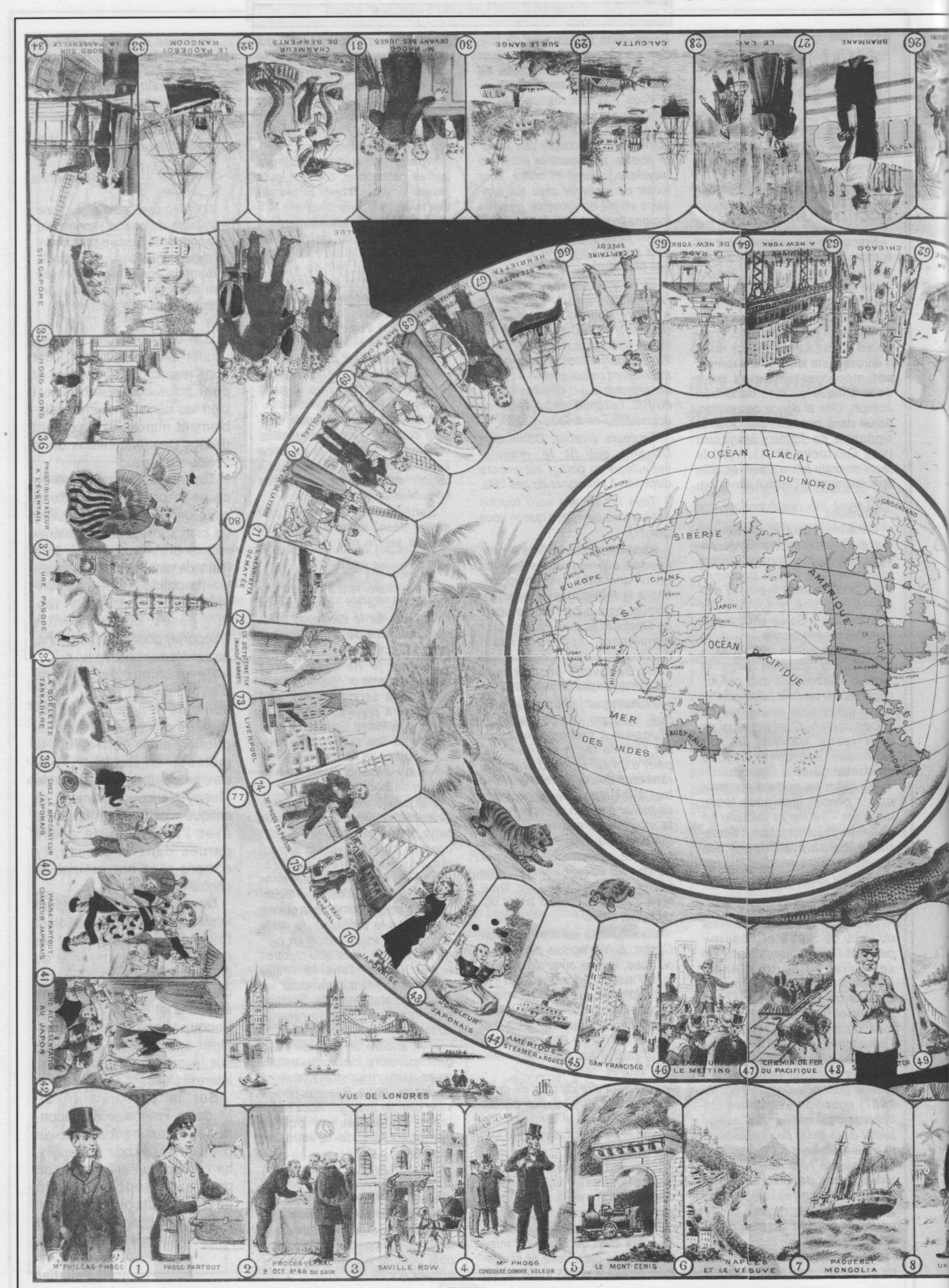
Toutefois, sans mettre en cause la pensée de Sartre ni celle de Simone de Beauvoir (ni bien sûr leur œuvre littéraire), le problème de fond de l'attitude ainsi que des engagements politiques de ces écrivains durant l'occupation restent posés, car cette lettre n'apporte, pour des historiens, aucun élément nouveau.

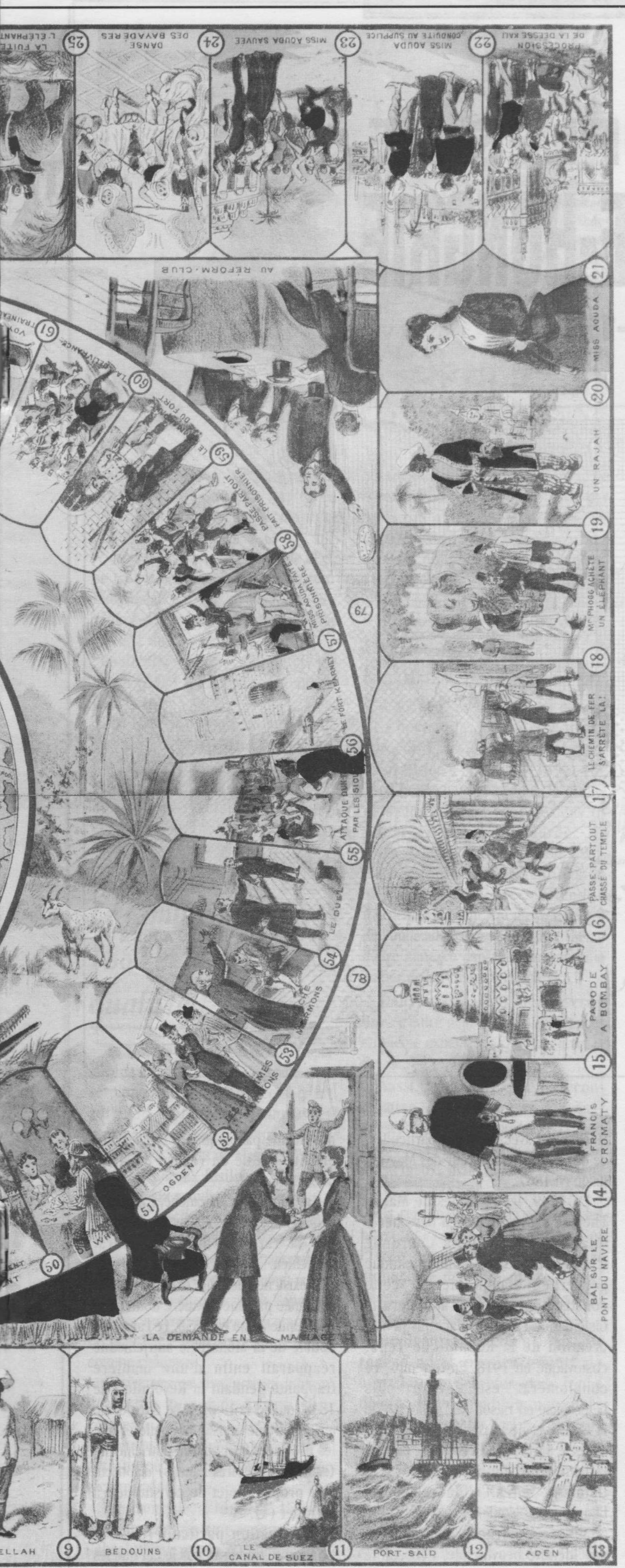
Respectueux de la liberté d'expression (dont nous sommes d'ardents défenseurs), nous nous devions de publier cette lettre, de la même manière que nous devions publier l'article de Thierry Maricourt, même si sa critique n'est pas en harmonie avec l'ensemble de celles parues dans la presse, (y compris chez nos estimables confrères du Figaro).

Nous laissons nos lecteurs seuls juges, en leur rappelant toutefois qu'ils peuvent se reporter utilement au livre de Gilles et Jean-Robert Ragache :"La vie quotidienne des écrivains et des artistes sous l'occupation" (momentanément épuisé), qui nous livre sur le sujet des indications intéressantes.

Sur la personnalité de Madame Françoise d'Eaubonne, et notamment sur sa vie pendant la période qui englobe l'occupation allemande, on pourra se reporter à son ouvrage autobiographique paru en 1965 chez Grasset intitulé "Chienne de jeunesse".

G.Pelletier


Mr PHILEAS PHOGG
1 PASSE-PARTOUT
2 PROCÈS VERBAL 2 OCT. 8h45 DU SOIR
3 SAVILLE ROW
4 Mr PHOGG CONSIDÉRÉ COMME VOLEUR
5 LE MONT-CENIS
6 NAPLES ET LE VÉSUVE
7 PAQUEBOT MONGOLIA
8
42 UNE REPRÉSENTATION AU JAPON
41 PASSE-PARTOUT CIANTEUR JAPONAIS
40 CHEZ LE BROCANTEUR JAPONAIS
39 LA GOÉLETTE TANKADÈRE
38 UNE PAGODE
37 PRESTIDIGITATEUR A L'ÉVENTAIL
36 HONG-KONG
35 SINGAPORE
34 A BORD SUR LA PASSERELLE
33 LE PAQUEBOT RANGOON
32 CHARMEUR DE SERPENTS
31 Mr PHOGG DEVANT SES JUGES
30 SUR LE GANGE
29 CALCUTTA
28 LE LAC
27 BRAHMANE
26
43 JONGLEUR JAPONAIS
44 AMÉRIQUE STEAMER A ROUES
45 SAN FRANCISCO
46 LE MEETING
47 CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE
JAPONAISE
76
75 UN TRAIN SPÉCIAL
74 Mr PHOGG EN PRISON
73 LIVERPOOL
72 LE DÉTECTIVE FIX
71 L'HENRIETTA DÉMÂTÉE
67 LE STEAMER HENRIETTA
66 LE CAPITAINE SPEEDY
64 LA RADE DE NEW-YORK
63 A NEW-YORK
62 CHICAGO
80
77
VUE DE LONDRES
OCÉAN GLACIAL DU NORD
SIBÉRIE
EUROPE
CHINE
ASIE
JAPON
OCÉAN PACIFIQUE
AMÉRIQUE
MER DES INDES
AUSTRALIE



Le Tour du Monde en quatre-vingts Jours

d'après JULES VERNE

REGLES DU JEU

Chaque joueur portera le nom d'un des voyageurs du célèbre roman. Le nombre de voyageurs n'est pas limité.

Le jeu se joue avec 2 dés, dont l'as est rouge pour l'un et bleu pour l'autre, les autres numéros conformes aux dés usuels.

Au début, chacun joue à tour de rôle un coup de dés. Celui qui amène le plus de points devient Philéas Phogg. Celui qui en amène le moins devient Passepartout. Les autres rôles se répartissent au gré des joueurs.

Passepartout ne prend pas part au jeu, c'est à lui qu'incombe la tâche de tenir la banque.

Comme il veille, en outre, sur les bagages des voyageurs, chacun d'eux lui verse une rétribution de deux jetons. De plus, son maître, voulant qu'il ne manque de rien, lui laisse avant de partir une avance de 10 jetons pour les menus frais et achats, avance dont il rendra compte à la fin de son voyage.

Avant de se mettre en route, chaque voyageur, — à l'exception bien entendu de Passepartout — verse 6 jetons à la caisse, et Philéas Phogg donne le signal du départ.

Comme c'est lui qui part le premier, il avancera à son premier coup de dés, de six numéros de plus qu'il n'en aura amenés. Son voisin de gauche joue après lui, mais ne jouit pas du même privilège.

MARCHE DU JEU

11 (*Le Canal de Suez*). — Ce numéro ne concerne que Philéas Phogg. S'il y arrive, son secrétaire Passepartout doit payer 4 jours à la caisse dans le but de mieux chauffer la machine du Mongolia, qui doit les transporter.

Jusqu'à ce numéro, les voyageurs n'ont pas à s'occuper des as rouges et bleus de leurs dés. Ils doivent les considérer absolument comme s'ils étaient noirs, c'est-à-dire les compter pour 1 point.

Une fois le numéro 11 atteint, chaque fois qu'un voyageur amènera l'as rouge, il avancera d'un nombre de cases double de celui amené par ses dés. Si, au contraire, il amène l'as bleu, il reculera dans les mêmes conditions.

L'as rouge et l'as bleu amené ensemble font avancer le voyageur du triple de leur valeur, c'est-à-dire de six cases. Seul, Philéas Phogg est dispensé de reculer s'il amène l'as bleu. Il bénéficie cependant de l'as rouge ou des deux dés amenés ensemble. En outre, il recevra toujours le double du nombre de jetons fixés par les numéros gagnants ci-après. Ceci dit, continuons notre voyage.

19. — Ce nombre n'a d'importance que pour Philéas Phogg. S'il vient à s'y trouver placé, son secrétaire Passepartout paiera à la caisse, en son nom, 4 jetons pour l'achat de l'éléphant Kianni.

21. — Le voyageur (joueur) y fait la connaissance d'Aouda, et pour cette agréable surprise paye 2 jetons à la caisse.

22. — Aouda étant sur le point d'être brûlée vive, le voyageur (joueur) attend qu'un autre compagnon vienne lui prêter mainforte pour la sauver, c'est-à-dire ait atteint le numéro 24. Pour ce secours inespéré, le voyageur paie 2 jetons à son compagnon. Si cependant tous les voyageurs dépassent, sans le toucher le numéro 24, Passepartout vient à son secours et délivre Aouda avec lui. Ce service rapporte 2 jetons à Passepartout que le voyageur lui paye le cœur content de pouvoir continuer sa route.

25. — Le voyageur reçoit 2 jetons de la caisse pour les divertissements offerts à la société.

31. — Paye pour frais de justice et comme cautionnement 2 jetons à la caisse.

32. — Le voyageur ayant offert à son entourage le spectacle du charmeur de serpents, reçoit 3 jetons de la banque.

35. — Fait voir les curiosités de Singapour. Reçoit comme gage de cicerone 2 jetons de chaque joueur.

37. — Comme au numéro 25.

38. — Le voyageur qui y arrive visite la pagode sous la conduite de Passepartout, et lui donne 2 jetons pour sa peine.

40. — Le voyageur achète au brocanteur un vêtement japonais. Coût : 2 jetons versés à la banque.

41. — Passepartout se faisant entendre comme chanteur japonais, le voyageur lui donne 2 jetons pour le plaisir éprouvé.

44. — Comme au numéro 25.

50. — Le voyageur qui y arrive court un grand danger. Mais fort heureusement il y échappe, car le pont ne s'écroule qu'après son passage, il paye 3 jetons pour cette chance miraculeuse. Il a droit à un deuxième coup de dés pour se remettre de sa frayeur et continuer sa route.

51. — Le voyageur gagne une partie de whist au colonel Stamp Proctor et reçoit de la caisse la moitié de sa mise, soit 3 jetons.

53. — Le voyageur fuit les imprécations de la femme du Mormon et, pour aller écouter la conférence du pasteur, vient au numéro 54. Il laisse passer un tour s'étant endormi pendant le sermon.

59. — Le voyageur étant fait prisonnier des Peaux-Rouges attend le secours d'un de ses compagnons de route (Mêmes conditions qu'aux numéros 23 et 24).

63. — Le voyageur visite l'Exposition de Chicago et paie son ticket en versant 2 jetons à la caisse.

67. — Une violente tempête s'étant déclarée, le voyageur passager de l'Henrietta éprouve le malaise atroce du mal de mer. Paye 2 jetons à Passepartout qui lui prodiguera des soins.

69-70. — Mêmes conditions qu'aux numéros 23 et 24.

73. — Le voyageur débarquant à Liverpool se trouve en présence du détective Fix. Il se sauve à toutes jambes et retourne au numéro 62. Il a cependant droit à second coup de dés pour regagner le temps perdu.

75. — Le voyageur incarcéré dans les prisons de Liverpool, attend qu'un autre voyageur vienne prendre sa place (Mêmes conditions qu'aux numéros 23 et 24).

77. — Le voyageur qui arrive à Londres y reste. Chacun de ses compagnons lui donne une poignée de mains (1 jeton). Mais il ne prend plus part au jeu et les quitte.

79. — Celui qui arrive le premier au Reform Club va de suite au numéro 80. Il remercie la société de l'amitié qu'elle lui a témoigné durant le voyage et reçoit tout ce qui reste dans la caisse. Il en cède cependant le quart à Passepartout qui s'est dévoué pour tout le monde. Passepartout en même temps compte de l'emploi de l'argent que lui avait confié son maître.

80. — Celui qui atteint ce numéro est un retardataire et ne reçoit rien, son pari ayant échoué. Il est en retard de cinq minutes. En effet, il est arrivé à Londres le 21 décembre, à 8h50 du soir au lieu de 8h45 (Clauses du pari).

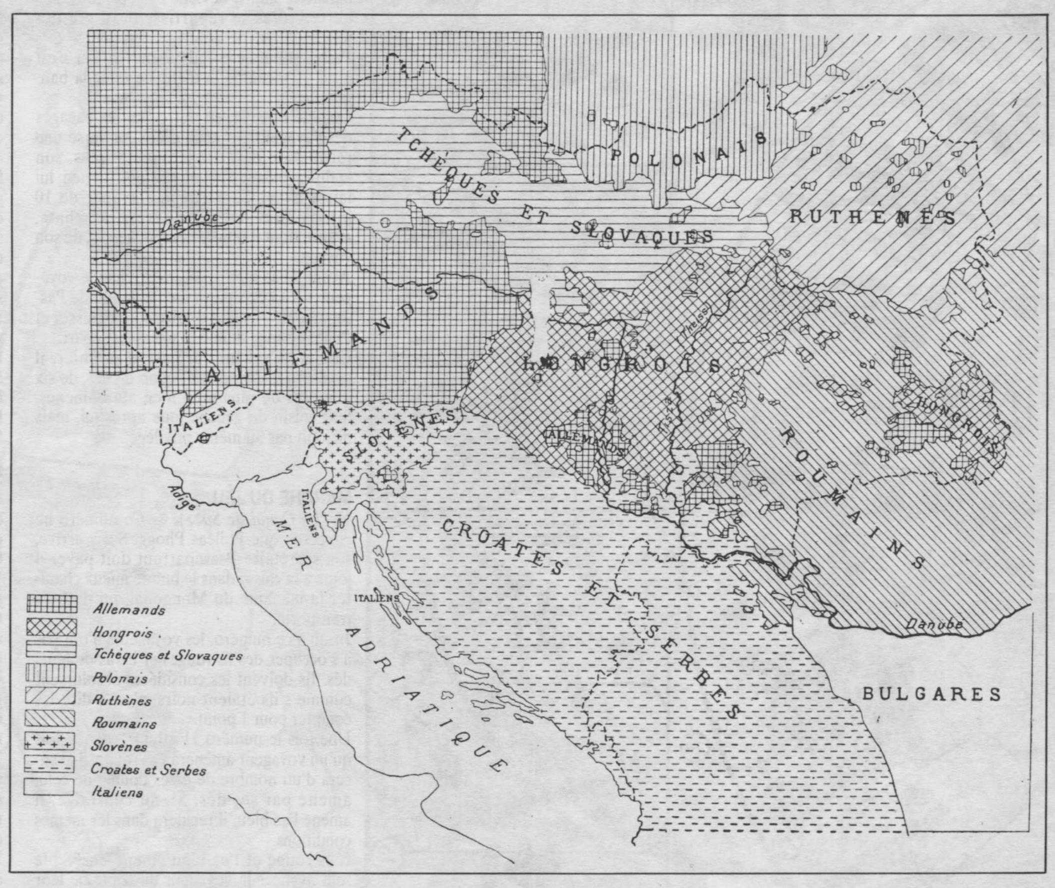
NOTA. — Celui qui amène le plus de points qu'il n'en faut pour atteindre le numéro 80, recule d'autant de cases qu'il a eu de points en trop (en tous cas au moins jusqu'au numéro 78) et attend son tour pour continuer à jouer. Il va de soi que dans cette circonstance les as bleus et rouges perdent la valeur qu'ils avaient dans le courant du jeu et comptent comme des as ordinaires. Le joueur qui par un coup de dés arriverait sur une case déjà occupée par un autre joueur prendrait la place de celui-ci et ce dernier viendrait se placer sur la case que son compagnon vient de quitter. **Les jeux et Jouets Français** — France-Paris.

LES PEUPLES DE L'AUTRICHE-HONGRIE

(1867-1914)

La Monarchie austro-hongroise est un sujet ingrat. Elle évoque la pompe impériale, le kitch et la misère bariolée des peuples d'Europe centrale sur fond de cheminées d'usines et de puits à balancier. C'est désuet, ou pire : banal et poussiéreux. Pourtant, la disparition du vieil Empire au terme de la guerre de 1914-18 puis la mise en place d'"Etats successeurs" ont créé une situation dont les effets ne cessent de résonner dans l'actualité européenne. En sorte que, pour une revue d'Histoire populaire, c'est presque un devoir que de rafraîchir les mémoires dans un domaine qui est véritablement un laboratoire de la vie des peuples.

Après avoir présenté les origines de la Yougoslavie (1), nous revenons donc, dans cet article sur la question de l'Etat multinational dans le cadre de la Double Monarchie. Si l'objet principal en est la localisation et la description des groupes nationaux, il est auparavant nécessaire de retracer les cadres politiques. Le lecteur voudra bien nous pardonner si cet aspect lui semble trop familier, ou trop fastidieux.



Les peuples de l'Autriche-Hongrie.

Préhistoire du dualisme

Comme le rappelle F.Fejtö, *les annales de l'Autriche-Hongrie sont à la confluence de cinq Histoires: celle de la maison Habsbourg, de la marche autrichienne du Saint-Empire romain germanique, de la Bohème, de la Hongrie et de la Croatie* (2).

Sans remonter trop loin, on peut dire que le dualisme austro-hongrois mis en œuvre en 1867 était inscrit dans les trois siècles précédents. Nous avons vu, qu'au début du XVIe siècle, les Habsbourg, propriétaires de leurs "pays héréditaires", avaient obtenu les couronnes tchèque et hongroise avec les pays et provinces y appartenant (3). Une grande partie de la Hongrie restait occupée par les Turcs jusqu'à la fin du XVIIe siècle, tandis que les Tchèques échouèrent dans leur tentative de réintégrer l'indépendance du royaume de Bohème : La défaite de la Montagne Blanche en 1620 fut suivie d'une dure répression et Ferdinand II rattacha comme territoires conquis les pays de la Couronne tchèque à ses pays héréditaires, possédés dans le cadre du Saint-Empire.

A ce complexe austro-bohème s'oppose dès lors le royaume de Hongrie que les Impériaux n'ont pas réussi à transformer pareillement malgré leurs tentatives après la "libération" du pays de l'occupation turque. Seule, la Transylvanie est annexée à la Monarchie des Habsbourg avec un statut particulier, ce qui entretient la fureur des Magyars jusqu'en 1867.

En 1749, les réformes de Marie-Thérèse rassemblent les pays héréditaires et ceux de la Couronne tchèque en une seule unité politique gouvernée depuis Vienne: cette construction que l'on appellera la Cisleithanie reste en place jusqu'à la création de la République Tchécoslovaque en 1918. Entre temps, ce conglomérat est devenu plus hétérogène en raison de l'annexion de la Galicie et de la Boukovine en 1775 après le partage de la Pologne, puis de la Lombardie, de la Vénitie et de la Dalmatie, après l'effondrement de l'Europe napoléonienne.

Si chaque territoire annexé garde son identité provinciale, l'ensemble n'en forme pas moins un Etat de plus en plus soudé en regard du droit public.

La Hongrie, en revanche, garde son droit d'Etat, c'est le souverain commun qui la rattache au conglomérat autrichien.

L'existence de deux droits d'Etat est soulignée par une frontière douanière, maintenue jusqu'en 1850. Le caractère double de la Monarchie autrichienne réapparaît enfin d'une manière frappante pendant la Révolution de 1848, quand la Hongrie se transforme en monarchie constitutionnelle et que les provinces de la partie autrichienne (sans les territoires italiens) élaborent leur propre projet de constitution à Kremsier (4).

La situation particulière de la Hongrie se traduisait par le fait que les



L'Empereur d'Autriche François-Joseph, Roi apostolique de Hongrie, Roi de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, de Slavonie, de Galicie, de Lodomérie, d'Illyrie et de Jérusalem, Archiduc d'Autriche, Grand-Prince de Transylvanie, Grand-Duc de Toscane et de Cracovie, Duc de Lorraine, de Salzbourg, de Styrie, de Carinthie et de Carniole...

nouvelles lois devaient être votées par la Diète nationale et que, jusqu'en 1848, la noblesse hongroise ne payait pas d'impôt.

Mais les organes directeurs de l'Etat se trouvaient tous à Vienne, et leur indépendance n'était qu'apparente. Les affaires d'importance étaient toutes du ressort du Conseil d'Etat ou de la "Conférence secrète" qui ne comptaient parmi leurs membres aucun Hongrois.

En 1848, la Magyars envisagent leur autonomie toujours dans le cadre de l'union personnelle; c'est devant la perfidie de Vienne et le déchaînement de la contre-révolution qu'ils proclament leur indépendance et la déchéance des Habsbourg.

Le Compromis de 1867 et le système dualiste

La Double Monarchie est née deux décennies après l'échec du grand élan révolutionnaire de 1848. Celui-ci fut suivi en Hongrie de sanglantes représailles et d'emprisonnement de dizaines de milliers de Magyars. Parmi les 13 généraux fusillés à Arad il y avait des Allemands et des Serbes. La Hongrie "pacifiée" fut annexée par l'Empire d'Autriche et privée de ses droits constitutionnels. Les nationalités restées fidèles à Vienne n'étaient guère mieux traitées: on disait à l'époque qu'elles avaient obtenu en récompense ce que les Hongrois avaient reçu comme châtiment.

Résistance passive, activité intense des exilés autour de Kosuth (5), concessions de la part du gouvernement de Vienne caractérisent la période où l'on s'achemine vers la réconciliation.

En Hongrie, l'idée de l'indépendance et le renversement de l'absolutisme par la révolution sont abandonnés; l'écrasement de l'insurrection polonaise de 1863 par la Russie n'y encourageait guère les esprits. Au demeurant, de par ses intérêts politiques et économiques, l'aristocratie hongroise et la bourgeoisie ne souhaitaient pas se détacher de la grande puissance protectrice qu'était l'Empire d'Autriche, mais s'y intégrer constitutionnellement.

L'Autriche, de son côté, se trouvait de plus en plus isolée en Europe. Après sa défaite devant l'armée franco-piémontaise à Solférino (1859) elle perd la Lombardie; surtout, la défaite de Sadowa devant les Prussiens (3 juillet 1866) est lourde de conséquences: l'Autriche doit abandonner toutes ses prétentions en Allemagne et toute prétention d'hégémonie quant à la mise en œuvre de l'unité allemande. Elle risque même d'être annexée dans l'Allemagne unie autour de la Prusse de Bismarck...

Dans ce cas, la Hongrie serait broyée entre deux grandes puissances en pleine expansion, l'Allemagne et la Russie.

Aussi, les partisans de la réconciliation, Deàk, Andràssy, Eötvös... pensent-ils que recommencer la lutte contre l'Autriche serait non seulement infructueux, mais néfaste pour leur pays.

Ils rejoignaient par là le désir des puissances, Angleterre, France et Prusse, qui ne voulaient pas que la monarchie des Habsbourg disparaisse, tant elles redoutaient les visées expansionnistes des Tsars.

Finalement, le compromis est réalisé après plusieurs mois de négociations secrètes et de longs débats à l'Assemblée nationale hongroise, rétablie depuis 1865 par François-Joseph, en signe de bonne volonté.

Le 8 juin 1867 ce fut son couronnement à Budapest. Déjà, le 17 février, l'empereur avait nommé Premier ministre hongrois Gyula Andràssy, beau et vaillant guerrier et diplomate de la révolution de 1848, condamné à mort par contumace en 1851, pendu en effigie puis gracié par François-Joseph.

Par le compromis avec la nation magyare rebelle, l'Empire d'Autriche se transforme en une monarchie austro-hongroise dualiste. L'unité en est incarnée par le souverain, roi en Hongrie et empereur des "royaumes et pays représentés dans le Conseil d'Empire": tout établissement public est maintenant soit impérial ou royal, soit impérial et royale, "Kaiserlich und Königlich", d'où le nom de "Kakania" (Cacanie) donné par l'écrivain Robert Musil.

Dans la pratique, on disait "Autriche", ce que les Hongrois n'ont cessé de contester.

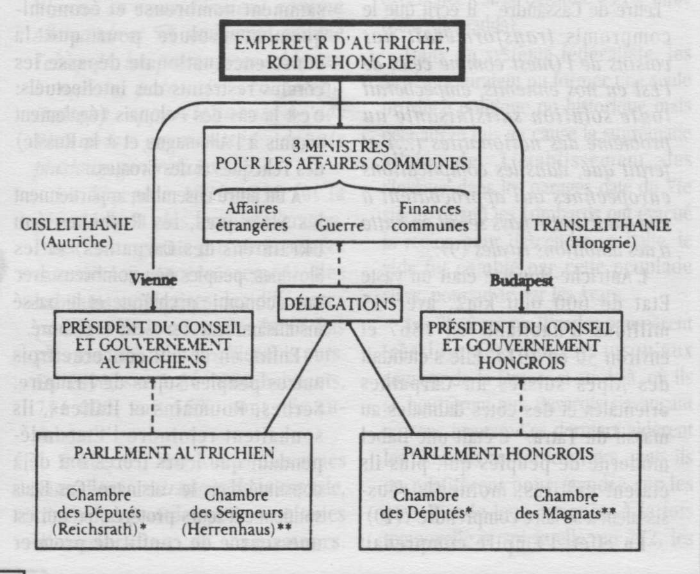
Le nouvel Etat se définit comme Monarchie constitutionnelle, mais ses piliers restent l'armée, la bureaucratie et l'Eglise catholique (6). Au fond, le compromis fut une manière de régler d'en haut la transformation libérale que les peuples n'ont pas réussi à travers la révolution: aussi, nombre de vestiges d'ancien régime furent-ils sauvés. Malgré un parlementalisme souvent bruyant, l'empereur a des pouvoirs décisifs dans le domaine législatif et *l'article sur le régime d'exception permettait de se passer du parlement (...) En outre,(...) malgré l'essor du capitalisme, l'aristocratie traditionnelle se maintenait avec des propriétés qui occupaient parfois la moitié du territoire des comitats, avec son armée d'ispan (préfet) et de domestiques. L'église catholique conservait ses immenses biens fonciers et spirituels, aussi bien que son ascendant politique, tandis que la noblesse se réservait les postes-clefs de l'administration. Les célèbres universités, les cliniques modernes, les grands magasins, les automobiles, les grandes gares et l'éclairage électrique des métropoles de Vienne, de Budapest et de Prague cachaient l'immobilisme des villages de Galicie, de Bucovine, de Haute-Hongrie, de Transylvanie et de Dalmatie, la paupérisation des masses et l'exode de millions de citoyens".* (7)

Pour une vue plus optimiste, *ce qui frappe au contraire, c'est la vitalité de l'Autriche-Hongrie dans tous les domaines. Le développement économique, depuis 1895, s'était accéléré, avec des taux de croissance qui étaient proches de ceux de l'Allemagne: Vienne, Prague et Budapest étaient de grandes places bancaires, avec des instituts de premier ordre. Toutes les nationalités, tous les pays de l'Empire participaient à ce grand mouvement de modernisation industrielle* (8).

Quant à la structure de l'Etat dualiste, les contemporains discutaient pour savoir s'ils avaient affaire à un seul Etat avec deux parties ou bien à deux Etats associés. Il n'y avait pas, par exemple, de citoyenneté commune, on était citoyen autrichien ou magyar, mais un enregistrement spécial permettait d'avoir une sorte de double citoyenneté. Selon Musil, les deux moitiés de l'Empire allaient l'une avec l'autre *comme une veste rouge, blanche et verte avec un pantalon noir et jaune...*, les deux pièces correspondant aux couleurs des drapeaux hongrois et autrichien.

Vers l'extérieur, le système se présentait comme un seul Etat, d'autant plus que la diplomatie constituait l'un des trois ministères communs. L'indépendance des deux parties se traduisait dans l'orgnisation de leurs pouvoirs, chaque Etat possédant son gouvernement responsable devant son propre parlement (voir organigramme).

Organisation du pouvoir politique dans l'Empire autro-hongrois de 1867 à 1918



	En millions	en %
CISLEITHANIE (AUTRICHE)		
Allemands	9,9	35,5
Tchèques	6,4	23,2
Polonais	4,9	17,7
Ruthènes	3,5	12,6
Slovènes	1,2	4,5
Serbo-Croates	0,8	2,8
Italiens	0,8	2,75
Autres	0,4	1,2
Total	**27,9**	
TRANSLEITHANIE (HONGRIE)		
Magyars	10,0	48,1
Allemands	2,0	9,8
Roumains	2,9	14,1
Slovaques	1,9	9,4
Croates	1,8	8,8
Serbes	1,1	5,8
Ruthènes	0,5	2,3
Autres	0,5	2,2
Total	**20,9**	
BOSNIE ET HERZÉGOVINE		
Serbes, Croates	1,9	
Total	**50,7**	
	Évaluation en 1914 : 52	

Tableau des nationalités de la double monarchie.

Le compromis de 1867 eut ses apologistes et ses critiques dans les deux pays.

Kossuth y est resté farouchement hostile, jusqu'à la fin de sa vie. Il n'a cessé de supplier Deàk de ne pas lier le sort du pays à l'Empire d'Autriche, voué à l'effondrement, où il entraînera la Hongrie: "La Hongrie sera le bûcher sur lequel la logique implacable de l'histoire brûlera l'aigle autrichien", écrivait-il.

Après les graves erreurs commises pendant la révolution envers les nationalités, il a conçu dans son exil, en 1862, un projet de Confédération danubienne avec la Roumanie, la Serbie et la Croatie. Certes, il était trop tard pour un tel projet, mais Kossuth restait fidèle au principe que les Hongrois devaient se réconcilier non avec Vienne, mais avec les peuples voisins.

En mai 1867, dans une célèbre "Lettre de Cassandre", il écrit que le compromis *transformerait nos voisins de l'Ouest comme ceux de l'Est en nos ennemis, empêcherait toute solution satisfaisante au problème des nationalités (...) et ferait que, dans les complications européennes qui approchaient à vue d'œil, notre pays serait en butte à des ambitions rivales* (9).

L'Autriche-Hongrie était un vaste Etat de 600 000 km2, avec 35 millions d'habitants en 1867 et environ 50 en 1914. Elle s'étendait des Alpes suisses au Carpathes orientales et des côtes dalmates au massif du Tatra. "C'était une Babel moderne de peuples qui, plus ils étaient cultivés, moins ils réussissaient à se faire comprendre".(10)

En effet, l'Empire comprenait surtout des minorités, dont certaines pouvaient être majoritaires selon les provinces: soit onze "nations" une douzaine de groupes ethniques, comme les Juifs, les Tziganes ou les Arméniens.(voir tableau des nationalités).

Or, la redéfinition des rapports entre Autrichiens et Hongrois a envenimé la question des nationalités en légalisant l'existence de deux pays dominateurs. Mais, quelles étaient la place et les aspirations des autres groupes ethno-linguistiques?

Pour voir plus clair, on distingue, selon les auteurs, entre nationalités historiques ou effectives et nationalités non historiques ou potentielles (11).

Les premières sont celles, écrit R. Girault, qui ont un passé glorieux avec l'existence antérieure d'un Etat national, une langue et une civilisation originale, une population suffisamment nombreuse et économiquement évoluée pour que la conscience nationale dépasse les cercles restreints des intellectuels: c'est la cas des Polonais (également soumis à l'Allemagne et à la Russie) des Tchèques et des Croates.

A un autre ensemble, appartiennent les Slovaques, les Ruthènes (ou Ukrainiens des Carpathes) et les Slovènes: peuples peu nombreux avec une économie archaïque et le passé insuffisamment ressuscité et élaboré.

Enfin, en ce qui concerne trois autres peuples sujets de l'Empire: Serbes, Roumains et Italiens, ils souhaitent rejoindre l'Etat indépendant que leurs frères ont déjà constitué dans le voisinage. Ces Etats soutiennent leurs protégés, ce qui est une source de conflit de premier ordre avec l'Empire. L'origine des différents groupes nationaux et ethniques ni la politique poursuivie à leur égard n'étant pas la même dans les deux parties de la Monarchie dualiste, il convient de les décrire séparément. Ce tour d'horizon comporte nécessairement des rappels et des retours en arrière: aussi ne faut-il pas considérer la période 1867-1914 d'une manière trop stricte.

Diversité des provinces autrichiennes.



SALZBURG
(Salzbourg)

Après la perte du royaume Lombardo-Vénétien, la moitié autrichienne de la Monarchie dualiste se divise en 17 provinces, dont le plus souvent les limites ne coïncident pas avec celles des nationalités. Toutefois, la composition ethnique des provinces alpestres est assez homogène: ces territoires forment depuis le lac de Constance jusqu'au seuil de la plaine hongroise, le noyau de l'Etat autrichien. Ce sont les "pays héréditaires", rassemblés du XIIe au XVe siècle qui ont fondé la puissance des Habsbourg dans le Saint-Empire.

Au-delà de ses provinces spécifiquement autrichiennes, la Cisleithanie (c'est-à-dire, situées en-deçà de la Leitha, petit affluent du Danube, par opposition à l'ensemble hongrois, appelé Transleithanie) se prolonge comme "deux longues antennes territoriales" (12), l'une vers le sud-est avec l'Istrie et la Dalmatie (séparées par la petite façade maritime hongroise de Fiume ou Rijeka), l'autre vers le nord-est avec les provinces de l'ancienne Couronne de Bohême, la Bohême proprement dite, la Moravie et le petit reste de la Silésie, le tout prolongé vers l'est par la Galicie polonaise et par la Bukovine.



Paysanne du Tyrol.

Lors du recensement de 1880, les provinces de la Cisleithanie comptent 21 750 000 habitants sur 322 000 km2. La Haute et la Basse-Autriche, Salzbourg et Vorarlberg sont habités presque exclusivement par des Allemands, et ces derniers constituent également la très grande majorité dans d'autres provinces alpestres: 67% et 70% en Styrie et en Carinthie, où le reste de la population sont des Slovènes; au Tyrol, on compte 55 Allemands pour 45 Italiens.

En dehors des pays alpestres, il n'y a que la Silésie autrichienne (principautés de Teschen et de Troppau), où l'élément germanique forme la plus importante minorité: 49% pour 28% de Polonais et 23% de Tchèques (13).

Bien aérés par les affluents de la grande voie danubienne qu'elles dominent au nord, les Alpes sont une véritable forteresse du peuplement allemand. Au cours de la mise en place de ses masses les plus compactes, la colonisation avait amené des groupes de Souabes-Franconiens et de Saxons jusque dans l'est de la région, mais, dans l'ensemble, se sont les Bavarois qui dominent: "L'Autrichien (Allemand) est (...) un Bavarois altéré sur place" dit Auerbach. A propos des débats sur la langue, cet auteur pense que "l'Autriche n'est qu'une province littéraire de l'Allemagne" tout en reconnaissant le talent original de ceux qui ont chanté "leur patrie autrichienne": Grillparzer, Anastasius Grün, Rosegger.

L'héritage de la Contre-Réforme

Que l'Autriche, qui a dominé pendant des siècles la destinée des pays allemands, n'ait pas pu engendrer un génie national plus puissant, l'auteur précité l'attribue "au régime de compression politique et religieuse qui a sévi sur les Etats autrichiens et qui aurait suffi à stériliser en germe les manifestations d'un génie national" (14).

Ce pays avait connu, en effet, les hérésies dans ses contrées les plus reculées; la réforme prêchée d'abord à Salzbourg, fut propagée dans les montagnes par les ouvriers mineurs, elle avait enthousiasmé et soulevé les paysans. La majorité des Allemands se rallia aux doctrines nouvelles.

La Contre-Réforme agissait d'abord



La ville de Vienne.

par la persuasion (grande activité des Jésuites et des Capucins favorisant les dévotions populaires), puis par la force armée (destruction des temples et des livres protestants, persécution des prédicateurs). En même temps que la censure exerçait une surveillance étroite sur les esprits, le clergé et la dynastie hostiles à la pensée rationnelle admettaient une certaine sensualité et les formes de représentations plastiques, d'un style souvent ampoulé.

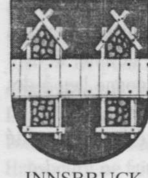
Bien au-delà de l'Autriche, cette "sensibilité baroque" a façonné durablement les pays danubiens: en Bohême, c'est "l'âge des Ténèbres"; en Pologne la langue nationale est contaminée par un mauvais latin (style macaronique); en Hongrie, on la retrouve en plein XIXe siècle dans la rhétorique pathétique de la noblesse exaltant la gloire et les vertus militaires, se donnant libre cours dans les assemblées de Comitat et de Diète. Dans le paysage, des îlots du "faste baroque" (châteaux, cathédrales) et d'innombrables églises dorées se dressent dans les villages boueux et les bourgs désolés.

Cependant, la puissance créatrice autrichienne a pris d'emblée des formes universelles dans la musique, art de Cour à Vienne, et à travers l'éblouissante créativité des années 1900.

Le creuset viennois

Parmi les trois grands centres des Etats patrimoniaux des Habsbourg: Innsbruck, Graz et Vienne, c'est ce dernier qui est devenu la capitale de l'empire multinational.

Bien qu'elle ait connu un passé relativement paisible, la ville a gardé ses remparts jusqu'en 1860. L'empereur François-Joseph les fait alors démolir et remplacer par un boulevard circulaire, la Ring, qui, avec ses monuments, donne à la capitale autrichienne un aspect semblable à celui de Paris au Second Empire.



INNSBRUCK



WIEN (Vienne)



GRAZ (Gratz)

La Bourse symbolise le capitalisme triomphant, et ses spéculations effrénées qui atteignent leur paroxysme lors du Krach de 1873, annonçant la première crise véritable du capitalisme. Depuis les années 1830-1840, la grande industrie s'est développée (textile, industrie alimentaire, construction mécanique... une trentaine de grandes usines en 1913, employant alors chacune plus de 1000 ouvriers) ainsi que la classe ouvrière, sociale-démocrate et réformiste, selon la tradition allemande; on ignore ici la tradition anarchiste du monde latin ou russe. "Vienne la Rouge" fera contraste avec les autres pays de la Cisleithanie, dont l'économie reste dans l'ensemble archaïque, sans parler des provinces comme la Galicie ou la Bucovine, et la plus grande partie de la Hongrie.

Vienne se distingue aussi par le caractère cosmopolite de ses habitants et par sa puissance d'assimilation: *Depuis le XVIe siècle, la capitale est un extraordinaire creuset où l'on rencontre des représentants des différentes nationalités de la monarchie. Ceux-ci ont tendance à ne pas constituer de groupes fermés, mais à s'assimiler, à se germaniser et à se marier avec des représentants d'autres nationalités. Au XIXe siècle, l'exode rural, mais aussi l'essor de l'industrie, des chemins de fer, de la bureaucratie et les besoins en personnel domestique ont amené dans la capitale des centaines de milliers de personnes, en particulier des Slaves de Moravie pour lesquels Vienne était l'exutoire naturel. A l'exception de ces derniers, qui sont restés groupés dans le 10° arrondissement autour de la gare de l'Est, les autres se sont germanisés. En 1910, 94% des habitants de Vienne se considéraient comme Allemands et 5% seulement comme Tchèques. Les patronymes tchèques, hongrois, polonais, croates ou italiens appartiennent à des Viennois germanisés depuis plusieurs générations"* (15).

La décennie 1820-1830 fut la période de la plus forte immigration. Dans les cinquante premières années du siècle, l'accroissement des habitants originaires des différentes provinces de la monarchie fut 64 fois plus fort que celui des Viennois purs. En 1890, sur 1 364 000 habitants, 751 000, soit 55%, sont nés au-dehors.

Tchèques, Moraves et Slovaques s'installent aussi autour de la capitale, où ils forment des petites colonies d'ouvriers ou de cultivateurs.

Malgré le processus d'assimilation, "avec l'acuité des conflits nationaux et l'exacerbation de l'esprit particulariste", ces groupes ethniques n'abandonnent plus si spontanément leur culture d'origine. En 1884-85, les enfants tchèques fréquentant les cours préparatoires des écoles primaires sont presque aussi nombreux que les enfants allemands, et l'on compte 25 associations de leur nationalité.

Mais le problème ethnique reste ici un phénomène d'immigrés. C'est en dehors du creuset viennois, dans les provinces multi-ethniques que "l'esprit particulariste existe vraiment, incarné par des populations importantes numériquement et conscientes de leur originalité.

Allemands et Slovènes



LJUBLJANA



KLAGENFURT

Les plus nombreux à coexister avec les Allemands sont les Slovènes. Ils se répartissent en trois "Kronländer": Styrie (Graz), Carinthie (Klagenfurt) et Carniole (Laibach ou Ljubljana). Il faudra y ajouter les Slovènes de la Hongrie et ceux du littoral adriatique (Istrie, Gorizia, Trieste).

Pour rester dans les provinces alpestres, on constate que, en 1880, plus de la moitié de cette "nation non historique" vit en Styrie et en Carinthie, où elle forme respectivement 33% et 30% des populations; le territoire slovène par excellence est la Carniole (94% pour 6% d'Allemands).

Dans un système fédéraliste, les Slovènes auraient pu former une seule province politique ou historique mais cela aurait mis en cause la suprématie allemande. L'établissement des Slovènes dans les parages date du VIe siècle: quand les Lombards ont évacué la région pour descendre en Italie, le vide fut comblé par cette peuplade slave, poursuivie par les Avars.

Les Slovènes ou Wendes poussèrent très loin vers l'ouest, jusqu'aux sources de la Drave, et au-delà, où ils se heurtèrent aux Bavarois s'avançant en sens inverse. Ces derniers aidèrent les Slovènes contre les Avars, mais ils en profitèrent pour étendre sur les pays Wende leur conquête à la fois temporelle et spirituelle: en 772, les

mécréants slaves furent écrasés et leur âme disputée par les archevêques de Salzbourg et les patriarches d'Aquilée. Les Slovènes perdirent leur indépendance mais non pas leur personnalité, car la fusion ethnique avec leurs maîtres ne se fit point.

Comme chez les Allemands, les montagnards sont plus trapus et les gens du bas pays plus élancés. Mais les Slovènes plus sociables et préfèrent l'habitat groupé même en montagne.

Leurs maisons comportent des styles variant selon la région habitée: alpestre, méridional et croate; celui-ci, vers le littoral, désigne des maisons basses, le toits de lattes surchargés de pierres pour lutter contre le bora.

Le pays des Slovènes est principalement un ensemble de plateaux calcaires, les Karsts troués de grottes, de poljès et de dolines, dominées au nord-ouest par la masse des Alpes découpée par la vallée de la Drave et de la Save; et se prolongeant vers le sud jusqu'au nord de l'Istrie.

En Styrie, les Allemands dominent dans les villes, comme Graz, Bruck, Marburg, Pettau, Cilli: ces trois-ci sont comme des îlots au milieu du flot slovène, et les rivalités nationales divisent parfois ville et banlieue.

En Carinthie, par contre, il existe des mélanges, en sortes que certains districts, tels que Klagenfurt, Villach, Hermagor, Völkermacht sont réputés d'être mixtes ou bilingues.

Enfin, le cas de la Carniole est encore différent puisqu'elle renferme une grande proportion de Slovènes, 466 000 en 1880, pour 28 000 Allemands seulement. Aussi bien ces derniers adoptent-ils la langue ambiante: 4,62% ont ainsi changé de "nationalité" entre 1880 et 1890, malgré un effort de leur part pour préserver leurs îlots linguistiques. Effort très visible dans leur enclave la plus importante, le pays de Gottschee. Dans ce canton rude et désolé du Karst, situé au sud-est de Laibach (Ljubljana) vivent environ 15 000 Allemands répartis en 171 localités. Ils parlent un patois riche en contes et en poésie, mais que même les Allemands d'ailleurs ne comprennent pas. Ce sont les femmes qui perpétuent les traditions; les hommes émigrent, à Vienne ils sont un peu comme les Auvergnats à Paris; ils rentrent à la Saint-Jean pour rapporter le gain de l'année.

Ces gens ont un amour passionné pour leur terre ingrate, et tiennent à rester séparés des quelques 5000 Slovènes aventurés parmi eux et que ne retient guère cette contrée inhospitalière.

La conquête turque avec ses chevauchées dévastatrices avait renforcé chez les Slovènes le besoin de leur sécurité au détriment du sentiment d'indépendance. La renaissance de celui-ci s'est produit sous l'effet de la Réforme et de la Révolution française.

L'œuvre des chanoines Wiener et Truber, le "Luther des Slovènes et des croates", fut en effet relancée lorsque Bernadotte arriva en Carniole (1797), et la création des Provinces illyriennes comportait la reconnaissance officielle du slovène (1809). L'œuvre multiple de Valentin Vodnik est la première grande manifestation de l'éveil national; J.Kopitar, bibliothécaire à Vienne, réalise la première grammaire scientifique de son peuple, il est le créateur du slovène moderne; le Dr Bleiweis fonde à Laibach, en 1843, les Nouvelles d'économie morale et industrielle, qui stimule tous les aspects de la vie publique et intellectuelle.

Mais dès le début, il y avait opposition entre Vodnik et son entourage partisans du mouvement illynien lancé par le croate L.Gaj (16) et d'autres personnalités slovènes, dont Kopitar et le poète Pescheren, qui se montrent hostiles à l'idée sud-slave: ne voulant pas être confondus avec les Serbes et les Croates, ils rêvent d'une Slovénie indépendante.

Sans être des opposants farouches de la monarchie, les Slovènes combattent surtout sur le terrain scolaire. Ils veulent proscrire l'allemand pour le remplacer par leur langue, qualifiée par un ministre de Vienne en 1871, de "Kinderlallen", balbutiement d'enfant !

En 1882, la municipalité de Laibach impose l'emploi du Slovène dans les écoles communales et réduit l'allemand à la portion congrue. Cette mesure crée des tensions pour des années; en 1887, les Slovènes vont jusqu'à souiller la statue du poète autrichien Anastasius Grün (17).

La nomination d'un inspecteur slovène pour les écoles allemandes de Gottschee et les noms slaves accolés aux localités des îlots allemands amènent ces derniers à se plaindre et à parler d'un "terrorisme" slovène.

En Styrie et en Carinthie, la Diète connaît des séances orageuses. En 1895, une affaire mineure, la transformation du gymnase allemand de Cilli en gymnase slovène, devient une affaire d'Etat et donne lieu à des manifestations; à Graz, le baron Chlumetzky célèbre la nationalité allemande...

L'ethnie slovène se prolonge vers le littoral adriatique, et il en sera question dans le cadre des provinces de cette contrée.

Auparavant, pour terminer ce tour d'horizon des pays alpestres, il nous faut parcourir le Tyrol et le Vorarlberg, qui forment le flanc occidental de la monarchie.

Allemands et Italiens

Après avoir été profondément romanisées, les Alpes ont gardé, dans l'ensemble, le dispositif ethnique hérité des invasions des IIIe-VIe siècles: Romans au sud, Alamans et Bavarois au nord, Slovène au sud-est.


TRENTO
(Trente)

Ainsi, les Allemands du Tyrol se partagent entre Alamands-Souabes et Bavarois-Autrichiens: les premiers dominent dans le Vorarlberg et la partie occidentale du Tyrol, vers Landeck et les long de l'Inn jusqu'à peu de distance en amont d'Innsbruck; le Bavarois occupe la vallée moyenne et basse de l'Inn et toute la partie orientale des Alpes autrichiennes.

Côté sud, à partir de Botzen (Bolzano), cette zone linguistique dessine un triangle suivant la vallée de l'Adige. Les deux côtés de ce triangle, dont la pointe est tournée vers le Trentin, sont enserrés dans le domaine de langue italienne de l'évêché de Trente. Ce domaine se prolonge vers le nord-est par le petit peuple des Ladins (Romanches), une minorité de langue romane de 10 à 20 000 individus, qui se trouvent là isolés de leurs frères des Grisons, en Suisse (environ 40 000 en 1880), et du Frioul en Vénétie Julienne (près de 50 000). C'est au-delà de Pontebba, dans le coin dessiné par le cours supérieur de Gail et du Tagliamento, que se rencontrent les trois parlers, germanique, roman et slave.

A l'ouest, les frontières politiques du Tyrol et des Engadines suisses coïncident avec la frontière du romanche et de l'allemand, à l'endroit appelé "la Fin du Monde", près de Trafoi.

C'est en 1365 que le Tyrol fut annexé par les Habsbourg, qui acquièrent aussi à la même époque le Vorarlberg. Le Tyrol avait toujours pour eux une grande importance stratégique, puisque le col de Brenner, s'ouvrant de part et d'autre sur la vallée de l'Inn et de l'Adige, est un passage commode entre l'Allemagne centrale et l'Italie du nord. Guidé par cette considération, Napoléon incorpore la partie allemande du Tyrol au royaume de Bavière et la partie romane au royaume d'Italie.

Les paysans tyroliens, farouchement attachés au catholicisme, furent soulevés contre les Français par Andréas Hofer, et c'est à Innsbruck que se réfugia également l'empereur Ferdinand quand il fut chassé de Vienne en 1848. Ce "patriotisme dynastique" n'est guère partagé par les Italiens du Tyrol. L'assaut qu'ils livrent à cette région depuis des siècles a connu flux et reflux.


L'enrôlement des soldats de Hofer.


Prague.

Entre 1300 et 1500, le Tyrol voit l'arrivée de toutes sortes de gens: artisans de Gênes, banquiers florentins, ouvriers, professeurs, vignerons, prêtres et trafiquants, interprètes de la culture italienne.

Au XVIe siècle, lorsque l'Allemand devient la langue véhiculaire de la Réforme, l'italien reprend l'offensive pour une autre cause: il est l'arme de combat de l'Eglise catholique. Les archiducs et la noblesse du Tyrol se détournent de l'Allemagne et font preuve d'un grand engouement pour l'Italie: nombre de localités sont italianisées, l'Italien devient la langue de la Cour et de l'administration.

Mais en tant qu'instrument de la Contre-Réforme, l'italien pouvait jouer en faveur de l'allemand: ainsi le roman fut extirpé du Haut-Vintschgau, du Paznaun et du Vorarlberg méridional pour être remplacé par l'Allemand afin de rompre tout contact entre les habitants de ces vallées, avec les Engadins et les Grisons calvinistes, restés attachés à leur langue.

Enfin, un des épisodes des agissements de la Contre-Révolution fut l'acte de résistance des bourgeois d'Innsbruck, qui, en 1700, refusèrent d'instituer les "supplices à l'italienne".

A partir du milieu du XVIIIe siècle, c'est un autre genre d'italianisme qui prend son essor dans le Tyrol. La vie intellectuelle qui s'anime rattache profondément les Italiens de la région à la péninsule: une Académie est fondée en 1751 à Rovereto; poètes, journalistes, philosophes sont très actifs et nombre de savants originaires du Tyrol italien vont professer ou s'installer à Pise, à Padoue, à Milan ou à Florence.

Cet éclosion de l'esprit nourrit un patriotisme italien vigoureux, renforcé par la tentative de germanisation de Joseph II, puis surexcité lors de la domination française (1810-1813). La réunion du Trentin et de la Lombardie-Vénitie sous le sceptre des Habsbourg ne fait que démontrer aux yeux des Italiens du Tyrol qu'ils font partie de l'"Italia irredenta". Malgré ces concessions, le pouvoir impérial allant jusqu'à flatter le sentiment national italien, celui-ci s'affirme avec éclat en 1848. Les Italiens refusent de se rendre au Parlement de Francfort pour protester contre la convocation qui les a cités comme membres de l'Empire germanique.

Lors de l'assemblée provinciale de 1861, ils expriment le vœu d'une séparation politique et les Diètes restent très agitées malgré la reconnaissance et l'usage de leur langue. Devant le rejet de leur vœu, les députés italiens ne paraissent plus à la Diète depuis 1891. Ainsi est née "la question du Trentin".

La question ethnique n'en fut pas l'aspect le moins spectaculaire. D'âpres controverses érudites opposaient philologues, ethnographes, anthropologues austro-allemands et italiens pour démontrer l'ancienneté de leurs nations respectives sur les versants opposés des Alpes; les Italiens contestaient, bien sûr, l'extension et la densité de "l'élément teuton" sur le versant méridional. Sur leurs cartes, ils englobaient tout le territoire jusqu'au Brenner et donnaient des "déguisements italiens" aux noms germaniques: Bolzano pour Botzen, Bressanone pour Brixen, Milbacco pour Mülbach etc... le Brenner devenait Pirene et le château de Sprechenstein, Pietra Parlante... Dans tout cela, les petits groupes Ladins faisaient piètre figure, une

	Triestre	Goritz et Gradisca	Istrie	Les 3 provinces réunies
Italiens	100 000	76 000	118 000	294 000
Slovènes	26 000	137 000	44 000	207 000
Serbo-Croates			140 000	141 000

résurrection littéraire trop tardive ne les protégeant pas contre l'assimilation: "Ils ne sont intéressants qu'à titre de monuments historiques, dit Auerbach, la statistique les confond sans vergogne avec les Italiens".

Italiens, Slovènes, Serbo-Croates

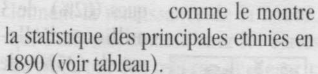

TRIEST


DUBROVNIK

SPLIT

On retrouve les Italiens tenant le haut du pavé lorsque l'on quitte les provinces alpestres des Habsbourg pour leurs possessions de la côte adriatique, divisées en quatre unités administratives, soit la Dalmatie et trois petites provinces (Trieste, Gorizia et Gradisca, Istrie) de ce qui s'appelle officiellement *le Littoral*.

Sans ce découpage opéré par l'Autriche, *dont les dessins sont uniformes, mais les procédés très complexes*, les Italiens auraient la prépondérance numérique, comme le montre la statistique des principales ethnies en 1890 (voir tableau).



Cela d'autant plus que les Slaves sont divisés ethniquement et que les Italiens détiennent l'influence morale et économique: au sein d'une seule diète, ils pouvaient lui donner une cohésion politique.

Lors de recensements, ils bénéficient de diverses circonstances; En Istrie, par exemple, plusieurs villages sont habités par des Roumains qui n'ont pas renié ni oublié leur langue, mais qui ont adopté le croate pour leurs rapports quotidiens: or, ils sont déclarés d'office Italiens. Dans d'autres communes on se déclare majoritairement Italiens, mais les enfants qui entrent à l'école ne comprennent pas un mot de cette langue, en sorte qu'il faut slaviser l'école. C'est que les minorités tendent à s'agréger à la masse linguistique la plus puissante; celle-ci attire davantage en raison de la pénétration mutuelle de l'italien et du serbo-croate, ce qui donne au plan linguistique des mélanges méconnaissables. La mer et l'activité pacifique favorisent les mixtures et les fusions tandis que les conflits forcent les minorités à se reconnaître, à s'identifier.

Selon un observateur, dans une même famille du comté de Goritz, deux frères élevés dans les mêmes conditions, l'un a des sentiments italiens, l'autre slaves.

Les groupes antagonistes se livrent ici aussi à la guerre des toponymies: les Slovènes changent Monfalcone en Trzic, Capodistria en Koper, Castelnuovo en Novigrad, Pola en Pulj...

Les Italiens transforment Javornik en Pomario, Rosenthal en Valdirose, Triglaw en Tricorno...

Dans les années 1880, l'italianisme devient plus arrogant avec les Slaves et plus dangereux pour l'Autriche: en 1882, la découverte d'un complot est suivie d'une exécution capitale; en 1890, c'est la dissolution d'une association scolaire "Pro patria", puis celle d'une "Ligue nationale" implantée à Trieste et à Trente. En 1894, les Italiens s'indignent de l'apposition d'écussons bilingues sur les édifices

Slovène de Carniole.



publics et se livrent à des manifestations tumultueuses à Pirano, Capo d'Istria et ailleurs.

La zizanie entre les Italiens et les Slaves n'est pas pour chagriner le pouvoir, même si à l'égard des Autrichiens eux-mêmes les Italiens ne manquent pas de condescendance. C'est que leur passé est prestigieux et ils sont bien installés à Trieste, dans le monde maritime et les affaires.

Leur "éminente dignité" cherche à s'imposer également en Dalmatie, province située au-delà du petit segment du littoral qui appartient à la Hongrie.

Dès 1848, les Serbes et les Croates ont protesté contre l'emploi du seul italien devant les tribunaux alors que la majorité des justiciables ne connaissait guère cette langue.

Le débat qui avait été la première affirmation des Slaves en Dalmatie fut repris lors d'une session mouvementée de la Diète en 1861, avec l'affirmation du serbo-croate comme langue officielle.

En 1880, 501 000 personnes se réclament de cette langue contre 16 000 Italiens, et les Slaves ne cessent de gagner du terrain.

Mais les Italiens ont le prestige: leur civilisation, la richesse culturelle des cités dalmates; malgré leur petit nombre ils envoient des penseurs et des savants dans la péninsule, entretenant la solidarité intellectuelle.

De leur côté, les Slaves de Dalmatie sont réputés d'être parmi les plus beaux hommes de l'Europe: osseux, maigres et de haute taille, ils seraient endurcis par les écarts extrêmes de leur climat; les Anciens leur attribuaient une longévité de 500 ans! Ces Slaves sont désignés officiellement sous le nom de Serbo-Croates: "Srpski" et "Horvacki" occupent du sud au nord leur province allongée. Au terme de débats compliqués, les slavisants de l'époque penchaient à confondre les deux peuples, au lieu d'y voir deux familles ethniques différentes, mais en distinguant deux groupes dialectaux (le "tchakave" et le "schtokave").

Comme nous l'avons déjà dit à propos des peuples de la Yougoslavie, c'est surtout la confession qui sépare les Serbes et les Croates, les uns appartenant à l'Eglise orthodoxe, les autres au catholicisme romain. Mais en Dalmatie, les Serbes sont séparés de leurs congénères par une large masse montagneuse, et leur groupe le plus important (les Bocchesi) sont rattachés à la métropole orthodoxe de Bukovine au lieu de la Serbie ecclésiastique.

Selon un journaliste de la *Revue des Deux Mondes*, ce qui fait l'originalité de la Dalmatie c'est son caractère hétérogène. "Le fourmillement de ces marchés dalmates, écrit-il, ferait la joie d'un peintre et le désespoir d'un ethnographe" (18).

Vue de plus haut, c'est une province de transition entre le monde latin et le monde slave. A travers les vicissitudes de son histoire elle reste marquée par l'ancienne hégémonie de Venise et la conquête ottomane dont les effets se font sentir pendant la domination autrichienne et avec la prise de conscience nationale des peuples concernés.

Le mouvement illyrien donne naissance aux premiers organes de revendication Serbo-Croates. Entre 1830 et 1840 sont fondés le "Magasin serbo-dalmate" et "l'Aurore Dalmate" à Zara, "Dubrovnik" à Raguse (dont il est le nom slave), puis en 1861, la "Matica dalmatinska" (Mère dalmate). En 1869, la province connaît une sanglante insurrection des Bocchesi contre le service militaire et un autre mouvement est déclenché en 1881-82, en coïncidence avec celui de l'Herzégovine. C'est que les Serbes se tournent de plus en plus vers leurs coreligionnaires tandis que les Dalmates proprement dits cherchent le soutien de la Grande Croatie.

On retrouve deux autres "nations historiques" avec leurs problèmes particuliers, chez les Slaves du Nord, qui peuplent, pour l'essentiel, les prolongements territoriaux de la monarchie vers le nord et le nord-est.

Allemands, Tchèques et Polonais



PRAHA
(Prague)



PLZEN
(Pilsen)



BRNO

Pour les trois provinces (Bohême, Moravie, Silésie) de l'ancien royaume de Bohême, les statistiques de 1880 font état de 5,1 millions de Tchèques (62%), de 3 millions d'Allemands (35%), de 160 000 Polonais (2%), et de quelques milliers d'autres nationalités. C'est à la fois pour repeupler le pays dévasté par la guerre de Trente Ans et pour renforcer l'élément germanique que les Habsbourg ont fait venir quantité de colons et seigneurs. On a distribué de grands domaines à des familles comme les Schwarzenberg, Mannsfeld, Aldringen, Œttingen... Le peuplement allemand déjà important au Moyen-Age sur les gisements miniers du massif de Bohême, s'élargit maintenant vers le bas pays et, la germanisation se poursuivant sous Marie-Thérèse et Joseph II, une Bohême allemande se met en place cernant la Bohême tchèque.

Carlsbad.

En même temps, les deux nationalités se séparent de la façon la plus tranchée: un relevé précis montre en 1883 que sur 100 agglomérations, 9 au plus sont bilingues, où d'ailleurs l'élément le plus faible a toujours tendance à se dissoudre dans le plus fort. En Bohême, la forme géographique du peuplement allemand est assez désavantageuse, car il s'étend sur une ligne longue et brisée qui traverse un relief tourmenté depuis l'extrémité nord-ouest de la Forêt de Bohême jusqu'aux Mont des Géants. Mais le manque de cohésion géographique est compensé par un vif sentiment national entretenu par le contact avec le monde germanique qui se masse derrière le pourtour montagneux de Bohême. Ce vivier alimente aussi l'immigration, aidant à maintenir l'équilibre avec les Slaves, car les femmes tchèques sont plus fécondes et la mortalité infantile plus faible chez les Slaves.

Plus mobiles, les Tchèques déploient en outre tout un effort pour investir les positions allemandes: choix de domiciles dans les communes mixtes, infiltration dans la région industrielle du nord exclusivement allemande jusqu'au milieu du XIXe siècle, mariages mixtes "car les femmes slaves exercent sur les Teutons une irrésistible attirance" et, dans la famille, la nationalité de la mère est prépondérante; s'y ajoutent l'apport des Juifs et l'action du prêtre, qui attire l'instituteur, provoque les mariages mixtes...

Le recul des Allemands est très net dans la capitale, dont ils ont été les maîtres jusqu'en 1848: en 1856, on y comptait 73000 Allemands et 60000 Tchèques; en 1861, la proportion se renverse et une majorité tchèque s'installe à l'Hôtel-de-Ville; en 1880, le nombre des Tchèques s'élève à 126000 et celui des Allemands descend à 32600. En 1913, Prague compte 220000 habitants. Avec l'essor de la ville surgissent de nouveaux quartiers et certains monuments exaltent le nationalisme tchèque, comme la statue de Saint-Venceslas, le Musée national, le Théâtre...

Le recul de l'élément germanique s'observe dans bien d'autres villes. A Pilsen, c'est le développement des mines de charbon qui a fait remplir les faubourgs d'ouvriers tchèques, en sorte que les Allemands perdent la municipalité en 1867; on leur refuse une nouvelle école bien qu'ils paient plus d'impôts que leurs adversaires, ils sont évincés de la Chambre de Commerce et les noms de rue sont apposés en tchèque. On imagine l'état des passions! Les Allemands se défendent à coup d'associations: Association nationale allemande pour la Bohême occidentale, sociétés musicales, ouvrières, théâtre...

L'affrontement est aussi vif en Moravie, où l'implantation germanique massive remonte au XIIIe, à l'action du grand défricheur, l'évêque d'Olmutz Bruno. Géographiquement, la Moravie est serrée entre les monts des Sudètes et les Carpathes Beskides, et s'ouvre largement sur le bassin de Vienne. C'est par là que passaient les flux migratoires. Znaim (Znojmo) fondée en 1226 est à la frontière linguistique, elle est peuplée au XIXe de Saxons bavarois, de Thuringiens.



Dans l'ensemble, les enclaves sont plus fragmentées, mais nombreuses et solides, elles sont comme des postes avancés des zones allemandes plus homogènes sises au nord et au sud et rejoignant la ceinture de la Bohême. Ces postes avancés les plus importants sont au sud Brünn (Brno), vieille cité marchande et artisanale, et Iglau (Jihlava), ville minière et drapante, où les Allemands ont gardé leurs vieux costumes bariolés: "la race est vigoureuse et fournit des nourrices aux grandes maisons de Vienne". Au nord, le peuplement s'appuie sur les villes d'une petite chaîne: Zwittau, Landskron, Märisch-Trüsban...

Si les statistiques confondent les idiomes bohêmien, morave et slovaque, ces ethnies slaves ont chacune conscience de leur individualité, et leurs domaines sont circonscrits par le relief et les cours d'eau. Entre les Slaves de Moravie et les Slovaques s'interposent ceux qu'on appelle les Valaques moraves, dont l'origine roumaine n'est pas admise de tous. Les Slovaques sont pauvres, travaillent un terroir ingrat et sont écartés des grandes voies de circulation. Peu nombreux (74000 en Moravie, 7500 en Basse-Autriche, en 1880), ils ont l'ambition de constituer une nationalité distincte en comptant sur les 2 millions de Slovaques de la Hongrie. Malgré les efforts de L.Stur, leur langue a du mal cependant à se démarquer du tchèque, devenu langue de la renaissance slave grâce au poète Kollar et à Safarik, auteur des *Antiquités slaves*.

Au nord de la Bohême-Moravie, la Silésie autrichienne équivaut à un département français moyen, avec 600 000 habitants (contre 4,4 millions pour la Silésie prussienne, créée par un "coup d'essai" du Grand Frédéric).

Malgré son exiguïté, ce pays a une importance singulière. Il s'introduit dans l'échancrure qui sépare le Massif bohêmien des Carpathes et contrôle l'accès aux vallées de l'Oder, de la Vistule et de la Morava. C'est un couloir qui relie la plaine européenne nord-orientale et le bassin de Vienne. Géologiquement, c'est l'endroit où le plissement des Carpathes bute contre le vieux massif de l'Europe Centrale. Depuis longue date, la lutte s'y est engagée entre 2 puis 3 nations, la Bohême et la Pologne puis l'Allemagne se disputant cette importante position géographique.

Les trois groupes - tchèques, polonais, allemands - comptent respectivement 130, 178 et 281 mille âmes en 1880.

Vieille région minière, les Monts des Sudètes fournissent à cette date du fer et une chaux renommée la "chaux de Silésie", très recherchée dans les grandes villes allemandes; filatures, tissages, draperie sont également importants. Les Allemands sont concentrés à l'ouest de l'Oder et de l'Oppa et sont maîtres de Troppau, la capitale; les Tchèques sont agglomérés surtout dans le sillon de l'Ostravitsa, de Friedeck à Oderberg, tandis que les Polonais occupent la partie orientale, à la rencontre de leurs frères de Galicie.

Quant aux Juifs, 54% d'entre eux se rangent du côté allemand, 46% avec les Tchèques et les Polonais.

En Bohême et en Moravie, ils se partagent presque à égalité entre Allemands et Slaves.

En général, les Juifs partagent la destinée du groupe qu'ils ont choisi; dans les localités mixtes, ils peuvent peser suivant leur intérêt dans le changement de la municipalité.

Nation historique par excellence, les Tchèques ont la mémoire d'un passé riche, que les historiens, avant tous, ont œuvré à mettre à jour. Le plus grand d'entre eux, François Palacky (1798-1876) a publié de 1848 à 1876 une *Histoire de Bohême et de Moravie* en 11 volumes: "Il a rendu aux Tchèques leur dignité, leur fierté, en leur rappelant non seulement le glorieux royaume de Saint-Venceslas, qui, théoriquement, n'a jamais cessé d'exister, mais aussi leurs ancêtres hussites, pionniers de la Réforme, qui furent admirés par toute l'Europe civilisée, même après avoir succombé à la puissance supérieure du Saint-Empire, fer de lance du catholicisme romain" (19).

En effet, après la guerre des Hussites, qui s'achève par l'écrasement des Taborites en 1434, la défaite de la Montagne Blanche en 1620 constitue le grand tournant dans l'histoire du royaume de Bohême. Elle inaugure "l'époque des Ténèbres": guerre, aggravation des charges féodales ("second servage"), jacqueries, Contre-Réforme et germanisation.

La catholisation allait de paire avec l'alourdissement de l'oppression seigneuriale, en sorte qu'il semble spécieux d'attribuer à la Contre-Réforme ce que le pouvoir autrichien a décidé sous l'effet de l'absolutisme éclairé pour soulager "l'effroyable exploitation des serfs tchèques par leurs seigneurs tchèques et allemands" (20).

L'opposition aux réformes de Joseph II autant que l'essor de la bourgeoisie tchèque au XIXe aiguillonnent la renaissance de la nation, qui s'affirme, comme chez les Slaves du Sud, par les œuvres de l'esprit: lettres, sciences et arts se mêlent à la culture européenne sans perdre leur originalité.

Curieusement, mais tout à fait dans l'esprit du "printemps des peuples", ce sont d'abord les poètes et écrivains allemands de Bohême qui célèbrent la patrie bohémienne et les hauts faits des héros slaves, gloires que les Allemands revendiquent aussi comme nationales (21). En avril 1848, c'est un comité allemand-tchèque qui se met à préparer les réformes, dont les principes ont été admis par Vienne.

La rupture se produit lors de la convocation du Parlement de Francfort, les peuples slaves ayant été conviés à se faire représenter dans "l'Assemblée de la nation allemande".

C'est alors que Palacky dénonce toute communion avec les Allemands et qu'un congrès slave est réuni à Prague. Son mot d'ordre, le fédéralisme autrichien, va avec une autorité centrale tchèque pour les pays de la couronne de St-Venceslas (Bohême, Moravie, Silésie) et une Diète commune à ces pays.

D'emblée, le projet fait donc abstraction de la présence d'une forte minorité allemande: la revendication au nom de la nationalité ne se réduit pas à des territoires purement tchèques mais porte sur l'ensemble des provinces historiques de la couronne de Bohême.

Nous retrouvons la même attitude en Galicie, de la part des Polonais à l'égard des Ukrainiens (et bien sûr en Transleithanie, de la part des Hongrois envers les diverses nationalités historiques ou non historiques).

Ruthènes et Polonais


LVOV

La Galicie est devenue Land autrichien après le premier partage de la Pologne en 1772. Avec 8 millions d'habitants en 1910, c'est la province la plus peuplée de la Cisleithanie. Les Polonais forment la majorité (58,4%) à côté d'une forte minorité d'Ukrainiens des Carpathes ou Ruthènes (40%) et 125 000 Allemands (325 000 en 1880).

La géographie souligne la séparation entre les deux ethnies dominantes. Si les Carpathes forment l'ossature commune, la Galicie se divise de part et d'autre du San entre la terrasse sous-carpathique dont les eaux s'écoulent vers l'ouest à la Vistule, et le plateau de Podolie à l'est, drainé par les affluents du Dniestr, du Sereth et du Pruth. Le paysage du premier se reconnaît de son terrain bosselé de moraines et raviné par les torrents tributaires de la Vistule; le second, "c'est la steppe, brillante de fleurs et houleuse de blé, à la belle saison, mais sans arbres, sauf quelques saulaies autour des masures".

Du point de vue culturel, les Polonais représentent le dernier prolongement du monde occidental, tandis que l'histoire des Ruthènes se rattache à l'orient russe.

La frontière linguistique suit le San: à l'est d'une ligne qui passe par la ville de Przemisl, les Ukrainiens représentent 72% de la population en

---

C'est précisément l'annexion de la Galicie qui a préparé pour les Juifs d'Europe centrale "l'âge d'or" du XIXe siècle.

Joseph II les autorise à circuler librement à l'intérieur de la Monarchie et, en 1824, ils obtiennent la complète égalité des droits. En 1910, ils représentent 4,5% de la population de la Cisleithanie, 3,9% de celle de l'Empire austro-hongrois.

Beaucoup font fortune dans la banque et l'industrie, en Hongrie, ils suppléent la bourgeoisie locale inexistante.

Les noms de Kafka et de Freud, l'un Pragois l'autre Viennois, illustrent la place éminente des Juifs dans la vie intellectuelle d'Europe centrale avant 1914.

Ces deux villes illustrent aussi l'intensité variable de l'antisémitisme qui sévit en Europe danubienne, comme en France, à partir de 1880: les Allemands d'Autriche sont plus virulents, les Tchèques plus libéraux.

Cette vague d'antisémitisme moderne qui aboutit au génocide organisé par les nazis en 1938-1945, fut préparée par l'antisémitisme religieux et populaire relancé avec vigueur par l'Eglise catholique à l'époque de la Contre-Réforme, dans l'atmosphère de la piété baroque.

Si le paysan a toujours éprouvé de la haine pour l'usurier juif, c'est avec la première grande convulsion du capitalisme libéral marquée par le krach boursier du 9 mai 1873 (82 faillites, ruine des petits épargnants, licenciements, réduction des salaires, plus de mille suicides...) que les victimes, artisans mais aussi nombre de prolétaires trouvent dans l'industriel ou le banquier juif un bouc émissaire.

Si François-Joseph reste favorable aux Juifs (il en a anoblie plus d'un...), des politiciens exploitent l'antisémitisme diffus. C'est le cas du Parti chrétien-social, né précisément après la crise de 1813 sous l'impulsion d'un avocat viennois, Karl Lueger, qui n'hésite pas à répéter aux victimes du capitalisme sauvage que leur misère est due aux Juifs. Sa démonstration est d'autant plus facile qu'une partie de la haute bourgeoisie de la Ringstrasse est israélite. Il attaque aussi les intellectuels libéraux, et l'un de ses amis déclare: "J'en ai assez des livres, vous ne trouvez dans les livres que ce qu'un Juif copie sur l'autre".

En 1892, un ouvrier étend l'influence du Parti chrétien-social sur la classe ouvrière puis, en 1895, Lueger gagne à sa cause le pape Léon XIII qui, préoccupé par les question sociales, vient de lancer en 1891 l'encyclique *De rerum novarum*.

D'après **J.Bérenger**, ouvr.cités.

1910. Avant que la Pologne ne disparaisse au XVIIIe, elle s'imprègne d'esprit catholique et monarchiste.

Dès l'époque des Jagallon (XIV-XVIe) les nobles ruthènes s'assimilent aux Polonais en adoptant le catholicisme, la langue et la culture polonaises cependant que l'ukrainien devient une langue de paysan.

Le paysan ruthène compte parmi les plus misérables et les plus arriérés d'Europe, malgré la richesse de la région. En 1648, l'hetman des Cosaques de l'Ukraine, Bogdan Chmelnizky, ancien élève des Jésuites en Galicie, soulève les paysans contre les seigneurs polonais et, en 1654, l'union des pays ruthènes est proclamée (Ukraine, Kiev, Podolie, Wolhynie) sous le sceptre du tsar, mais les Ruthènes de Galicie sont laissés à la Pologne. Beaucoup s'enfuient dans les montagnes aux confins de la Hongrie et la Valachie; ils forment ces "libres compagnons" qui se livrent au brigandage, à la faveur du désordre politique qui règne en Pologne aux XVIIe-XVIIIe siècles.

Après le partage de ce pays en 1772 et l'annexion par l'Autriche de la Galicie, les Ruthènes restent aussi misérables. En 1846, éclate une nouvelle jacquerie très violente: le peuple ruthène "après avoir servi d'enclume,se mettait à jouer comme marteau".

L'insurrection fut probablement manigancée par les fonctionnaires autrichiens, inquiets du patriotisme des Polonais. Le soulèvement de ces derniers en 1830 n'a guère touché la Galicie, mais la province a fourni des volontaires et accueilli des réfugiés. C'est en 1846 que la noblesse polonaise y prépare l'insurrection: au lieu de cela, ce sont les paysans ruthènes et polonais qui massacrent les seigneurs... En 1848, le gouvernement autrichien s'appuiera sur les masses paysannes pour adoucir leur sort.

Mais, l'âpreté des rapports sociaux n'a visiblement pas fait naître des coupures entre des ethnies. Dans la montagne en particulier, aux frontières de la Hongrie, Slovaques, Polonais et Ruthènes sont inextricablement mêlés. Sur le versant galicien des Carpathes, on rencontre des groupes mélangés, comme les Podhales descendants de colons allemands et polonais, de Slovaques et de bergers valaques. *Ils étaient brigands jadis, mais aiment mieux aujourd'hui détrousser l'étranger en qualité de guides; ils vivent de l'engrais des bestiaux et de la fabrication des fromages; plus agiles que robustes, ils sont peu amoureux des travaux pénibles*, écrit à leur sujet Auerbach (22).

Dans l'ensemble, le peuplement est très compact le long des vallées fluviales et plus dispersé sur le revers des Carpathes.

La natalité favorise les Polonais, qui se sont accrus de 15% entre 1880 et 1890 contre 11% pour les Ruthènes. En outre, les Allemands, chrétiens et juifs, adoptent davantage le polonais comme langue. Les villes sont des citadelles polonaises: Cracovie, bien sûr, mais même Lemberg (Lvov).

Pourtant, ce furent les Allemands qui avaient organisé les communautés urbaines et la vie commerciale, défriché le sol de la Galicie orientale. Joseph II voulait renouer avec la colonisation germanique en Pologne récemment acquise. Il fit venir sur les domaines de la couronne des cultivateurs libres originaires du Wurtemberg et du Palatinat afin de servir d'exemple et d'idéal aux seigneurs et paysans locaux. Comme en Hongrie et ailleurs, ses mesures lui aliénèrent tout le monde. En Pologne, les nouveaux venus, des réformés pour la plupart, furent considérés comme des hérétiques et des privilégiés, et leurs terres soigneusement entretenues donnaient des rendements qui stupéfiaient les Polonais et narguaient leur misère.

Au XIXe siècle, il existait encore 130 à 140 colonies agricoles, mais les Allemands citadins furent polonisés ou parlaient leur langue avec l'accent slave.

En dehors du rapport seigneur-paysan, le conflit national entre Ruthènes et Polonais apparaît comme une guerre confessionnelle entre catholics grecs et romains, car nationalité et confession se recouvrent ici presque tout à fait. Si le chiffre de la nationalité dépasse celui des confessions c'est qu'il englobe les Juifs, qui sont presque 800 000, près de 12 % de la population galicienne.

Leur cas, à propos de la Galicie, requiert un développement plus général (voir encadré). Ils sont considérés ici comme un groupe ethnique qui se distingue par son langage, ses mœurs, son costume. Ils attirent la curiosité des romanciers et des ethnographes. Les plus fortunés et les plus instruits adoptent en Galicie plus souvent la nationalité polonaise, au lieu de se rattacher à l'élément allemand comme dans les autres provinces.

Quant aux rapports des deux confessions dominantes, les catholiques romains progressent moins vite que leurs rivaux malgré la propagande de l'archevêque de Cracovie, les missions et l'éclosion des couvents de Jésuites, Résurrectionnistes, Ursulines etc., plus de cent en tout.

Dans l'Eglise ruthène, les fidèles sont pauvres et les prêtres, chargés de famille, encore plus misérables, et leurs chefs tièdes. Ainsi, le métropolite de Lemberg, le cardinal Sembratowitz a été l'objet, en été 1893, d'un chahut des ses ouailles qui l'accusaient de pactiser avec Rome.

Nous retrouvons une autre forme d'opposition religieuse en arrivant en Bucovine, située à l'extrémité orientale de la Cisleithanie.



Juifs de Galicie.

Ukrainiens, Roumains, Allemands

Appuyée sur un haut massif des Carpathes, la Bukovine forme un terrain original de rassemblement de peuples. A plusieurs reprises, cette région a été réunie à la Galicie.

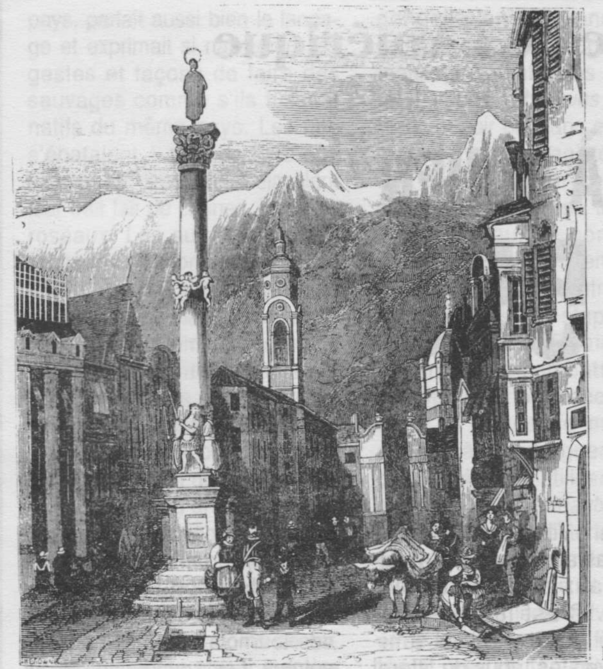
Il s'agit en fait d'un fragment de la Moldavie, englobée à l'origine dans les principautés russes, et envahie successivement par les Koumanes, les Petchénègues et les Mongols; elle fut disputée au cours des siècles par les Roumains, les Hongrois, les Polonais et les Turcs. Quand ces derniers sont expulsés, les Habsbourg se font adjuger un morceau de la Moldavie, qui devient la Bukovine en 1775. L'Autrichien voulait en effet assurer ses communications directes entre la Transylvanie et la nouvelle province polonaise, la Galicie; il tenait en même temps la Hongrie à revers et avait la maîtrise des voies d'accès vers les bouches du Danube et la Mer Noire.

En 1880, ce "rendez-vous des peuples" rassemble 570 000 habitants, dont 42% de Ruthènes, 38% de Roumains et 20% d'Allemands.

Les deux ethnies majoritaires sont pour la plupart des immigrés de fraîche date: Ruthènes de Galicie, Roumains de Hongrie et de Valachie fuyant leurs seigneurs et espérant une vie meilleure sous la tutelle de l'Autriche. Beaucoup sont déçus et repartent. Ce ne sont pas seulement les Allemands qui exploitent la rivalité entre Ruthènes et Roumains, mais également les seigneurs polonais, oppresseurs habituels du paysan ukrainien, qui dresse contre lui l'élément roumain. Les Allemands sont venus dès l'annexion de la Bukovine au XVIIIe siècle pour mettre en valeur le pays ruiné ou laissé en friche pendant l'occupation turque. C'étaient des Wurtembourgeois et des Rhénans; dans les années 1830, immigrent des colons allemands d'Autriche et de Bohême, puis des Saxons de Transylvanie et des Bavarois.

Grâce à leur activité (ouvriers des mines et des verreries, artisanats divers) ces immigrés forment des communautés prospères, et dans les campagnes et dans les villes. Plus de la moitié des 53 000 habitants de Tchernovitz sont Allemands, ils sont nombreux à Kimpolung et à Radautz; l'université de Tchernovitz fondée en 1875, est allemande. Les juifs renforcent aussi l'élément germanique car ils se considèrent ici comme allemands de nationalité.

Il y a surtout en faveur des Allemands leur natalité, comme le


Innsbrück.

révèle l'augmentation des protestants réformés entre 1880-1889, soit près de 20%. Durant cette période, les différentes confessions se répartissent ainsi: grecs orientaux, 69%; catholiques grecs, 30%; catholiques romains, 12%; juifs, 13% et protestants, 3%.

La Bukovine renferme en outre des petites communautés (Lippowaniens, Arméniens...) et aussi des Tsiganes.

Les Ruthènes de Bukovine n'appartiennent pas à l'Eglise catholique grecque (ou Eglise Uniate, qui depuis 1597 reconnaît l'autorité de Rome tout en pratiquant le rite grec) comme ceux de Galicie, et pratiquent la foi grecque orientale comme les Roumains. Or, cette communauté n'atténue pas leur antagonisme, les clergés ne fraternisent pas plus que les fidèles.

Les catholiques romains sont très actifs; avec l'appui des Polonais et de l'administration, des missionnaires, surtout les Jésuites, mènent une vive propagande à travers la Bukovine; des congrégations catholiques ouvrent des écoles, élèvent des couvents. Parmi les zélateurs se trouvent nombre de prêtres ruthènes uniates, en sorte que le catholicisme romain progresse plus vite que l'orthodoxie (décennie 1880-90).

Comme les élites ont été éliminées ou assimilées par la noblesse polonaise et hongroise, c'est le clergé orthodoxe qui a œuvré à maintenir la langue et les traditions. Pour la première fois, un Conseil supérieur ruthène fut fondé au printemps 1848. C'est moins le gouvernement de Vienne que la noblesse polonaise qui est visée par les protestations des Ruthènes. Pour constituer une province autonome, ils veulent se démarquer des Ukrainiens. Mais, comme partout dans la Monarchie, "l'autonomie provinciale" présente des signes de faillite à la fin du siècle, elle sous-entend en réalité "l'autonomie nationale".

Ce problème de la représentation politique des minorités sera évoqué dans le cadre d'un second article portant sur la Hongrie, dont le cas doit être étudié avant la formulation d'une vue d'ensemble sur le système dualiste au moment où la grande guerre éclate.

Julien PAPP

(à suivre)

Notes

(1) V. Gavroche N° 60, p.12-16.

(2) F.Fejtö, Requiem pour un Empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie, Lieu Commun 1988 p.63.

(3) V. Gavroche N° 51-52, p.17-28.

(4) J. Galàntai, Le crépuscule de la monarchie des Habsbourg. Dualisme austro-Hongrois 1867-1918, Ed Kossuth Budapest 1985, p.163-164.

(5) L.Kossuth (1802-1894), animateur de la guerre d'indépendance hongroise, émigre après la chute. Il vit en Turquie puis en Angleterre où il s'établit après une tournée en Amérique. Après 1861, il vit à Turin. Il reste très actif jusqu'en 1867. Malgré ses projets de confédération (1851, 1862), il semble qu'il n'a jamais condamné formellement ses erreurs de 1848 à l'égard des nationalités.

(6) "Tous les ans, la procession de la Fête-Dieu... était l'occasion de célébrer la solidarité de l'Eglise et de l'Etat. Après que Luther eut dénoncé cette Fête-Dieu, elle devint un foyer de la piété issue de la Contre-Réforme..."

Dans le domaine social, sociaux-démocrates et libres penseurs dénonçaient "la haute main que l'Eglise conservait sur le mariage et l'enseignement primaire".

Un Prussien converti au catholicisme, le Baron Karl von Vogelsang (1818-1890) a inspiré Karl Lueger, fondateur du Parti social-chrétien, et "plusieurs de ses collaborateurs... participèrent aux sept années de discussions qui précédèrent, le 15 mai 1891, la publication de l'encyclique *De rerum novarum* par le pape Léon XIII... En France, c'est du penseur autrichien que René de La Tour du Pin (1834-1924) s'inspira pour développer sa théorie corporatiste".

W.M.Johnston, L'esprit viennois. Une histoire intellectuelle et sociale 1848-1938. PUF 1985, p.61-64.

(7) P.Hanàk, Mille ans d'histoire hongroise, Budapest Corvina 1986, P.125.

(8) B.Michel, La chute de l'Empire austro-hongrois 1916-1918, Laffont 1991, p.36.

(9) E.Pamlényi, Histoire de la Hongrie des origines à nos jours, Budapest Corvina 1974, p.345.

(10) P.Hanàk, ouvr.cité P.124.

(11) J.Bérenger, Lexique historique de l'Europe danubienne XVIe-XXe s. A.Colin 1976, p.103-105 et 166-167. - L'Europe danubienne de 1848 à nos jours, PUF 1976, p.43-77.

R.Girault, Diplomatie européenne et impérialismes 1871-1914, Masson 1979, p.56-57.

(12) J.Vidalenc, L'Europe danubienne et balkanique, 1867-1970. Masson 1973, p.34-35.

(13) J.Galàntai, ouvr.cité, p.206.

(14) B.Auerbach, Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie, F.Alcan 1898 p.52-53. (Ouvrage fondamental sur le sujet).

(15) J.Bérenger, ouvr.cité, p.244.

(16) V.Gavroche N° 60, p.13-14.

(17) Anastasius Grün est le pseudonyme littéraire du Comte von Auersperg, initiateur de la poésie politique bourgeoise, libérale, anticléricale et très hostile à Metternich. En 1850 il a publié un recueil de poèmes slovènes. Il a joué un rôle politique au sein du Parti libéral autrichien.

(18) René Millet, 15 avril 1890. Cité par Auerbach p.224.

(19) F. Fejtö, ouvr.cité p.138.

(20) Id., Rappel de ce débat p.138-139.

(21) "Une espèce de bonne intelligence suisse connue sous le nom de bohémisme avait prévalu entre les deux groupes jusqu'en 1840 environ. Du côté allemand, des penseurs comme Bernard Bolzano, aussi bien que des poètes tels Karl Egon Ebert (1801-1882), Moritz Hartmann (1821-1872) et Alfred Meissner (1822-1885) œuvrèrent à la réconciliation - rêve anéanti par l'écrasement sanglant des rebelles tchèques à Prague entrepris en juin 1848 par Windischgrätz".

W.M.Johnston, ouvr.cité, p.314.

(22) B.Auerbach, ouvr.cité, p.174.

A propos de la conquête de l'Amérique

LES BRÉSILIENS À ROUEN EN ... 1550

En 1550, à peine un demi-siècle après la découverte du Brésil, une cinquantaine d'Indiens de la race des Tupinambas venaient simuler leurs combats et leurs danses solennelles sur les rives de la Seine à la grande joie de la population rouennaise. Cet événement ne peut surprendre que ceux qui ignorent que les relations des ports de Rouen, Dieppe et Honfleur étaient actives avec l'Amérique méridionale à cette époque.

La relation de cette fête fut imprimée à Rouen dès 1551, par ordre de l'échevinage, dans un opuscule intitulé *La déduction de la sumptueuse entrée,* elle précède de seize ans environ la fondation de la capitale du Brésil. C'est vraisemblablement le premier texte et la première iconographie parus en France sur ce pays.

Un commerce fructueux avec les indigènes du Brésil

Le bois du Brésil ou *Araboutan* fut longtemps le seul objet commercial qui appela les Normands dans l'Amérique du Sud. Moyennant quelques broutilles, les Indiens allaient débiter ce bois dans les forêts lointaines, qu'ils rapportaient toujours à dos d'hommes, au prix de fatigues facilement imaginables. Les négociants rouennais bâtirent d'immenses fortunes grâce à ce trafic. Les singes ou *sagouins,* les aras, les perroquets firent également l'objet d'un commerce avec les indiens Tupinambas qui avaient acquis l'art d'élever ces oiseaux en rendant leur plumage de couleurs éclatantes. Car toutes les "grandes dames" prétendaient parer leur volière de ces oiseaux au gai plumage que le luxe répandait jusque dans l'habitation de la simple bourgeoise. Les singes étaient destinés à égayer le chateau féodal du gentilhomme campagnard.

Nous savons avec certitude que les marins de Honfleur naviguaient dans les mers du Brésil dès 1508, et que les riches bourgeois de Rouen établissaient des rapports commerciaux avec le Brésil dans la première moitié de ce siècle. Ce commerce avec les Indiens se multiplièrent de telle sorte qu'elles créèrent dans nos *factoreries* (comptoirs de commerce à l'étranger), une classe d'hommes à part désignés sous le nom d'*interprètes normands.* Ces interprètes, à l'encontre des missionnaires, n'étaient pas en quête des croyances indiennes pour leur substituer le christianisme. Ils mettaient au contraire tout leur soin à s'initier aux coutumes des indigènes allant jusqu'à revêtir leurs ornements.

Dès 1555, les Rouennais contractèrent de nombreuses alliances avec les habitants de la côte, et après avoir contribué à l'établissement de Villegagnon sur une île dans la baie du Ganabara (le Rio de Janeiro), ils devinrent plus que jamais les alliés des *Tupinambas* et des *Tamoyos.* Ces relations inquiétaient les Portugais qui entreprirent une guerre sans merci à l'encontre des vaisseaux français. La colonie fondée par le protestant Villegagnon ne survécut pas aux rivalités d'ambition et aux disputes théologiques. C'est lui qui avait engagé des relations amicales avec les tribus du littoral (ennemies des envahisseurs portugais), permettant les mariages des Français avec les Indiennes et défendant, sous des peines sévères, tout commerce illicite. Mais, malgré les aides apportées sur sa demande par l'amiral de Coligny et Calvin, l'établissement de Villegagnon tomba, en 1567, aux mains des Portugais commandés par Salvador Correa. La navigation et le commerce normand fut dès lors réduit à presque rien.

La fête ou esbatement américain

Donc, des Indiens venus du Brésil mêlèrent leurs jeux à ceux des matelots de Rouen pour divertir *leurs parfaicts alliés.* Ces *sauvages* voisins de la *brute,* comme on disait alors, étaient certainement plus avancés dans l'échelle sociale que ne le supposaient ceux qui les accueillaient avec dédain et qui en faisaient leur jouet. Montaigne, qui avait recueilli les confidences d'un compagnon de Villegagnon, s'était épris du génie de ces peuples et en fit le modèle d'une société sage parce que leur vie était simple.

Ce fut dans cette simplicité toute primitive de costume que cinquante brésiliens, réunis à deux cent cinquante matelots normands, donnèrent à Henri II et Catherine de Médicis leur fête étrange, leur *scyaumachie sauvage* (1), comme disaient les érudits du temps. Le XVIe siècle était le siècle des carrousels, des tournois, mais surtout des entrées. Les souverains étaient reçus dans les villes avec un cérémonial inouï. A Rouen, la ville fit faire deux statues d'or qui devaient être offertes en présent au royal visiteur, et le corps municipal fit dresser force obélisques, force temples, force arcs de triomphe, *animez de beaux personnaiges.* Pour corser l'affaire, en dépit de la saison avancée (on était au mois d'octobre), on s'adressa aux matelots rouennais pour offrir les scènes pittoresques et étranges que l'on pouvait contempler sur les rivages des fleuves américains. La vie guerrière des Indiens, ses alternatives de joies ou de terreur, les incidents qu'amenait le trafic du bois du Brésil, les stratagèmes employés à la chasse, les danses qui succédaient au travail, tout devait être *naïvement dépinct au naturel,* et si bien au naturel que les marins de Rouen, Dieppe et du Havre, adoptèrent complètement le costume très primitif des Tabayares et des Tupinambas :

"Le long de la place se démenaient ça et là, jusqu'au nombre de trois cents hommes tout nus. Sans aucunement couvrir la partie que nature commande, ils étaient façonnés et équipés en la mode des sauvages de l'amérique, du nombre desquels il y en avait bien cinquante naturels sauvages fraîchement apportés du pays, ayant, pour décorer leur face, les yeux, lèvres et oreilles percées et entrelardées de pierres longues de l'étendue d'un doigt, polies et arrondies, de couleur d'émail blanc et vert émeraude. Le surplus de compagnie (les matelots), ayant fréquenté le

pays, parlait aussi bien le langage et exprimait si naïvement les gestes et façons de faire des sauvages comme s'ils fussent natifs du même pays. Les uns s'ébataient à tirer de l'arc aux oiseaux, si directement éjaculant leur trait fait de cannes, joncs ou roseaux. Les autres couraient après les guenons, vifs comme les Troglodytes après la sauvagine; aucuns se balançaient dans leurs lits, subtilement tressés de fils de coton, attachés chaque bout à l'estoc de quelque arbre, ou bien se reposaient à l'ombrage de quelque buisson. Les autres coupaient du bois qui, par quelques uns d'entre eux était porté à un fort construit pour l'effet sur la rivière : lequel bois ces sauvages troquaient et permutaient aux mariniers en haches, serpes et coins de fer, selon leur usage et leur manière de faire. Le troc et commerce ainsi faits, le bois était batelé par gondoles en un grand navire radiant sur ses ancres... Les matelots étaient vêtus de *sautembarques et bragues* de satin, blanc et noir ou blanc et vert qui montaient avec agilité le long des haubans. Sur ces entrefaites, voici venir une troupe de sauvages qui se nommaient *Tabaguerres*... Ils vinrent violemment assaillir une autre troupe de sauvages qui s'appelaient Toupinambaulx. Et ainsi joins ensemble se combattirent de telle fureur et puissance, à trait d'arc, à coups de masse et autres bâtons de guerre qu'ils ont l'habitude d'utiliser. Finalement les *Toupinambaulx* déconfirent et mirent en route les *Tabaguerres* et non contents, ils coururent mettre le feu et brûler la forteresse de leurs adversaires, et de fait ladite scène fut exécutée si près de la vérité qu'elle semblait être véritable et non simulée, pour la probation, de laquelle chose plusieurs personnes ayant fréquenté longuement le pays du Brésil et *Cannyballes*, attestèrent de bonne foi être le certain simulacre de la vérité."

Ces dames de la cour y montrèrent *face joyeuse et riante* et il est noté que la reine y prit *délectation aux iolys esbatements et schyomachie* (1) *des sauvages...*

Plus tard on reconnut que les visiteurs "étaient bien misérables de s'être laissé piper au désir de la nouveauté, et avoir quitté la douceur de leur ciel pour venir voir le nôtre".

Les indigènes de l'Amérique, à quelque région qu'ils appartinssent, aussi bien au Brésil, qu'au Pérou ou au Mexique, en étaient arrivés à un tel point de misère qu'on leur contestait la qualité d'hommes. Classés hardiment dans l'échelle sociale par les étrangers moralistes qui les dépouillaient de leur or avant de les anéantir, ils étaient considérés, près de quarante ans après leur découverte, comme étant un peu moins que les noirs et un peu plus que les orang-outangs. En 1536, sur l'intervention de deux moines, les frères Domingos de Minaya et Domingos de Betamos qui sollicitèrent le pape Paul III, l'Eglise rendit leurs droits *imprescriptibles* aux Américains. Mais lors du concile de Lima, en 1583, tout fut remis en cause par l'Eglise, car il s'agissait de savoir si les Indiens possédaient l'intelligence nécessaire pour participer aux sacrements ...

André DENIS

Notes
(1) Schyomachie: combat simulé (se battre contre son ombre).

Figure des Brisilians.



Explication de la planche (d'après le texte original) :

La planche naïve qui figure dans l'opuscule la déduction de la somptueuse entrée *représentée ici n'est pas sans vérité. Les instruments usuels y sont représentés. Le kiçaba ou hamac, appelé* innis *par les vieux voyageurs;* la tacape, *ou massue tranchante, qui, dans les sacrifices prenait le nom de* lyvera-pème; *le bouclier de cuir de tapir et enfin le grand arc brésilien, que les Tupis désignaient sous le nom d'*oropa *ou d'*uira para. *Les petits canots indiens que l'on appelle encore* ygarité, *fabriqués avec l'écorce de l'*yga ywero. *Les* Tupinambas *dressaient en campagne des cabanes appelées* tajouyapères, *qui ressemblaient à celle du premier plan de la gravure. Le feu a été mis aux habitations qu'on voit brûler au loin, au moyen de flèches incendiaires garnies de cire et de coton enflammé.*

EN BREF

L'enseignement privé en 1903

Le 29 avril 1903, les membres de la délégation cantonale de Saint Pourçain sur Sioule, dans le département de l'Allier, réunis sous la présidence de monsieur Verne, son maire, décident de visiter l'école des sœurs "dite l'Ecole des pauvres de l'Hôpital" dans le but de "connaître si ladite école est tenue dans les conditions normales exigées par les règlements de la loi du 30 octobre 1886". Voici en quels termes le rapport qui en résulta fut rédigé :

D'après un premier examen, il ressort que l'immeuble servant de salle de classe, se trouve contiguë à l'établissement de l'Hôpital et qu'une porte sert de communication entre cette salle et les divers locaux qui en dépendent.

La classe est faite par les religieuses, lesquelles se remplacent à tour de rôle. Or, ces religieuses vaquent tantôt dans les salles des malades, et tantôt dans les classes.

Il s'ensuit qu'un contact aussi rapproché avec des salles où il pourrait y avoir des maladies contagieuses, permet de penser qu'il y a là une infraction flagrante aux règles d'hygiène les plus élémentaires. Chez ces enfants pauvres, le terrain est tout préparé pour que les diverses maladies puissent produire leur effet de contamination.

. Des salles des malades, de la cuisine, il se dégage une odeur ainsi combinée, avec celle des produits phamaceutiques dont la salle est en face, tout cela se répand dans le couloir et de là dans la salle de classe.

Il y a donc une crainte bien légitime qu'il n'arrive une épidémie, et dont la propagation s'étendrait sur les divers points de la ville par l'intermédiaire de ces jeunes filles qui fréquentent l'école dite des pauvres.

La cour est petite et insalubre, exposée entre des murs très hauts, les rayons du soleil y pénètrent rarement, les enfants y sont exposés aux rhumes et autres affections de débilités pernicieuses à leur santé.

En outre, ces jeunes écolières sont astreintes sous la direction d'une religieuse, à aller suivre tous les exercices du culte catholique qui se font à l'église paroissiale. Loin d'apprendre de l'instruction et de se livrer aux méthodes de l'enseignement primaire qui leur serait plus tard d'une si grande utilité. Elles se laissent aller au découragement et contractent ainsi au seuil de leur vie des habitudes de pusillanimité qui leur feront jouer sur cette terre le rôle de parias.

Comme discipline, si c'est pour aller tendre la main à la charité publique, elles peuvent manquer l'école que cela ne fait rien, et beaucoup de personnes ont vu ces enfants, aller faire un certain nombre de kilomètres pour assister à une messe d'enterrement, ou autres services religieux, afin d'en rapporter quelque menue monnaie.

Il y a là une grave atteinte à la loi sur l'enseignement obligatoire.

Les délégués cantonaux, émus de cet état de choses, et considérant que l'Etat a le droit d'exiger de tous ses enfants, une instruction et une éducation en rapport avec ses aspirations et ses besoins.

Que la ville de Saint Pourçain a décidé pour tous ses élèves l'instruction et les fournitures scolaires absolument gratuites pour tous ceux qui fréquentent ses écoles.

Que des salles grandes et hygiéniques, des cours spacieuses, des méthodes d'enseignement ne laissant rien à désirer. Enfin, tout le confortable nécessaire à une bonne instruction et à une saine éducation. Telles sont les écoles laïques de Saint Pourçain qui peuvent contenir et recevoir de nombreuses élèves.

Emettons le vœu que: pour tous les motifs ci-dessus énoncés, l'Ecole de l'Hôpital dite des Pauvres soit supprimée dans le plus bref délai.

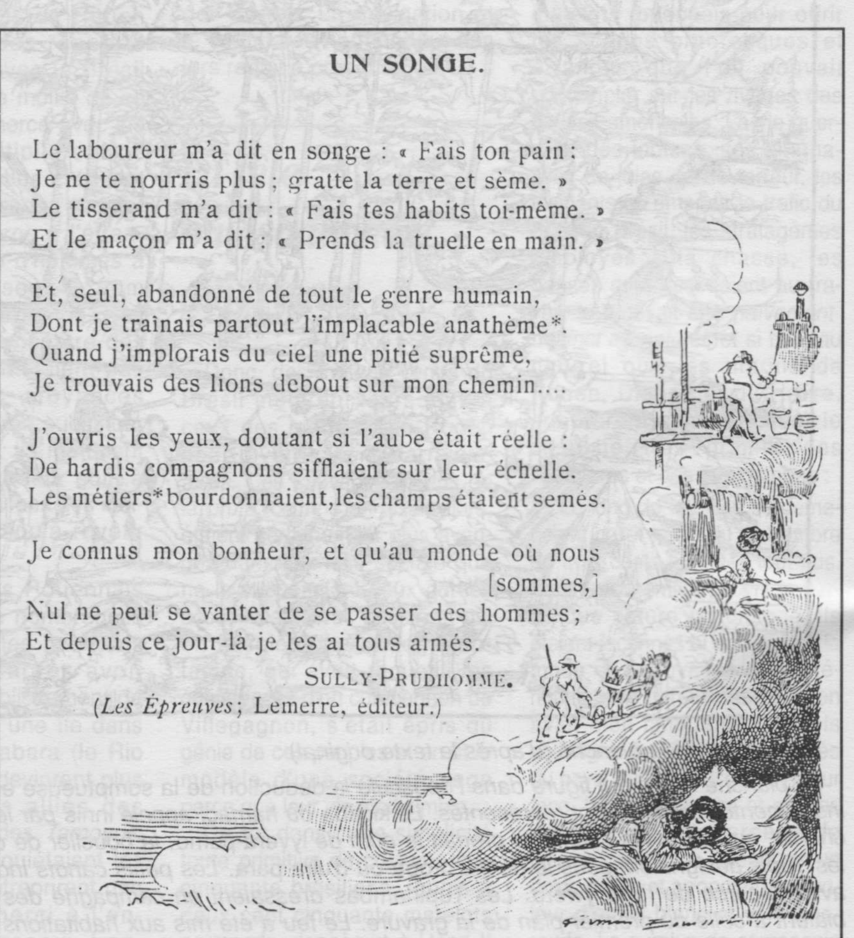
(Documents transmis par un lecteur)

Le groupe des Poètes et Chansonniers révolutionnaires

La fondation du groupe des *Poètes et Chansonniers révolutionnaires* qui s'appela tout d'abord, groupe des *Poètes et Chansonniers socialistes*, date du mois d'avril 1901.

Les premières réunions se tinrent dans une petite salle de la rue des Trois-Bornes, et ce ne fut que plusieurs mois après qu'elles furent transférées au siège actuel, Salle Jules, 6 boulevard Magenta, où elles obtinrent bientôt un très vif succès.

Nous citerons parmi les camarades qui vinrent à cette époque adhérer au groupe ou y interpréter leurs œuvres: Mme veuve Pottier, Chatelain, Albert Leduc, J.B.Clément, Elise Odin, Pierre Nitou, Corsin, E.Bellot, Achille Leroy, Sébastien Faure, Léon de Bercy, Anna de Bercy, Royaumont, Doublier, Georges Bernard Jollivet, Mouret,


UN SONGE.

Le laboureur m'a dit en songe : « Fais ton pain :
Je ne te nourris plus ; gratte la terre et sème. »
Le tisserand m'a dit : « Fais tes habits toi-même. »
Et le maçon m'a dit : « Prends la truelle en main. »

Et, seul, abandonné de tout le genre humain,
Dont je traînais partout l'implacable anathème*.
Quand j'implorais du ciel une pitié suprême,
Je trouvais des lions debout sur mon chemin....

J'ouvris les yeux, doutant si l'aube était réelle :
De hardis compagnons sifflaient sur leur échelle.
Les métiers* bourdonnaient, les champs étaient semés.

Je connus mon bonheur, et qu'au monde où nous [sommes,]
Nul ne peut se vanter de se passer des hommes ;
Et depuis ce jour-là je les ai tous aimés.

SULLY-PRUDHOMME.

(*Les Épreuves* ; Lemerre, éditeur.)

Luc, Ferdinand Massy, Paul Paillette, Ladignac, Régina, Félix Boisdin, Réval, Le père Lapurge, Nicolaï, Collin, Noël Reybar, Prudhomme, Pingault, Georges Bargas, etc. Encouragé par la presse avancée et par de nombreuses lettres de sympathie, dont quelques unes signées: Clovis Hugues, Ernest Vaughan, Astié de Valsayre, Xavier Privas, Cipriani, Marcel Legay, Léon Riotor, le groupe, avec un tel lot d'auteurs et d'artistes, nous en oublions mais qu'ils nous excusent, ne pouvait que prospérer. C'est alors que les associations ouvrières commencèrent à s'adresser à lui pour l'organisation de leurs fêtes et l'on ne vit bientôt plus dans nos milieux, de réjouissance quelconque sans le concours des chansonniers du groupe.

Quelques temps après, à la suite, chez les uns, de divergences de vues, chez les autres, dans un but de décentralisation artistique, un certain nombre de camarades se retirèrent et fondèrent un peu partout d'autres groupements qui, s'ils ne vécurent pas toujours longtemps n'en firent pas moins de louables efforts et d'excellente besogne.

Continuant sa propagande, le groupe lançait peu après un nouvel appel aux organisations ouvrières, et l'on peut aujourd'hui (1907) évaluer annuellement à 200 environ, dont un certain nombre en province, les fêtes dans lesquelles il est appelé à chaque instant.

Pendant l'hiver 1904-1905, les réunions hebdomadaires qui avaient été abandonnées furent reprises sous forme de Veillées mensuelles. A noter parmi les conférences qui y furent faites : celles du docteur Meslier, de Maria Verone, des citoyens Jean Kergal, Charbonnel, Dejeante, Laurent Tailhade, Cyvoct, et parmi les artistes et chansonniers qui prêtèrent leur concours : Xavier Privas, Marcel Legay, Edmont Teulet, E.Lemercier, Duranton, Francine Lorée, Gaston Couté, Jehan Rictus, Montéhus, Broka, Dominus, Blue Devils, etc.

En mars 1905, une publication trimestrielle était lancée; chaque numéro contenait douze chansons ou récits, dont six chansons avec musique; malheureusement, les ressources du groupe étaient modestes, il aurait fallut au moins 500 abonnés et comme il n'en fut recueilli que la moitié à peine, trois numéros seulement parurent.

Pendant ce temps, de nouveaux camarades avaient fait leur adhésion, entre autres : Paul Saphir, Lucien Roland, Paul Grados, Jeanne d'Helmay, Paul Cartel, Paulette Le Gal, L.A.Droccos, Mme Gaby,A.Fougeray, L.A.Paté, Castagné, René Mouton, Vevnat, Maria Vérone, Paulette Destaville, etc.

On voit par ce rapide exposé que si la Chanson Sociale a pris depuis quelques années une place aussi importante dans notre propagande, le groupe des *Poètes et Chansonniers Révolutionnaires* y a collaboré dans une large mesure.

Nous citerons pour terminer parmi les œuvres les plus applaudies des camarades dont nous avons parlé, œuvres dont quelques-unes sont déjà très connues : Noël Reybar: *A bas la guerre !* - Mouret: *N'y pensez-vous pas, Les Chiens couchants*; - Pierre Nitou: *La Syndicale;* - E.Corsin: *Mai*; - Paul Saphir: *La Butte fout le camp, Les casseroles*; - Maurice Doublier: *La Ronde des Cloches, La Chanson des Arpètes*; - Lucien Roland: *La Complainte du Prolétaire, Les Coquelicots*; - Chambiet: *Cadeau* ; A.Lamballe : *Les fous, La leçon du vieux*; L.A. Droccos: *La guerre, Dormez mon joli fieu*; - G.Bernard: *Hou, hou la calotte! La grève générale*; Paul Paillette: *Heureux temps*; - Emile Bans: *Ballades Rouges*. etc. Cocorico.

Extrait de "l'Almanach de la Chanson du Peuple pour 1907".

Poésie sociale

La poésie sociale ne date pas d'hier, en voici la preuve : Eustache Morel, dit Deschamps, auteur du œuvre poétique importante, écrivait en 1392 une ballade ayant pour refrain *Jà riches homs n'yra en paradis* :

Car riches veult les autres subvertir
Et tout avoir; prandre aux pauvres le leur,
Trop convoiter, faire chascun martir
Sanz regarder n'a pitié, n'a honeur
Sanz Dieu doubter, sanz raison, sanz couleur
Que riches ait qui le pauvre homme assault (*)
....
Ja riches homs n'yra en paradis.

(*) Sans raison, sans prétexte qu'ait le riche d'assaillir le pauvre.

Citations

Quand je songe à tous les maux que j'ai vus et que j'ai soufferts, provenant des haines nationales, je me dis que tout cela repose sur un grossier mensonge : l'amour de la patrie.

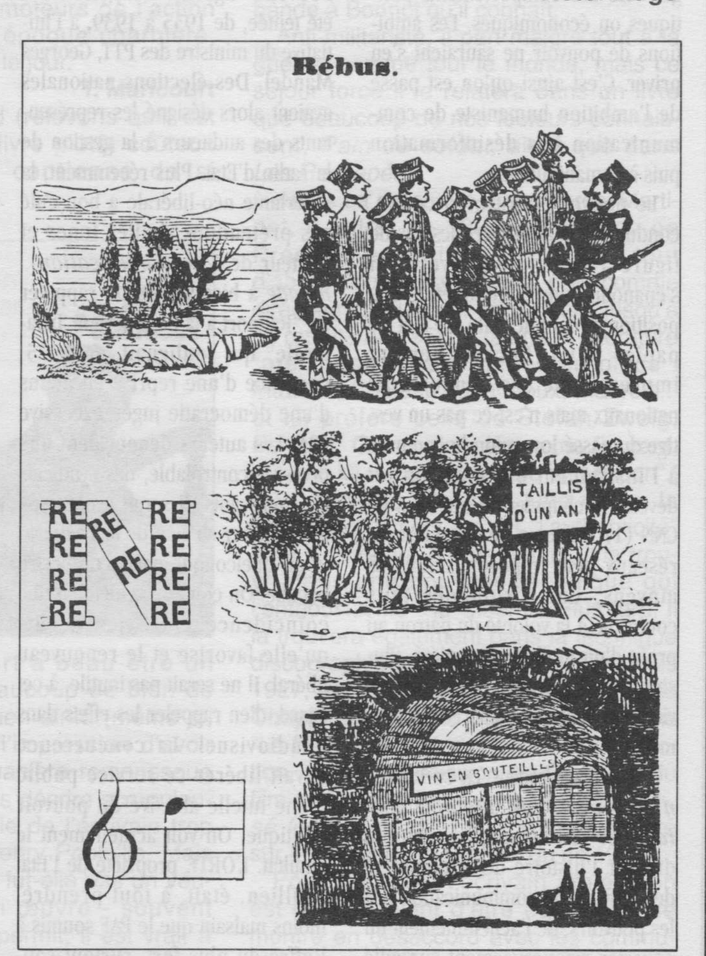
Tolstoï

Le métier militaire étant l'art d'avancer sur les cadavres, il faut bien faire des cadavres afin d'obtenir de l'avancement.

Henri Rochefort

Oui, une société qui admet la misère; oui, une humanité qui admet la guerre me semblent une société, une humanité inférieures; c'est vers la société d'en haut, vers l'humanité d'en haut que je tends, société sans rois, humanité sans frontières.

Victor Hugo



Réponse au rébus voir p. 44

A propos d'un livre

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION : DROIT OU PRIVILEGE ?

Dans *La République des camarades* (1914), Robert de Jouvenel décrivait un "quatrième pouvoir", celui de la Presse, "cheval de Troie" et groupe de pression de l'affairisme sur le politique. On trouverait, dans nos modernes "medias" bien des échos au propos de l'auteur: "Le directeur d'un journal est rarement un journaliste; ce n'est presque jamais un homme politique; c'est le plus souvent un entrepreneur de travaux publics; c'est toujours un industriel". Les moyens d'informer constituent un instrument irremplaçable d'action sur les consciences qu'on veut diriger vers des comportements politiques ou économiques. Les ambitions de pouvoir ne sauraient s'en priver. C'est ainsi qu'on est passé de l'ambition humaniste de communication à la désinformation puis à la manipulation.

Le pouvoir, c'est bien connu, conduit, dans la plupart des cas de figure à l'abus de pouvoir qui s'épanouit dans la conquête d'une position prépondérante. Le fief de papier d'un Robert Hersant impressionne ses concurrents nationaux mais n'est-ce pas un vestige du passé lorsqu'on le compare à l'instrument universel qu'est devenu le chapelet de satellites de CNN (1) ? Chacun de ces puissants réseaux peut imposer, selon ses moyens, une vision des faits conforme à la volonté du patron au profit d'un modèle de société. Plusieurs exemples de manipulation viennent de jeter le discrédit sur les medias.

Un ouvrage récent, *La communication-monde, histoire des idées et des stratégies* tente de dresser l'histoire de la conquête des moyens de communication par les pouvoirs: de l'acheminement du courrier rigoureusement surveillé par les monarchies au verrouillage par l'argent de nos modernes systèmes sophistiqués, le droit du citoyen à s'exprimer librement est limité.

L'auteur, Armand Mattelart, rappelle heureusement quelques expressions de l'utopie, ce nord magnétique des désirs de progrès. Proudhon, par exemple, initie l'idée de nationalisation, reprise plus tard par le Belge César de Paepe, l'Autrichien Otto Bauer et le Français Jean Jaurès. Cette doctrine introduisait la notion de gestion paritaire - Etat, travailleurs, usagers - des services publics afin de les soustraire à la volonté jacobine. La communication hertzienne était tout indiquée pour devenir ainsi la nouvelle "agora". L'expérience a été tentée, de 1935 à 1939, à l'initiative du ministre des PTT, Georges Mandel. Des élections nationales avaient alors désigné les représentants des auditeurs à la gestion de la radio d'Etat. Plus récemment, la déferlante néo-libérale a bousculé ces prétendues vieilles lunes et l'auteur de *La communication-monde* a bien raison de rappeler un "Rapport à la Commission Trilatérale" qui soulignait, en 1975, l'urgence d'une reprise en mains d'une démocratie jugée excessive (2). Les auteurs dénonçaient une presse incontrôlable, des syndicats trop puissants. Il serait aventureux de chercher au sein de la Trilatérale un quelconque chef d'orchestre occulte. On constate seulement une coïncidence entre les débats qu'elle favorise et le renouveau libéral. Il ne serait pas inutile, à cet égard, d'en rappeler les effets dans l'audiovisuel. La concurrence devait libérer ce service public d'une tutelle abusive du pouvoir politique. On voit actuellement le résultat. L'ORTF, propriété de l'Etat gaullien, était, à tout prendre, moins malsain que le PAF soumis à l'offre du plus fort, surtout soucieux de nous vendre un "modèle de société" qui annonce une *perte d'influence de la culture européenne en face des gigantesques moyens américains*... et nous interroge sur *la culture soumise à la loi du profit* (3). Déjà, en 1926, un philosophe espagnol, Ortega y Gasset, s'insurgeait dans "La rebelion de las masas"... *contre la culture exportée par une Amérique soumise aux seules lois de la production-distribution de masse et de la technologie*. Cette démarche avait alors ses théoriciens. A.Mattelart cite, après Stuart Ewen (4), Edward Bernays : "Si nous comprenons les mécanismes et les mobiles propres au fonctionnement de l'esprit de groupe, il devient possible de contrôler et d'embrigader les masses selon notre volonté et sans qu'elles en prennent conscience". On n'est plus éloigné des méthodes de la propagande politique que dénonçait dans "Le viol des foules" (1939) un socialiste européen anti-nazi, Serge Tchakhotine. Autant de leçons malgré tout retenues par les partisans engagés, un peu plus tard, dans des luttes anticoloniales et reprises par leurs adversaires, tacticiens du "lavage de cerveau" ou de l'"action psychologique". La "guerre froide" oppose, au nom de la liberté, de coûteux réseaux radiophoniques de propagande. L'armistice imposé, de fait, par l'effondrement du bloc communiste européen renforce l'hégémonie américaine dans le domaine des armes et de la communication. Une telle situation annonce de nouvelles soumissions.

La communication-monde est un ouvrage touffu dans lequel on peut trouver un grand nombre d'informations susceptibles de réveiller nos passivités acquises près du transistor ou devant l'écran de télévision. Il est toutefois prudent de se méfier des chronologies citées : l'auteur est fâché avec les dates. On regrette, par ailleurs, que le rôle de la publicité qui tend à s'universaliser ne soit pas exposé plus amplement. Elle est le véhicule du modèle de société entretenu par le libéralisme dont on ne dira jamais assez qu'il n'évoque la liberté que par un habile glissement sémantique. La séduction des messages publicitaires qui entretient le désir est un moyen de persuasion autrement redoutable que l'endoctrinement idéologique qui prétend s'adresser à la raison. La place que la publicité a conquise dans les medias dont elle assure la survie, non sans contre-partie, justifie qu'on en discute. Les mouvements écologiques sont curieusement indifférents à ces pollutions. Il n'est pas établi que le bonheur individuel soit mieux garanti dans les sociétés dont les medias "achetés" propagent un tel modèle mais il est certain que cette occupation de notre quotidien a réduit notre espace de liberté (5).

J.-J. Ledos

La communication-monde, histoire des idées et des stratégies, par Armand Mattelart, Editions "La découverte" Paris 1992, 150 F.

(1) "Cable News Network", chaîne américaine d'informations continues dont le président est Ted Turner.

(2) Huntington, Crozier, Watanugi:"The Crisis of the Democracy, Report on the Governability of the Democracies to the Trilateral Commission" New-York University Press 1975.

(3) Jean-Marie Rouart dans le supplément "Littéraire" du "Figaro" (6 avril 1992).

(4) S.Ewen : "Consciences sous influence" Aubier Paris 1983.

(5) Cf sur ce sujet : "Le bonheur conforme" par François Brune (Gallimard 1985) et du même : "L'annonce faite au Tiers-monde" dans "Le monde diplomatique" (mai 1988).



LE TEMPS DES LIVRES

LE THÉATRE DE CONTESTATION SOCIALE AUTOUR DE 1900

G.Darien, L.Descaves, R.Vergught, V.Starkoff, O.Mirbeau, J.Grave

Peu à la mode aujourd'hui (bien que dans les années 70, de façon éphémère, il soit redevenu quelque peu au goût du jour), le théâtre dit de contestation sociale a été fort prisé des militants révolutionnaires à la fin du 19ème et au début du 20ème siècle. Il possédait alors un rôle didactique et nombre de soirées politiques commençaient ou s'achevaient par une représentation. Ces saynètes, dûes à la plume d'auteurs illustres ou inconnus, permettaient de mettre à la portée de tous, par des exemples concrets, les discours souvent ardus des conférenciers.

On peut, bien sûr, se demander si un tel théâtre, de par ses ambitions premières, ne pèche pas par excès de bonnes intentions, lesquelles, on le sait, s'accordent assez mal avec les exigences de l'art. Pourtant les cinq pièces retenues dans *Le Théâtre de contestation sociale autour de 1900*, si elles tombent parfois dans le piège, ne sont pourtant pas entâchées de trop de simplifications ou de manichéisme.Il est vrai que leurs auteurs n'en étaient pas à leur coup d'essai.

Ainsi, Georges Darien et Lucien Descaves s'étaient associés pour écrire, à partir d'un chapitre de *Bas les cœurs!* (signé du seul Darien), une pièce qui suscita, lors de sa création l'émoi de nombreux Français "vertueux": *Les Chapons*. Le thème ? Après avoir affiché, comme il se devait, des sentiments hostiles à la Prusse en 1870, un couple de Versaillais s'accommode très bien de l'occupant lorsque celui-ci parvient aux portes de la capitale et, pour montrer son empressement, accueille à son domicile quelques soldats et licencie la bonne. Le frère de celle-ci avait été tué à la guerre peu de temps auparavant et elle risquait de chercher à se venger. Or, il s'agit de ne pas troubler la réconciliation opérée entre les ennemis d'hier, même et surtout si elle a lieu sur le dos des Communards. De l'art de la collaboration, bien avant 1940 !

Dans la pièce suivante, *Les Souliers*, Lucien Descaves s'associe avec René Vergught. Le résultat est moins enthousiasmant. Traitée sous forme de procès, la pièce s'avère sans grande originalité. Celle de Vera Starkoff, *L'Issue*, a également vieilli. Mais il est toutefois intéressant de trouver un texte de cette militante féministe d'origine russe, oubliée aujourd'hui.

Octave Mirbeau, en revanche, se montre à la hauteur avec *Scrupules*, une comédie mettant en scène un cambrioleur, son valet et le "cambriolé", tous gens d'une extrême courtoisie. Les répliques sont "bidonnantes", ce qui prouve heureusement que le "théâtre social" n'est pas forcément larmoyant.

Enfin, avec *Responsabilités !*, on trouve un Jean Grave fidèle à lui-même, c'est-à-dire à mille lieues de l'humour de Mirbeau. Le personnage de Jacques Durier ressemble à l'auteur, s'élevant contre l'illégalisme mais comprenant cependant les raisons qui poussent certains anarchistes à ne plus accepter d'attendre indéfiniment une hypothétique révolution sociale.

Il est agréable de retrouver ces pièces, représentatives d'un théâtre militant et libertaire, en dépit de leur qualité inégale. Les thèmes abordés (lutte des classes, bien sûr, mais encore anticléricalisme, justice, antimilitarisme, relations hommes-femmes, etc...) tracent le tableau d'une époque en proie aux faux pas du capitalisme et à l'émergence du socialisme. On ne peut que regretter qu'une véritable étude sur ce théâtre qui fut, au même titre que la chanson, l'un des moteurs de l'action militante de cette époque charnière, n'aie pas encore vu le jour.

T. Maricourt

Editions Publisud (relevons qu'il est dommage que ce livre plutôt coûteux pour son format contienne de si nombreuses fautes).

HENRY POULAILLE

par Thierry Maricourt



Thierry Maricourt a beau être un copain, je dirai beaucoup de bien de son livre. Car j'ai bien aimé (même si, sur la fin, il donne l'impression d'avoir hâte d'en finir) la manière romanesque qu'il utilise pour nous décrire scrupuleusement la biographie de l'écrivain trop peu connu qu'est Henry Poulaille. Mais après tout sa vie ne fut-elle pas un véritable roman ? Son œuvre - souvent autobiographique - permit, il est vrai, à Thierry Maricourt de sonder plus à fond le personnage.

Henry Poulaille est un autodidacte, prolétaire, intransigeant. Pour lui, l'*authenticité est la vertu essentielle.* Il n'en démordra jamais. Henri Barbusse disait déjà de lui, en 1927, dans la revue *Les Primaires* :"S'il est un écrivain qui a pris sa place à la seule force du poignet, par la seule qualité et l'énergie saine de son travail, s'il y a, dans ce sens, un "écrivain prolétarien", c'est bien ce manuel devenu intellectuel parce qu'il avait quelque chose à dire et était de force à le dire".

Orphelin à l'âge de 13 ans - il perd ses parents en 1910, à quelques mois d'intervalle -, il est condamné à vivre des fruits de son travail. La soif de savoir qui l'anime lui permet de se libérer des contraintes que sa condition d'employé en pharmacie fait peser sur lui. Il lit les grands auteurs classiques et un jour découvre les récits de Neel Doff : "Aucun auteur ne m'avait su toucher si directement..." écrit-il. Il est certain, maintenant, que la littérature doit servir à mettre en exergue les problèmes sociaux.

Sa rencontre avec le libraire de la rue Monsieur-le-Prince, Paul Delesalle, est importante car c'est dans sa boutique qu'il trouvera une abondante littérature sociale délaissée par les clients.

Il fréquente le milieu libertaire, côtoie Victor Kilbatchiche (le futur Victor Serge) et sa compagne Rirette Maîtrejean, Han Ryner, l'apôtre de la non-violence... Il est troublé par les "bandits tragiques" de la bande à Bonnot qu'il connaît.

Anti-militariste, il part malgré tout à la guerre, comme tout le monde, mais ce séjour forcé il le relatera dans un livre que beaucoup de nos lecteurs connaissent, *Pain de soldat*, ainsi que dans *Les Rescapés*.

Après sa rencontre avec Marcel Martinet, il entre, en 1923, au service de Presse des Editions Grasset, tout d'abord comme secrétaire, puis comme directeur, poste qu'il conservera jusqu'à sa retraite en 1956. Il rejette la littérature "précieuse" des hommes en place : Mauriac, Cocteau, Giraudoux, Maurois... et lui préfère celle de Stefan Zweig, Peisson, Giono, dont les noms figurent, grâce à lui, au catalogue de la "Maison".

Sans cesse, Poulaille lutte contre la "littérature alimentaire" et "l'authenticité" dont il se réfère constamment, il la trouve dans une nouvelle technique qui l'enthousiasme : le Cinéma. Plus tard, il la trouvera également dans la technique discographique. Il publie d'ailleurs, dès 1927, une étude minutieuse sur Charlie Chaplin et proteste publiquement dans "La Revue européenne" contre l'interdiction, par la commission de Censure, du film de Serguei M.Eisenstein, *Le cuirassé Potemkine*, film qui ne sera projeté sur les écrans, en France, qu'en 1953...

Pour Poulaille, l'écrivain prolétarien est ouvrier avant d'être écrivain. Il se montre en désaccord avec les communistes et avoue ses réserves envers une littérature qui, se référant au

marxisme, se voudrait populaire et révolutionnaire.

L'AER (Association des Ecrivains Révolutionnaires) animée par des communistes, entre en guerre contre les écrivains regroupés autour de Poulaille et de la revue mensuelle *Nouvel âge*, allant jusqu'à les accuser (en 1932) de tenir le rôle d'agence social-fasciste dans le journal *L'Humanité* et la revue *Les Cahiers du bolchevisme*.

Mais l'entêté Poulaille reste ferme, l'acquisition du savoir est un élément fondamental pour une évolution positive de la société. Une culture aux ordres d'un parti, quel qu'il soit, se retournera inévitablement contre les prolétaires...

En 1934, il décide, avec quelques amis, pour lutter contre la menace fasciste grandissante, de créer un lieu où pourraient se retrouver des ouvriers de toutes tendances politiques. C'est ainsi que le 16 mars 1935 s'ouvre le "Musée du soir", "cercle prolétarien" où lecteurs et écrivains peuvent se rencontrer amicalement. Le "Musée du soir" fermera ses portes en 1940.

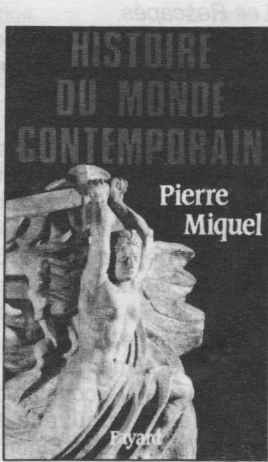
Henry Poulaille fonda et anima de nombreuses revues littéraires : *Nouvel âge* (1931), *Prolétariat* (1933-34), *A Contre courant* (1935-36) et *Maintenant* (1945-48); mais il restera également l'auteur de nombreux ouvrages sur le mouvement ouvrier dont certains sont encore malheureusement méconnus.

Pour tout savoir sur cet intéressant personnage, nous vous conseillons la lecture de l'ouvrage de Thierry Maricourt, que vous pouvez vous procurer dans notre librairie.

G.Pelletier

Editions Manya, 92300 Levallois-Perret.

HISTOIRE DU MONDE CONTEMPORAIN
par Pierre Miquel



Depuis quelques années, les structures politiques et économiques de l'Europe évoluent rapidement : certaines frontières craquent, l'Allemagne est en cours de réunification, les républiques baltes renaissent, l'ex-Urss et la Yougoslavie implosent... Partout, y compris à l'Ouest (Ecosse, Piémont, Irlande, Corse, Pays basque...) le régionalisme, voire le nationalisme, connaissent un puissant renouveau. Au delà de cette poussée de fièvre de la vieille Europe, nous assistons aussi à un net regain de tension dans le monde musulman, en Algérie comme en Irak. Bref le monde bouge. Et plus vite que prévu...

C'est pourquoi il est plus nécessaire que jamais de faire le point sur l'Histoire de ces cinquante dernières années. Pourtant les ouvrages qui rompent totalement avec la logique de l'ex "guerre froide" et qui intègrent les événements les plus récents (telle l'étrange et brève "guerre" du Golfe) sont encore trop rares. Le fort volume (650 pages) de Pierre Miquel tombe donc à point. Si l'auteur y travaille "à chaud", il fait néanmoins œuvre d'historien car il remet les événements actuels en perspective, en les intégrant dans l'histoire contemporaine. Pierre Miquel n'est pas neutre pour autant : il prend clairement position, par exemple sur le rôle des USA dans le "nouvel ordre mondial". On peut ne pas partager certaines de ses affirmations mais son ouvrage se lit avec intérêt. De bout en bout...

Gilles Ragache

Editions Fayard 650 pages, 160 F

FRÉQUENCE MONDE, DU POSTE COLONIAL À RFI
par Frédéric Brunnquell



On l'a écrit dans notre revue: la radio est un merveilleux instrument de convivialité que les pouvoirs, politique et affairiste, n'ont jamais cessé de récupérer à leur profit. Les marines, civile et militaire ont, les premières, suivi les progrès d'une technique de communication qui ne tenait plus à un fil: elle ouvrait l'espoir de transmettre les messages, immédiatement, au loin. Déjà, en 1911, alors que la T.S.F. n'était encore que la télégraphie sans fil, le ministre des colonies, Adolphe Messimy, en proposait l'usage pour la transmission rapide des informations et des ordres aux territoires éloignés. A partir des années 20, la T.S.F., devenue "téléphonie sans fil" commence sa carrière de "mass media". L'alternative "privé-public" délimite le champ de la concurrence. Non sans démagogie, l'initiative privée met en avant la nécessité de transmettre aux coloniaux un peu de convivialité patriotique sur des airs bien parisiens. Non sans austérité, le service public souhaite conserver à l'Etat le contrôle d'un instrument politique. Un de ses artisans propose alors cet exposé des motifs: *Ces programmes comporte(ro)nt essentiellement une partie d'information d'ordre économique et politique, rédigée de façon strictement objective, en utilisant les documents officiels et contrôlés à l'exclusion de tout autre... Un programme éducatif, à l'usage des indigènes, sera étudié et mis au point avec la collaboration des universitaires, des instituteurs ayant acquis outre-mer la connaissance particulière de nos sujets exotiques.* De rapport ministériel en atermoiement, le projet est rejoint par l'Exposition coloniale qui justifie en 1931 l'inauguration du "Poste colonial", confié au service de la radiodiffusion des P.T.T., avec des moyens réduits. Des postes, "nationaux" seront installés à Saïgon, à Tananarive ou en Afrique. Et puis, en 1934, Mandel vint. Le laxisme de ses successeurs du Front Populaire sera le meilleur éloge de son dynamisme. Il faut se faire une raison, les socialistes n'aiment pas l'audiovisuel public: notre actualité le confirme. Dans le même temps, l'URSS, la BBC, la Reichs Rundfunk développent leurs réseaux d'ondes courtes.

A la fin des années 30, la montée de la tension internationale invente la guerre psychologique et réoriente les antennes. Le "Poste Colonial" devient "Paris-Mondial" avec mission de contrer les propagandes fascistes. Dans les studios, on parle allemand, italien, espagnol (1). Jusqu'à l'armistice de juin 40, la guerre des ondes se déchaîne: de la Résistance à la fin de la guerre froide elle occupera sans pause le théâtre des opérations. Le régime de Vichy, qui a repris le label de "la voix de la France", trouve dans le réseau d'ondes courtes de l'Etat un moyen de combattre, dans les possessions de l'Empire français, la progression de la propagande gaulliste. C'est aussi grâce à l'émetteur de Brazzaville, dans un Congo rallié, que le général De Gaulle pourra maintenir un fragile contact avec la métropole lorsque Churchill lui retirera l'usage des antennes de la BBC, en novembre 1942 (2).

A la libération, il s'agit plus que jamais de démoraliser l'ennemi allemand auquel sera bientôt substitué l'adversaire communiste mais, tandis que les techniciens reconstruisent, les gouvernants se chamaillent. Sur les antennes, plus que jamais, la radio a une fonction politique qui ne laisse guère de place au non-engagement. Le "régime des partis" tant dénoncé par De Gaulle inaugure le système des "strates". Chaque ministère apporte ses hommes que le suivant neutralise en les envoyant au "placard".

A partir de 1954, la décolonisation engagée par Pierre Mendès-France et poursuivie par la Vème République redéfinit les missions de la Radio internationale française. La guerre des ondes oppose les deux grands. *La voix de l'Amérique*, *Radio Free Europe* et *Radio Liberty* ont installé en Allemagne des moyens lourds pour opposer les valeurs de l'occident à la propagande venue de l'Est. En France, la

coopération apparaît comme une évolution du colonialisme antérieur: une Loicadre, votée en 1957 à l'initiative de Gaston Defferre, donne une juste place à la radio extérieure, destinée à l'Union Française qui a été substituée à l'Empire français. Sous la Vème République, les soucis d'indépendance et d'identité nationales affirmés par le général De Gaulle donnent une nouvelle impulsion aux ondes courtes. Une direction des relations extérieures (D.R.E.) apparaît dans l'organigramme de l'O.R.T.F.. Lors de l'éclatement de l'Office, en 1975, le législateur oublie la radio internationale comme, d'ailleurs, il a, dans sa précipitation, négligé de prévoir la conservation des archives et la formation professionnelle. Il faut rappeler, qu'à l'époque, la volonté d'indépendance des journalistes encouragée par la libération du ministère Chaban-Delmas (1969-1972) agaçait l'aile de la droite extrême de la majorité post-gaullienne. Jacqueline Baudrier, premier Président-Directeur général de Radio-France crée R.F.I.: *Radio-France Internationale*, dès son entrée en fonction, en 1975. Cette société a acquis, depuis, une indépendance trop peu connue en France, parce que sa vocation ne justifie pas un réseau d'émetteurs confortables dans l'exagone. L'installation récente de R.F.I., à Paris, sur la fréquence de 89 MH ôte peut-être aux radiophiles le plaisir de chercher la station sur les ondes courtes. Elle offre, en revanche, à un nombre plus étendu d'auditeurs l'occasion d'écouter, 24 heures sur 24, un programme d'informations ouvert sur l'extérieur, étranger à la concurrence qui oppose les grands réseaux nationaux, moins sec que *France-Info* qui s'abandonne fâcheusement à la mode d'une radio-robinet sans contact humain: musique et information ininterrompues (3).

Un journaliste, Frédéric Brunnquell, vient de publier sous le titre *Fréquence monde, Du Poste colonial à RFI* une histoire de ces "Voix de la France" qui illustre, certes, l'intérêt opportuniste des pouvoirs à l'égard des medias mais aussi la conscience des journalistes dont la résistance fait gagner du terrain à la véritable information, reflet du monde actuel et non manipulatrice. La surprenante carence d'études historiques, en français, sur ce secteur essentiel de la communication désigne un gisement de recherches prometteur.

J.-J.Ledos

Hachette Pluriel, 89 francs.

(1) Voir *Gavroche* N°57/58.

(2) Voir "La radio de l'espérance" dans *Gavroche* N°60.

(3) *Antennes*, le journal de TDF donne, dans son N° 44 de février 1992, une liste des stations qui relaient RFI à l'étranger: Amsterdam, Berlin, Bucarest, Cotonou, Dakar, Haïti, Montréal, Moscou, New York, Ottawa, Québec, Tokyo. (TDF, 21-27 rue Barbès, 92542 Montrouge Cedex).

RETRO-SILLONS
par Paskal Martin



Il est heureusement encore temps de recueillir la mémoire des paysans qui n'ont pas succombé à la technicité et au rendement, facteurs de pollution. Paskal Martin n'est pas un écrivain, c'est un photographe qui a su rendre, aussi bien et souvent mieux que par le texte, la vie de deux frères bretons qui exploitent une petite ferme dans les collines du Menée, en Côte-d'Armor. Les anciens qui, comme moi, ont connu la campagne des années 40 retrouvent, au regard des images, les gestes simples de ces humbles fermiers. On lit sur leur visage, la joie de vivre, la cordialité et la fierté qui les animent. Leurs compagnons, trois chevaux, des chiens et des chats, des poules et des lapins, des chèvres et des vaches... tout ce petit monde vit en parfaite harmonie. Ces deux sexagénaires font tous les travaux "comme dans le temps" : On laboure, on herse, on sème, on récolte à la faux, on trait, on fabrique son beurre avec la baratte des grands parents, son cidre et les galettes de sarrasin grâce au blé noir qu'on a récolté, car on se nourrit pratiquement que des produits de la ferme. On prend soin de ses outils, de son habitation, mais surtout de l'environnement, car leur véritable domaine, c'est la nature qu'ils connaissent, qu'ils aiment et par conséquent qu'ils respectent.

Jacqueline Henry-Rebours a su accompagner ces images d'un texte sobre, souligné de commentaires des deux frères restitués dans leur savoureux langage. On croit rêver durant ce voyage de 126 pages, et, sans connaître ces fermiers d'un autre temps, on les aime déjà.

G.P.

Editions Rue des Scribes, BP 3722, 35037 Rennes Cedex. 195 F.

SAINT-NAZAIRE ET LA CONSTRUCTION NAVALE

Ville champignon de la révolution industrielle, Saint-Nazaire a longtemps vécu de la mono-industrialisation navale. Cinq cents navires y ont été construits, outre les célèbres *Normandie* et *France*. Elle a modelé le paysage, l'urbanisme et l'âme de la cité. A l'époque de profondes mutations, elle ne veut pas perdre la mémoire. C'est une des missions de l'Ecomusée, installé au cœur du port.

L'Ecomusée a conduit un colloque d'historiens, sociologues, architectes et de professionnels de la navale, ouvriers, ingénieurs, syndicalistes et directeurs. La synthèse est publiée dans un album largement illustré. Technologies navales, développement industriel et urbain, sociologie et histoire humaine s'y retrouvent.

B.S.

Se renseigner à l'Ecomusée, rue du bac de Mindin, 44600 Saint-Nazaire.

LES CROISADES VUES PAR LES ARABES
par Amin Mâlouf

Amin Mâlouf, journaliste libanais, francophone, vit à Paris. Il y porte les échos de l'Orient.

En partant pour les Croisades, les preux chevaliers avaient bonne conscience : ils portaient la croix cousue sur leur cotte et la divine parole à la bouche. On libérait le tombeau sacré du Christ, tombé entre les mains des Infidèles. En Son Nom, on a tué, pillé, violé...

Au fait : la Palestine était une aire de civilisation avancée, avec de très nombreux chrétiens et juifs qui jouissaient de paix et de considération ? Au fait, bien de l'or et des vanités ont été tirées de ces terres ? Au fait, il y avait les Arabes, musulmans ou non, qui avaient des yeux pour voir, des plumes pour écrire ? Que disaient-ils ? Pourquoi étaient-ils si faibles pendant des décennies ? Pourquoi l'ont-ils finalement emporté ? Quels mythes courent encore ?

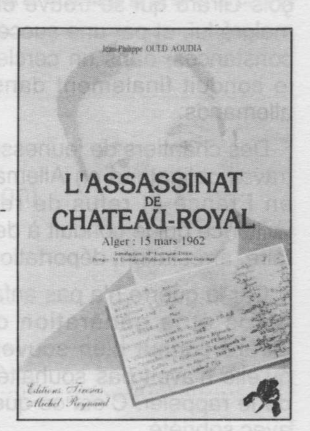
Ayant vu les deux continents, entendu les deux histoires, Amin Mâlouf nous fait un récit à peine romancé, d'une cruauté rare, d'une véracité profonde, dont l'écho est tout actuel. Passionnant comme un polar !

Moraliste de son temps aussi, il nous dit : Religion, que de crimes on commet en ton nom ! Histoire, que de leçons tu nous as données ! Et pourtant...

B.S.

J'ai lu, 310 pages 34 F.

L'ASSASSINAT DE CHATEAU-ROYAL
par J.-Philippe Ould Aoudia



Il y a trente ans, le 15 mars 1962, à Alger, six Inspecteurs de l'Education Nationale étaient lâchement assassinés

par un commando de l'OAS puissamment armé que dirigeait le lieutenant Degueldre. L'auteur de ce livre, qui relate cet attentat à travers une enquête fondée sur des témoignages et des documents pour certains inédits, n'est autre que le fils d'une des victimes, l'écrivain Mouloud Feraoun qui fut l'ami d'Albert Camus. Personne n'a été inculpé pour avoir tué Max Marchand, Salah Ould Aoudia, Robert Aimard, Marcel Basset et Ali Hammoutène. Il était bon de rappeler cet acte de barbarie qui était vraisemblablement prémédité. François Mauriac n'écrivait-t-il pas, dans un texte cité par l'auteur :"Cette boucherie répond à un calcul. Elle a été conçue par une réflexion lucide".

Rappelons que Serge Jouin avait fait paraître en 1986, à compte d'auteur, un ouvrage sur le sujet : *Le destin tragique de Maxime Marchand.*

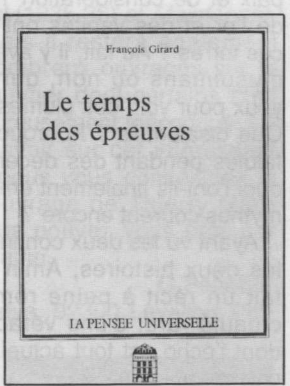
Ces deux ouvrages sont disponibles à notre librairie.

G.P.

Editions Tiresias, 198 pages, 110 F

LE TEMPS DES ÉPREUVES

Par François Girard



Quand on a vingt ans, il est normal qu'on soit plus attiré par l'amour que par la guerre. Seulement voilà, quand on a la malchance d'avoir 20 ans en 1941, il n'est pas facile d'aimer en toute quiétude ! C'est l'expérience vécue par François Girard qui se trouve entraîné, bien malgré lui, et par une succession de circonstances, dans un cercle infernal qui le conduit finalement dans les camps allemands.

Des chantiers de jeunesse au STO, le travail obligatoire en Allemagne. Retour en France et refus de retourner travailler ce qui le conduit à devenir réfractaire, arrestation, déportation, etc...

Car la guerre n'a pas enfanté que des héros et la génération de François Girard connut bien souvent un destin qu'elle n'avait pas souhaité. Il était bon de le rappeler. C'est ce que fait l'auteur avec sobriété.

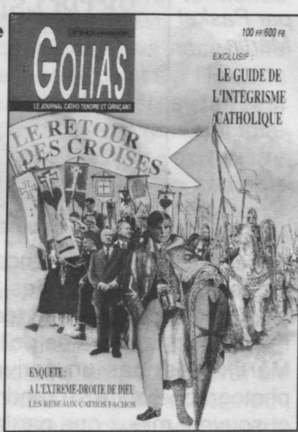
G.P.

La pensée universelle, 115 Boulevard Richard Lenoir, 75540 Paris cedex 11. 255 pages, 97 F

REVUES

GOLIAS Le retour des croisés

Le journal catho tendre et grinçant



Dénoncer l'intolérance et l'intégrisme; s'attaquer aux responsables et à une hiérarchie sûre de son pouvoir et qui n'aime pas le partager; se moquer des puissants ou ne pas les prendre au sérieux; oublier qu'il y a des vérités qui ne sont pas à dire, voilà qui est aussi dangereux que nécessaire. Ce choix est de tous les temps, mais il est trop rare. Au Moyen-Age (en sommes-nous sortis ?), il y avait des clercs et des laïcs de ce genre, on les appelait des *Goliards*; ils préféraient "le vent du large aux senteurs de sacristie, alors que, sortis tout droit des bonnes écoles", ils auraient dû rester sage. Leur évêque imaginaire, ce serait Golias, un personnage hors-série du XIIIe siècle, patron des saltimbanques.

Une équipe de Lyonnais se réclamant de cette famille a lancé cette revue avec courage et sans précautions excessives, mais fort à propos, en un temps où l'on reparle de nouvelle chrétienté, de retour religieux, du cinquième centenaire de l'Evangélisation de l'Amérique.

Que veut "Golias" ? Le respect des droits de l'homme et la liberté dans l'église, qu'elle oublie trop; une histoire du peuple chrétien à retrouver; un œcuménisme vrai; une nouvelle éthique du politique et un regard sur le monde "hors-hexagone"; le plus clair c'est le "Golias-reporter" sur les faits et gestes de la hiérarchie qui "vous entraîne gaillardement sur les chemins de la bonne humeur et de la polémique".

Une si vaste ambition n'est pas sans limites et la direction de la publication n'évite pas les faux-pas; elle ne paraît pas s'en inquiéter. La copieuse information recueillie s'ajoute au *"Trombinoscope pour épiscopes, les 109 évêques de France passés au crible"* publié en 1990, dont Golias dispose encore et qui fit grincer la hiérarchie, parfois avec de bonnes raisons, mais il n'y a plus d'inquisition et les lecteurs de *Gavroche* ne le regrettent pas.

J.Saussaye

Golias BP 4034, 69615 Villeurbanne Cedex. Le N° 27/28 "Le retour des croisés" 280 pages, 100 F.

PLEIN CHANT 49-50 Ivar Lo-Johansson



Ce numéro, consacré à Ivar Lo-Johansson, est un dossier sur l'écrivain suédois, rassemblé, traduit et présenté par Philippe Bouquet. Ivar Lo-Johansson, qui nous a quittés en 1990 à près de 90 ans, est le type même de l'écrivain prolétarien.

Selon Philippe Bouquet, *Il est maintenant le symbole vivant d'une littérature qui soit en même temps une façon de vivre, de se comporter vis-à-vis du monde extérieur -et peu d'hommes ont pu se hisser à un tel statut, et de façon aussi méritée. Avec ses semblables les écrivains prolétariens, il peut se vanter d'avoir été un "facteur" d'évolution et de progrès social. Cela n'a pas été le cas de Shakespeare, malgré son génie. Ce fut celui de Dante, de Gœthe et de notre Victor Hugo - mais uniquement parce qu'ils ont été mêlés à la politique de leur temps. Ivar, lui, y est parvenu "bien" qu'il se soit tenu à l'écart de la politique, ou peut être, plus exactement, "pour cette raison. (...) Etre un écrivain prolétarien, c'est avant tout être un homme. L'art devient alors un moyen au service de l'être humain et non pas un but en soi, mais cela ne le rend pas moins grand, on peut même probablement affirmer le contraire. L'art d'être un homme est bien délicat et beaucoup ne le maîtriseront jamais. Ivar, y est parvenu et c'est pourquoi il est capable de créer des œuvres d'art d'une façon toute naturelle, pour ainsi dire sans effort (ce qui ne signifie pas sans travailler), et de rester un être "ordinaire" qu'on peut saluer dans la rue et qui tire probablement de ce fait une grande partie de sa force et de sa puissance créatrice.*

Ce numéro comprend de nombreux textes de l'écrivain, notamment *L'école littéraire des ouvriers agricoles, Une nouvelle littérature prolétarienne* ou *Ecrire un roman* dans lequel il montre comment un de ses livre (*Le Génie*) put soulever autant de critiques et d'incompréhension.

Une revue dont la qualité de l'écriture égale celle de la présentation. A ne pas manquer.

G.P

Plein Chant, Bassac, 16120 Châteauneuf-sur-Charente. 225 pages, 90 F.

RÉPONSE AU RÉBUS DE LA PAGE 39 :
Il ne faut pas dire : Fontaine je ne boirai pas de ton eau.
(Ile - neuf au pas - dix re font N - jeune bois - ré - pas de tonneaux)

Librairie de GAVROCHE

Les commandes sont à adresser à
EDITIONS FLOREAL, BP 872, 27008 - EVREUX

Les Paysans : les républiques villageoises de l'An mil au 19e siècle
par H. Luxardo
256 pages, illustré — **30 F.**

La Guerre détraquée (1940)
par Gilles Ragache
256 pages, illustré — **40 F.**

Contrebandiers du sel
par Bernard Briais
La vie des faux-sauniers au temps de la gabelle
288 pages, illustré — **50 F.**

Les Grandes Pestes en France
par Monique Lucenet
288 pages, illustré **55 F.**

Le Coup d'Etat du 2 décembre 1851
par L. Willette (Editions Aubier)
256 pages, illustré — **30 F.**

DOSSIERS D'HISTOIRE POPULAIRE :

— Luttes ouvrières — 16e/20e siècle
— Les paysans : Vie et lutte du Moyen-Age au 1er Empire
— Courrières 1906 : crime ou catastrophe ?
— Les années munichoises (1938/1940)
Les 4 dossiers — **60 F**

C'est nous les canuts
par Fernand Rude
Sur l'insurrection lyonnaise de 1831
286 pages — **25 F.**

La Résistance dans l'Eure
par Julien Papp
448 pages, illustré **148 F.**

Mémoires de la seconde guerre mondiale dans l'Eure
par Julien Papp
427 pages, illustré — **198 F.**

La vie quotidienne des écrivains et des artistes sous l'occupation
par Gilles Ragache et Jean-Robert Ragache
347 pages, illustré — **118 F.**

Campagne et paysans des Ardennes 1830- 1914
par Jacques Lambert
22 x 18 cart. éditeur nombreuses illustrations. 583 pages — **225 F.**

Les Ardennais dans la tourmente
par G. Giuliano, J. Lambert et V. Rostowsky
552 pages, illustré — **175 F.**

Un maquis d'antifacistes allemands en France (1942-1944)
par E. et Y. Brès
350 pages, illustré — **140 F.**

Le retour des loups
par G. Ragache
270 pages **115 F.**

Florilège de la chanson révolutionnaire de 1789 au Front populaire Plus de 200 chansons sociales en fac-similé.
306 pages — **330 F.**

La Chanson de la Commune
par Robert Brécy
316 pages — **350 F.**

Grèves, manifestations ouvrières, 1er Mai, en France de 1900 à 1920
Par Jacques Bizet
Plus de 200 reproductions de cartes postales
134 pages — **150 F.**

Jean Jaurès et le Languedoc Viticole
Par Jean Sagnes
128 pages — **90 F.**

André Gill L'impertinent
par Jean Valmy-Baysse
260 pages — 195 F

Les Bibelforscher et le nazisme
par Sylvie Graffard et Léo Tristan
236 pages — 110 F

Un Juif sous Vichy
par Georges Wellers
320 pages — 130 F

Luttes ouvrières et dialecte
par René Merle — 60 F

Tolstoï, l'homme de vérité
par Ludovic Massé
95 pages — 70 F

Histoire de la littérature libertaire en France
par Thierry Maricourt
491 pages — 150 F

L'assassinat de Château-Royal
par Jean-Philippe Ould-Aouadia
198 pages — 110 F

Henri Poulaille
par Thierry Maricourt
275 pages — 129 F

Breyou et so disciplo
(Poèmes sur les canuts en patois avec traduction)
94 pages — 65 F

COLLECTION "LA PART DES HOMMES"

Lissagaray, le plume et l'épée
par René Bidouze
238 pages — **125 F**

Jules Guesde, l'apôtre et la loi
par Claude Willard
123 pages — **93 F**

Gracchus Babeuf avec les Egaux
par Jean-Marc Schiappa
265 pages — **125 F**

Moi, Clément Duval, bagnard et anarchiste
par Marianne Enckell
254 pages — **125 F**

Eugène Varlin, Chronique d'un espoir assassiné
par Michel Cordillot
268 pages — 125 F

POUR LA JEUNESSE :
Dans la collection "Mythes et Légendes"
225 x 285, illustré
62,50 F

— La Chevalerie
— L'Egypte
— Les Loups
— L'Amazonie
— Les Gaulois
— Les dragons
— La création du monde
— Les Incas
— La Grèce
— Les Vikings
— Les animaux fantastiques
— Les ours
— Vers l'Amérique

Dans la collection "Mes premières légendes"
200 x 200, 400 pages illustrées — **45 F**

— Les Baleines
— Les Géants
— Les Fées
— L'Hiver

Dans la collection "Histoires vraies"
Chaque volume — **30 F.**

— **Le Secret du grand-frère**, une histoire de canuts
— **Léa, le Galibot**, une histoire de mineurs
— **Le Ruban noir**, une histoire de tisserands
— **La Revanche du p'tit Louis**, une histoire de forgerons
— **Les cordées de Paris**, une histoire de ramoneurs
— **Les jumeaux de Carmaux**, une histoire de verriers
— **Frères du vent**, une histoire de mousses
— **Les Princes du rire**, une histoire de jongleurs
— **Quand la Charlotte s'en mêle**, une histoire de dentellières
— **Le sauvetage du proscrit**, une histoire de typographe
— **Le paquet volé**, une histoire de sauté-ruisseau
— **Les fendeurs de liberté**, une histoire d'ardoisiers.
— **L'audace de Nicolas**, une histoire de cheminots
— **Voyage au bout de la Loire**, une histoire de mariniers
— **Le cadeau d'Adrienne**, une histoire de porcelaines
— **Fleurs d'Ajonc**, une histoire de petite bonne



BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Gavroche à compter du numéro 65
Un an 5 numéros (dont 1 double) : 150 F — Etranger : 190 F (par avion)
Tarif spécial étudiant : 130 F sur justification.

Nom .... Prénom ....
Profession ....
Adresse ....
Code postal .... Ville ....

Adresser bulletin et titre de paiement à : Editions Floréal, BP 872 — 27008 Evreux Cedex
CCP 13 895.29 N PARIS

L'amateur de livres



L'AMATEUR DE LIVRES.

REGIONALISME

- **Agulhon (Maurice), Pénitents et Francs-Maçons de l'ancienne Provence.** Fayard 1968, 452p, notes sources et index .... 120 F
- **Almanach d'Abbeville.** *Contenant les adresses de la ville et des faubourgs.* Nous disposons des années 1875,1897 et 1900. Chaque .... 60 F
- **Almanach du bon agriculteur des Deux-Sèvres pour l'année 1845.** 48p (défraîchi) .... 30 F
- **Annuaire administratif et statistique de la Creuse pour 1864.** Dugenest Guéret, 220p .... 40 F
- **Antonetti (Pierre), Histoire de la Corse.** R.Laffont 1973, 489p, ill.h.t.et index ....60 F
- **Arches (Pierre), (I) La Garde Nationale d'Albi et l'échauffourée Montalbanaise du 10 mai 1790.** 1955 4p, **(II) La Grande Peur à Parisot.** 1956 7p **(III) La médicalisation des Deux-Sèvres au milieu du XIXe siècle.** Extr. Bull. Hist. des Deux-Sèvres 1979, 54p **(IV) Les Fédérations du Rouergue et du Bas-Quercy.** Extr. Ann.du Midi 1956 16p. L'ensemble ... 100 F
- **Armengaud (André), Les populations de l'Est-Aquitain au début de l'époque contemporaine.** Mouton & Co 1961. 589p tableaux et index.............. 80 F
- **Assignies (Baron d'), Mémoires d'un exilé 1789-1801.** *Originaire de Douai.* Tiré à 225 ex. en 1959, 62p ill. h.t. .... 100 F
- **Battard (M.), Beffrois, Halles, Hôtels de Ville dans le nord de la France et la Belgique.** Brunet Arras 1948, 195p ill.h.t. .... 180 F
- **Besson (André), Les maquis de Franche-Comté.** Ed.France-Empire 1978, 292p, ill.h.t.......................... 45 F
- **Bigard (Louis), Les seigneurs du Pecq et du Vésinet.** Bernard Versailles 1925, 156p ill.h.t. .... 140 F
- **Bird (Michael J.), Le bataillon des Glières.** Ed. France-Empire 1967, 253p, ill.h.t.............................. 50 F
- **Boimondau (Boitiers Montres Dauphiné).** *10 années d'expérience communautaire (1941-1951).* Domergue Romans 1951, 154p ill. .... 60 F
- **Bois (Paul), Paysans de l'Ouest.** *Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe.* Mouton & Co 1960, 716p sources biblio et index .... 100 F
- **Bordes (Maurice), (I) La presse gersoise et le ralliement,** 1958 18p **(II) Un préfet de combat sous la IIIe Rép. Léonce Boudet,** 1959, 12p **(III) La ville de Lectoure et l'Assemblée provinciale d'Auch.** 1972, 27p. L'ensemble .... 80 F
- **Bourrachot (L.), Les anciennes papeteries de l'Agenais.** Extrait de *Papier Geschichte Mainz 1960-61.* Trois plaquettes 36p .... 60 F
- **Bouton (André), Les luttes ardentes des Francs-Maçons manceaux pour l'établissement de la République (1815-1914).** Impr. Monnoyer Le Mans 1966. Rel.pl.toile éd. 395p Ill.ds et h.texte, index.... 180 F
- **Bruneau, Peygnaud et Naudin, Aspects de la Révolution de 1848 dans l'Indre.** Badel Châteauroux, 1948, 52p ill.h.t.. 70 F
- **Bulletin de la Sté Belfortaine d'Emulation.** N°24 de 1905, 232p.. 100 F
- **D°**, N° 25 de 1906.. 100 F
- **D°**, N° 57 de 1950-1951 .... 100 F
- **Bulletin de la Sté des Antiquaires et des musées de Poitiers.** 4e Trim. 1955, 2e et 3e Trim. 1956. Les 3 fascicules.. 100 F
- **Caillaud (Paul), Nantes sous les bombardements 1941-1945.** Nantes par le livre 1978, 166p ill.h.t.... 60 F
- **Carlier (Emile), La bataille de Denain.** Valenciennes 1912, 16p.. 30 F
- **Carron (M.-A.), La production de la soie brute en France.** Audin Lyon 1946, 108p carte et pl. .... 150 F
- **Cathala (E.), Petite histoire de l'Auvergne.** *Cours d'ens. prim.* F.Juven s.d. (1909 ?), 64p .... 50 F
- **Chaunu (Pierre), En marge du Beauvaisis exemplaire.** Extrait Annales de Ndie 1960, 26p .... 30 F
- **Choury (Maurice), La résistance en Corse.** Ed. Sociales 1958, 223p, ill.h.t. et plan dépl...................... 50 F
- **(Collectif), Artisans et ouvriers d'Alsace.** Publication de la Sté savante d'Alsace (T.IX). Istra Strasbourg 1965, 496p dessins h.t. de C.Claus .... 120 F
- **(Collectif), Maquis de Corrèze.** Ed. Sociales 1971, 624p.. 40 F
- **Conilleau (Roland) Artistes et écrivains à Plombières-les-Bains.** Renauld Plombières 1978............ 30 F
- **Cookridge (E.-H.), Missions spéciales.** *L'épopée du Vercors, la libération de Bordeaux.* Fayard 1967, 241p.. 40 F
- **Coolen (Georges), (I) Helfaut,** *Essai sur l'administration d'une paroisse sous l'Ancien régime.* **(II) La Révolution dans le Brédenarde. (III) L'Angleterre, le comte d'Artois et l'expédition de l'île d'Yeu.** Tirés à part de la Sté des Antiquaires de la Morinie 1974-75 (191p+32p+80p) l'ensemble................................ 120 F
- **Cormand (Reine), La vie d'une famille face à la Gestapo.** *Clermont-Ferrand Nov.43 à Juin 45.* Amoudruz-Thonon, Montreux 1972. 321p .... 60 F
- **Cosem (Michel), Le livre d'or de l'Occitanie.** Seghers 1977, 272p.. 50 F
- **Creuse (La),** N° spécial de L'Orientation économique et financière illustrée 1932, 52p nb ill...................... 40 F
- **Christophari (Théophile), La Corse de mon enfance.** France-Empire 1981, 204p ill........................ 35 F
- **Dacier (Jean), Ceux du maquis.** *L'épopée d'une compagnie d'FFI du Vercors.* Arthaud 1945, 202p ... 40 F
- **Danchin (Albert), Une saison théâtrale à Lille 1843-1844.** Dubar Lille 1926, 94p ill.................... 100 F
- **Darré (René), Géants d'hier et d'aujourd'hui.** *Essais historiques sur l'apparition des géants dans les cortèges.* Imp. Nelle Sté du Pas-de-Calais 1945 (?), 87p ill. h.t.. 150 F
- **Depoin (J.), La chaussée dite de Jules César et sa véritable origine.** Plaquette de 24p. Cerf Versailles 1909.. 60 F
- **Désiré-Vuillemin (Geneviève), (I) Une grève révolutionnaire: Les porcelainiers de Limoges en avril 1905. (II) Les grèves dans la région de Limoges de 1905 à 1914.** Deux plaquettes extraites des Annales du Midi 1971 et 1973 (62p +34p). L'ensemble .... 100 F
- **Dreyfus (Paul), Histoire de la résistance en Vercors.** Arthaud 1975, 290p ill.h.t.......................... 40 F
- **Drouot & Calmette, Histoire de Bourgogne.** Boivin Paris 1928, 399p ill.h.t. .... 100 F
- **Dufor (Henri), A la découverte du pays gersois et de l'Armagnac.** *Seize circuits.* Privat 1980............. 25 F
- **Dugrand (Raymon), Villes et campagnes en Bas-Languedoc.** PUF 1963, 638p ill, tableaux, sources et biblio...90 F
- **Duhart (J. et J.), La Révolution de 1848 à Givors.** Ed. Soc. 1973, 157p ill. .... 40 F
- **Dumas (G.), (I) La situation politique, économique et sociale de l'Aisne (1814-1820), (II) Le département de l'Aisne de 1824 à 1828.** Extraits des Mém.de la Féd.des Stés Sav.de l'Aisne 1961-1966 (15p+22p). L'ensemble ....50 F
- **Dupont-Ferrier (Gustave), Du collège de Clermont au Lycée Louis-le-Grand (1563-1920).** *La vie quotidienne d'un collège parisien pendant plus de 350 ans.* De Boccard Paris 1921. Deux volumes (515p+556p), ill.et plans hors-texte .... 300 F
- **Durandet (Christian), Les maquis de Provence.** Ed. France-Empire 1974 311p ill.h.t.......................... 45 F
- **Durandet (Christian), Les maquis des Ardennes.** Ed. France-Empire 1975 260p ill.h.t............................45 F
- **Dussieux (L.), Le siège de Belfort.** L.Cerf 1882, 150p ill.(défraîchi) .... 60 F
- **Evrard (F.), Les travaux du canal de l'Eure sous Louis XIV.** Bernard Versailles 1933. 56p................ 40 F
- **(Exposition) La mine dans le paysage stéphanois.** Maison de la culture de St-Etienne 1979, 63p+117 planches phot... 60 F
- **Fabre (Eug.) En Dauphiné.** *Notes de voyage.* Douai 1888, 64p.. 50 F
- **Fage (René), Un demi-siècle de théâtre à Tulle (1800-1850).** Roche Brive 1907, 84p ill.h.texte ..... 80 F
- **Filliol (Jean), Histoire des formes du relief de la montagne limousine et de ses bordures.** Tiré à 120 ex. réservé aux professeurs. Aubière 1976, 58p plans .... 40 F

✂ -

LIBRAIRIE FLOREAL

41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 32.33.22.33

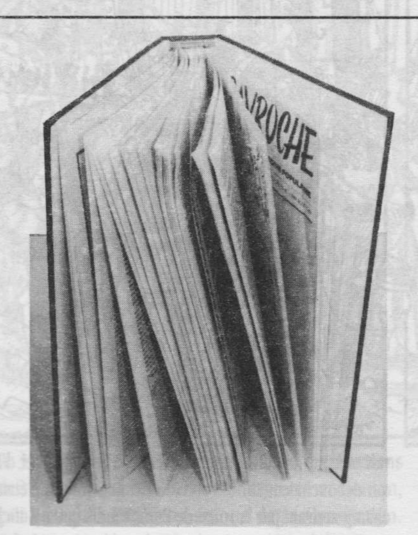
Nom : .... Adresse : ....

Je vous commande les livres suivants : ....

Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	15,00
	Total	

Bon de commande et chèque à adresser à **Librairie Floréal**

- **Fléchier, Mémoires de Fléchier sur les grands jours d'Auvergne en 1665.** Jonquières 1930, 304p ill.(Rel. défraîchie) etat .... 40 F
- **Fohlen (Claude), Une affaire de famille au XIXe siècle: Méquillet-Noblot.** *Histoire de la manufacture d'Héricourt.* A.Colin 1955, 142p .... 100 F
- **Fourcade (Jean), Trois cents ans d'histoire au Pays Basque.** Bouvier Toulouse 1967, 291p .... 70 F
- **Gebhart (Monique) et Marcadier (Claude), L'octroi de Toulouse à la veille de la Révolution.** Cion Hist. Econ. et Soc. de la Révolution B.N. 1967, 164p .... 60 F
- **Granet (Marie), Cohors-Asturies.** *Histoire d'un réseau de Résistance.* Cahiers de Résistance Bordeaux 1974, 117p, ill,index .... 60 F
- **Guéguen-Dreyfus & Lehoux, Résistance Indre et vallée du Cher.** *Tomme 2 seul: des combats de juin 44 à la Libération.* Ed. Sociale 1972, 359p, ill.h.t. .... 40 F
- **Guillaumin (Emile), La vie d'un simple.** *Bourbonnais.* Stock 1944, éd.or. dessins de Ch. Bouleau ...... 60 F
- **Guingouin (Georges), Quatre ans de lutte sur le sol limousin.** Hachette 1974 287p ill.h.t. .... 50 F
- **Hérissay (J.), Les massacres de Meaux.** Lib.Ac.Perrin 1935, 182p .... 70 F
- **Jeury (Claudia et Joseph), Le crêt de Fonbelle.** *Les gens du mont Pilat.* Mémoire vive Seghers 1981, 255p ... 35 F
- **Judt (Tony), Socialism in Provence.** *A study in the origins of the modern French Left.* Cambridge University Press 1979, 370p Sources biblio et index .... 60 F
- **Koch-Kent (Henri), 10 mai 1940 en Luxembourg.** *Témoignages et documents.* Luxembourg mai 1971, 342p ill.h.t. index .... 60 F
- **Laugardière (Maurice de), Le clergé du Berry aux élections de 1848.** Tardy Bourges 1959, 125p..... 100 F
- **Lemoine (Roger), La loi Guizot 28 juin 1833.** *Son application dans le département de la Somme.* Hachette 1933, 599p .... 180 F
- **Lemoine (Roger), L'enseignement mutuel dans le département de la Somme sous la Seconde Restauration.** Hachette 1933, 114p .... 100 F
- **Le Page (Louis), Epernay pendant la guerre.** Perfecta Paris 1921. 445p ill. .... 100 F
- **Lévêque (Pierre), Une société provinciale: La Bourgogne sous la monarchie de Juillet.** Touzot Paris 1983, 798p sources bibio et index .... 100 F
- **D°, Une société en crise: La Bourgogne au milieu du XIXe siècle (1846-1852).** Touzot Paris 1983, 592p sources biblio et index .... 100 F
- **Lévy Roger, Le Havre entre trois Révolutions (1789-1848).** Leroux Paris 1912, 198p .... 180 F
- **Lhotte (Gustave), Le théâtre à Douai avant la Révolution.** Crépin Douai 1881, tiré à 211 ex. 169p .... 180 F
- **Lizerand (Georges), Etudes d'histoire rurale.** *Exemple de Vergigny (Yonne).* Delalain Paris 1951, 191p avec croquis et plan .... 80 F
- **Magnin (N.). La bique en apprentissage.** *Franche-Comté.* A.Colin 1934. Rel. perc.254p ill. de Puyplat .. 60 F
- **Mandon (Daniel) Saint-Etienne ville ouvrière.** *Les barbelés de la culture.* Federop 1976, 380p....... 40 F
- **Marcelin (Paul), (I) Les Compagnons du tour de France à Nimes du XVIIe siècle à nos jours.** *Prix littéraire de la Ville de Nîmes 1963*, 64p **(II) Terrasses Cévenoles,** *Essai sur le travail humain, la terre et l'eau dans les Cévennes.* Chastanier Nimes 1963-1964, 63p. L'ensemble .... 100 F
- **Marcilhacy (Christianne), Le diocèse d'Orléans au milieu du XIXe siècle.** Sirey 1964, 501p ... 70 F
- **(Marne) Mémoires de la Sté d'Agriculture, commerce, sciences et Arts du dpt de la Marne.** Nous disposons des années 1966, 1967, 1968 et 1969. Chaque .... 80 F
- **Marx (Roland), Recherches sur la vie politique de l'Alsace prérévolutionnaire et révolutionnaire.** Publ. de la Sté savante d'Asace (T IV). Istra Strasbourg 1966, 228p index et planches .... 90 F
- **Massé (Pierre), (I) Les Abandons au Trésor Royal dans la Vienne sous la Restauration (1815-1816) (II) La peur de 1789 à Montmorillon (III) Survivance des droits féodaux dans l'Ouest (1793-1902).** Notes d'Hist. révolutionnaire (Extraits) 1961-1965, (40p+7+28p) L'ensemble .... 90 F
- **Mathieu (Christian), Le terrible de Penne.** *Vie d'Alexandre Viguier à Penne (Tarn).* Imp.coop.du S.O. Albi 1967, 92p .... 50 F
- **Michel (Alain), Au pays d'Arles.** Arthaud 1980, 248p ill .... 50 F
- **Minces (Juliette), Le Nord.** *Cahiers libres N°102.* Maspero 1967, 200p .... 40 F
- **(Monpezat), Le corps franc de la montagne noire.** *Journal de marche avril-septembre 1944.* Impr.Midi-Pyr. Albi 1963, 243p ill.h.t. .... 60 F
- **Paris libéré.** *Préface de François Mauriac, 140 illustrations.* Flammarion 1944, 95p (couv.défr.) .... 60 F
- **Paysannerie alsacienne, ses traditions et ses problèmes.** *Journées d'études de la Sté acad. du Bas-Rhin.* Colmar 1958, 78p .... 60 F
- **Pédelaborde (Pierre), L'agriculture dans les plaines alluviales de la presqu'île de Saint-Germain-en-Laye.** A.Colin 1961, 379p augm.de nb.ill. h.texte .... 100 F
- **Pépin (Louise), La Révolution de 1848 en Basse-Normandie.** Foulon Paris 1948, 64p (défraîchi) ..... 60 F
- **Pons (Ct), De la Résistance à la Libération.** *Défense du Vercors sud (Drôme).* Passas et Deloche Valence 1962, 286p .... 80 F
- **Popie (M.), La carrière militaire de Paul Louis Courier.** *Discours pron.à la Cour d'Appel d'Agen.* Moussac, Agen 1968, 32p .... 30 F
- **Porcher (Cne André), Nous brisons les barreaux.** *Comment les FTPF ont libéré 40 détenus politiques à Gaillac en juin 1944.* Plaquette de 20p éditée par les FTPF du Tarn, ill. .... 40 F
- **Porte (Louis), La caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Loire (1925-1977).** CNAF 1960, 270p....... 40 F
- **Rémy, Avec les ch'timis.** *Le réseau Sylvestre-Farmer (ex réseau "W-O").* Ed. France-Empire 1974 326p .... 35 F
- **Reynier (Elie), Manuel des études vivaroises.** *Livrets d'études locales II.* Impr. réunies Valence 1942, 61p avec 2 cartes .... 40 F
- **(Seine et Oise) Les sources de l'Histoire de Seine-et-Oise.** Aubert Versailles 1903, 52p .... 50 F
- **Serres (J.-B.), Histoire de la Révolution en Auvergne.** *T.VI extermination du clergé (Histoire vue par un prêtre).* Impr. moderne Aurillac 1896 .... 60 F
- **Signol (Christian), Antonin Laforgue paysan du Causse 1897-1974.** Denoël 1981, 206p .... 30 F
- **Soria (Georges), Grande histoire de la Commune.** *Edition du Centenaire.* Livre club Diderot 1971. 5 vol cart. éd. orné de très nb. ill. (légèrement défraîchis) .... 600 F
- **Souvestre (Emile), Mulhouse en 1836.** Plaquette de 24p, extr.de la Revue de Paris. Bader Mulhouse 1904 .... 40 F
- **(Tarn) Hist. et anecdotes des maquis de Vabre.** Plaquette de 60p, Impr. Midi-Pyr. Albi 1964 .... 50 F
- **Thuillier (Guy), Aspects de l'économie nivernaise au XIXe siècle.** A.Colin 1966, 553p (lég.défraîchi) .... 150 F
- **Tourneur-Aumont, Les quatre épisodes de la bataille de Vouillé.** *Avec une note sur le nom de Vouillé.* Sté des Ant. de l'Ouest Poitiers 1926, 40p .... 50 F
- **Tulard (Jean), La préfecture de Police sous la Monarchie de Juillet.** *Suivi d'un inventaire sommaire et d'extraits des rapports conservés aux arch.nat.* Impr.munic. Paris 1964, 177p index .... 100 F
- **Université de St-Etienne, Les villes du Massif Central.** *Colloque de St-Etienne 1970*, 412p, Tableaux et plans .... 60 F
- **Vaissière (Pierre de), Une famille les d'Alègre.** *Récits du temps des troubles au XVIe siècle (Hte Loire).* Emile Paul 1914, 282p, ill.h.texte, index ..... 100 F
- **Viallate (Achille), L'activité économique en France de la fin du XVIIIe siècle à nos jours.** Libr. des Sciences Pol.et Soc., Paris 1937, 489p .... 200 F
- **Vidalenc (Jean), (I) Les débarquements royalistes en Bretagne.** Extrait 23p, **(II) Quelques aspects du remplacement dans la Seine-Inférieure en 1823 et 1824.** Extrait 1970 10p, **(III) Les Sociétés urbaines et les villes dans les arrondissements littoraux de la Seine-Inf. sous le 1er Empire.** Extrait 24p, **(IV) Les Allemands en Seine-Inf. avant 1914.** Extr. 20p. L'ensemble .... 70 F
- **Viple (Joseph), Manuel d'études bourbonnaises.** *Livret IV.* Impr. réunies Valence 1945, 58p avec 3 cartes .... 40 F
- **Visan (Tancrède de), Le guignol lyonnais.** Bloud et Cie Paris 1910, 116p ill.h.t. .... 130 F
- **Yacono (X.), Un siècle de Franc-Maçonnerie algérienne (1785-1884).** Maisonneuve 1969, 319p sources, planches et index .... 150 F

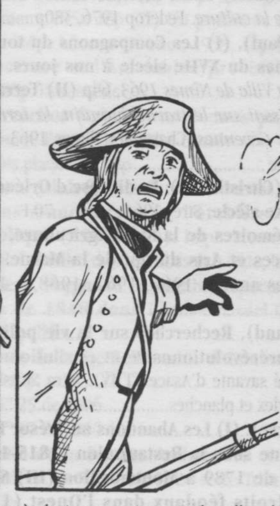


Reliure qui permet de classer 10 numéros soit 2 années de la revue :

A l'unité : .... 55 Francs
De 2 à 4 : .... 50 francs l'une
Au-delà : .... 45 francs l'une

Je commande .... reliure(s) (chèque joint)

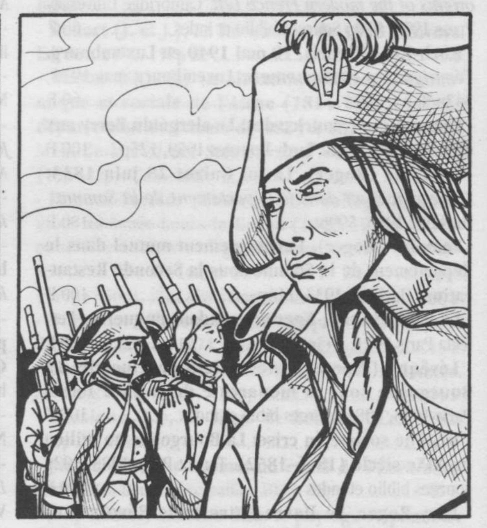
Mon adresse..
....

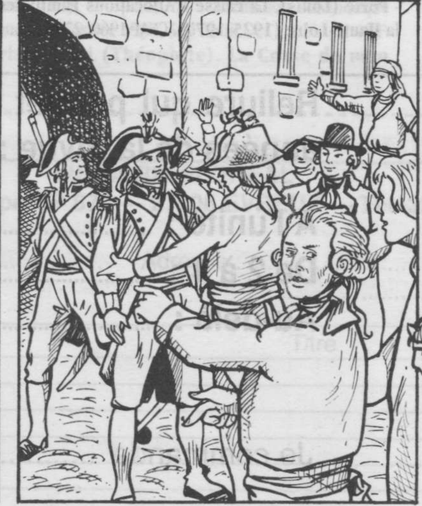
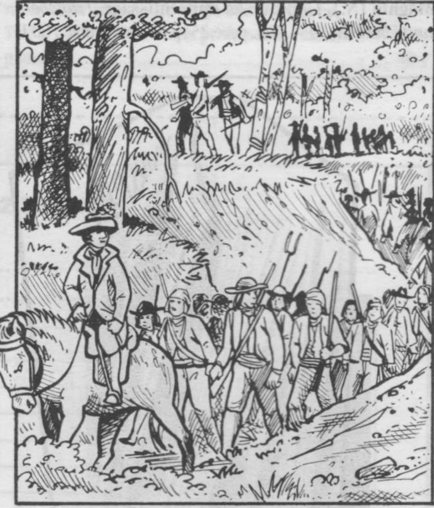


Notre bataillon fut dirigé, le 6 avril 1793, sur Cholet pour débusquer les Vendéens, maîtres de tout le pays. Le commandant en chef était de la famille des comtes Guépin d'Orgeville, originaire du pays. Il connaissait bien la contrée et sauva à plusieurs reprise notre bataillon d'une entière destruction. Sur la rive gauche de la Loire on entrait dans un pays sauvage de broussailles et de halliers, le tout fourmillant d'un peuple invisible. Notre colonne avançait sur la route de Doué. Tout à coup la fusillade éclata. Déjà ils étaient sur nous. Sans la précaution de Guépin de nous flanquer de tirailleurs sur les ailes nous eussions été détruits jusqu'au dernier. Nous perdîmes 25 tués et 60 blessés.

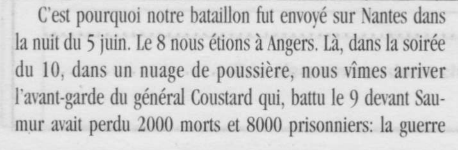




Les pertes des Vendéens avaient été à peu près égales. Je fus secoué d'un tremblement d'horreur: je vis, à la pointe de ma baïonnette, collée par du sang coagulé, une mèche de cheveux. L'abominable chose que la guerre! Les cadavres étaient des hommes de tout âge, le corps couvert de guenilles, de médailles bénites, de scapulaire, avec des pantalons ouverts au genou et des guêtres. Le chapeau de feutre portait la cocarde blanche. Les moins misérables avaient une veste de cuir ornée d'arabesques de laine ou de soie. Pendant un mois nous fûmes aux prises deux ou trois fois par semaine avec les fanatiques. Enfin, les premiers jours de mai, commencèrent à arriver 12000 volontaires parisiens commandés par Santerre. Nous comprîmes que l'extermination allait devenir épouvantable. On redoutait l'arrivée des Anglais sur le littoral.

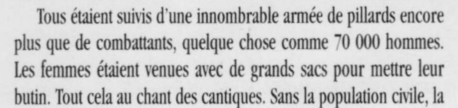
C'est pourquoi notre bataillon fut envoyé sur Nantes dans la nuit du 5 juin. Le 8 nous étions à Angers. Là, dans la soirée du 10, dans un nuage de poussière, nous vîmes arriver l'avant-garde du général Coustard qui, battu le 9 devant Saumur avait perdu 2000 morts et 8000 prisonniers: la guerre des partisans est la plus terrible de toutes. A Nantes, nous fûmes accueillis avec enthousiasme par la population. Le maire Baco vint au devant de nous avec les représentants du peuple Merlin de Douai et Gillet. Les colonnes vendéennes s'approchaient de tous côtés. Au sud c'était Charette qui arrivait avec ses bandits. Au nord c'étaient Catelineau et d'Elblée qui débouchaient sur la route de Rennes. A l'est, c'était Bonchamp arrivant par la route de Paris, tandis que d'Autichamp, avec 4000 hommes remontait l'Erdre. A l'ouest, c'étaient Stofflet et de Talmont qui arrivaient par la route de Vannes.











Tous étaient suivis d'une innombrable armée de pillards encore plus que de combattants, quelque chose comme 70 000 hommes. Les femmes étaient venues avec de grands sacs pour mettre leur butin. Tout cela au chant des cantiques. Sans la population civile, la ville eût été prise car nous n'étions que 3000 pour la défendre. Un ouvrier, le ferblantier Meuris, parti avec un bataillon de volontaires ouvriers ou mariniers, fit plus à lui tout seul que les autorités et les généraux pour la défense de Nantes. Après de durs combats s'éleva ce grand cri qui nous transporta: "La République triomphe! Cathelineau est tué!". Un savetier, de le fenêtre de sa mansarde lui avait envoyé une balle dans la poitrine. Dès lors ç'avait été la débandade, ses hommes abandonnèrent le combat.





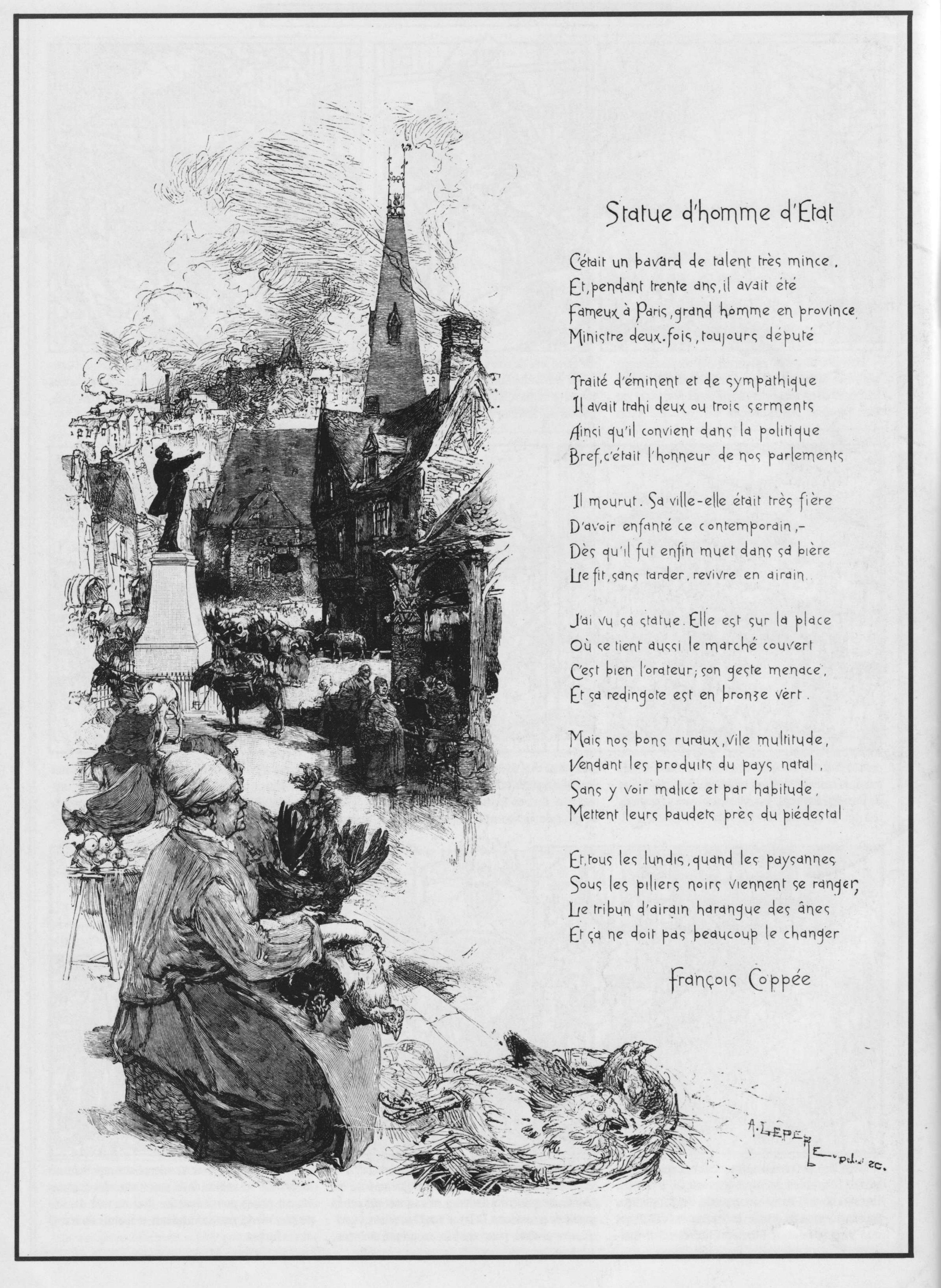
Seul Charette, continua jusqu'au lendemain à nous canonner. Le long de la Loire, sur le quai, des tables avaient été dressées. Habitants, volontaires, Parisiens y fraternisèrent dans un simple et admirable repas civique.

Des nouvelles de Paris nous étaient parvenues. La lutte entre Montagnards et Girondins s'était terminée par l'écrasement de ceux-ci: après la comparution de Marat devant un tribunal révolutionnaire et l'acquittement de l'Ami du peuple, la nomination de la Commission des Douze considérée comme une menace contre la Commune et les Jacobins, avait porté les révolutionnaires à agir par un coup de force.





Le 31 mai, la Commune, avec l'accord des Sections et sous l'impulsion de Marat, Robespierre et Danton, lançait 100 000 Parisiens autour de la Convention. Sous la pression du peuple, la commission des Douze était supprimée et 22 Girondins décrétés d'arrestation. J'appris que Henriot, devenu général de la garde nationale à la place de Santerre, avait empêché les députés de quitter les Tuileries en tournant sur eux la gueule de ses canons. Cela me rendit soucieux : quelqu'autre général, pour satisfaire sa propre ambition, pourrait-il ainsi imposer sa volonté aux représentants du peuple? Au milieu de la tourmente, des mesures étaient prises pour répandre l'instruction dans le peuple, réorganiser les hôpitaux et fournir du travail aux indigents



Statue d'homme d'Etat

C'était un bavard de talent très mince,
Et, pendant trente ans, il avait été
Fameux à Paris, grand homme en province,
Ministre deux fois, toujours député

Traité d'éminent et de sympathique
Il avait trahi deux ou trois serments
Ainsi qu'il convient dans la politique
Bref, c'était l'honneur de nos parlements

Il mourut. Sa ville-elle était très fière
D'avoir enfanté ce contemporain, -
Dès qu'il fut enfin muet dans sa bière
Le fit, sans tarder, revivre en airain.

J'ai vu sa statue. Elle est sur la place
Où se tient aussi le marché couvert
C'est bien l'orateur; son geste menace,
Et sa redingote est en bronze vert.

Mais nos bons ruraux, vile multitude,
Vendant les produits du pays natal,
Sans y voir malice et par habitude,
Mettent leurs baudets près du piédestal

Et, tous les lundis, quand les paysannes
Sous les piliers noirs viennent se ranger,
Le tribun d'airain harangue des ânes
Et ça ne doit pas beaucoup le changer

François Coppée